

N°145  
Mai 2012  
ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS  
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**De la « bolchevisation »  
à la stalinisation  
du Parti communiste  
français  
(1925-1930)**

*Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux*

## Sommaire

Présentation .....	p.2
Chronologie .....	p.7

### I. Les années 1925-1926 : Victoire des partisans de Zinoviev

Présentation .....	p.9
<i>La Révolution Proletarienne</i> (fév. 1925) : « Impressions de Congrès ».....	p. 11
Lettre des 250 au CE de l'IC .....	p.14
Loriot : « Qui trouble la conscience du parti ? » .....	p.20
Déclaration du Comité de Rédaction du <i>Bulletin Communiste</i> (jan. 26) .....	p.23
Intervention de Sémard au CE de l'IC (22 fév. 26) .....	p.25
Lettre ouverte à tous les membres du parti (6 déc. 26) .....	p.29

### II. 1927 : l'éphémère victoire des « Boukhariniens »

Présentation .....	p.33
Résolution de l'Exécutif élargi de l'IC contre la droite française .....	p.35
La tactique communiste et les élections : <i>Bulletin Communiste</i> (mars 28) .....	p.44
La dernière session de notre CC ( <i>Cahier du Bolchevisme</i> n°65-fév.27) .....	p.48
M. Thorez : Le redressement nécessaire ( <i>Cahier du Bolchevisme</i> - jan. 28).....	p.51
« L'Assemblée exclut du parti les chefs français de l'opposition trotskyste » (l' <i>Humanité</i> du 1 <sup>er</sup> fév. 28) .....	p.55
La « Une » de l' <i>Humanité</i> du 28 avril 1928 .....	p.56

### III. La victoire de Staline et l'orientation de la troisième période

Présentation .....	p.57
Intervention de M. Thorez à l'Exécutif de l'IC ( <i>Correspondance Internationale</i> n°78 du 8 août 1928) .....	p.59
« Votez classe contre classe » : « Une « de l' <i>Humanité</i> du 12 mai 1929 .....	p.63
La « Une » de l' <i>Humanité</i> du 1 <sup>er</sup> avril 1929 .....	p.64
M. Thorez : La situation du parti après son 6 <sup>ème</sup> congrès (l' <i>Humanité</i> du 21 avril 1929) .....	p.65
M. Thorez : Le Parti communiste unique parti du prolétariat (l' <i>Humanité</i> du 19 déc. 1928) .....	p.67
Résolution sur la campagne internationale contre la guerre au 6 <sup>ème</sup> congrès de l'IC ( <i>Correspondance Internationale</i> n°149 du 11 déc. 1928) .....	p.69
« En rangs serrés » : article de l' <i>Humanité</i> du 31 juillet 1929.....	p.70
« A bas le fascisme gouvernemental » (l' <i>Humanité</i> du 31 juil. 29) .....	p.72
La « Une » de l' <i>Humanité</i> du 9 décembre 1929 .....	p.73
<i>L'Internationale Communiste</i> n°22 du 15 nov. 1929 .....	p.74
La « Une » du <i>Bulletin Communiste</i> de janvier 1929 .....	p.75
Notices biographiques .....	p.76

## Présentation

Plusieurs *Cahiers du CERMTRI* ont été consacrés à la formation du PCF et à son évolution depuis le Congrès de Tours, en relation avec les changements en URSS et les transformations de l'orientation et du régime interne de l'Internationale communiste. Le *Cahier* n°137 étudiait la *Naissance du Parti Communiste en France (1920-1922)* et le n°141 *La « bolchevisation » du Parti communiste français (1923-1924)*

Le présent *Cahier* est consacré à la période 1925-1930. Il couvre donc les années au cours desquelles le PCF va passer de ce qu'on a appelé "la bolchevisation" à la stalinisation de sa direction et de ses méthodes. Il est centré sur l'évolution interne du Parti communiste français. Il aurait certes été intéressant de suivre également la bataille politique des opposants, amenés déjà à s'organiser en dehors du parti. Cela n'aurait pu se faire qu'au détriment de la publication de documents internes. Aussi, a-t-il paru plus judicieux de mettre en chantier un autre *Cahier* consacré aux différents groupements de l'Opposition de gauche à partir de 1925 et de se concentrer ici sur la publication de documents internes au PCF, même si ce *Cahier* contient quelques documents indispensables à la compréhension du déroulement des événements, tirés de *La Révolution Proletarienne* et du *Bulletin Communiste*.

Pendant ces cinq années, la politique du Parti communiste français évolue, toujours avec un certain décalage, et non par une simple transmission mécanique, en fonction des tournants opérés dans l'Internationale Communiste.

En fait, c'est dans les sommets du Parti communiste russe que l'essentiel se joue : la troïka Staline-Zinoviev-Kamenev est remplacée par le tandem Staline-Boukharine pour aboutir à partir des années 1928-29 au pouvoir sans partage de Staline. Comme toutes les sections de l'Internationale Communiste, le parti français vit ses tournants multiples à travers des crises successives et une nouvelle direction se sélectionne sous les directives du Komintern ; le symbole de cette évolution est la montée en puissance de Maurice Thorez qui se trouve en 1925 très proche des positions de l'opposition au sein du parti et qui en 1930-31 se retrouve dans la position de principal dirigeant du PCF (position qu'il conserve jusqu'à la fin de sa vie) comme porte-parole des positions de la direction de l'IC, c'est-à-dire de Staline. C'est donc une période décisive.

Après l'exclusion de Souvarine, Rosmer et Delagarde, le secrétariat général du parti revient à Pierre Sémard, mais la réalité du pouvoir est en fait entre les mains des dirigeants de la fédération de la Seine, Albert Treint et Suzanne

Girault. Ils affirment leur complète adhésion aux thèses et aux méthodes de Zinoviev.

Le Congrès de Clichy qui s'ouvre le 17 janvier 1925 exprime pleinement leur victoire : les deux tiers des délégués sont ouvriers et les jeunes communistes, nouvellement recrutés, sont largement majoritaires. L'atmosphère est galvanisée par le succès de la grève des sardinières de Douarnenez, par les combats contre la guerre du Rif... Seul Lorient peut prendre la parole pour dénoncer les exclusions et rejeter l'accusation qui le visait de constituer la « droite » du parti.

Mais la lutte politique continue dans le parti, épaulée par les exclus qui publient leurs positions dans *La Révolution prolétarienne* de Rosmer et Monatte ou dans le *Bulletin communiste* que Souvarine refait paraître à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1925.

La situation évolue à Moscou. Les thèses de Zinoviev sont de plus en plus critiquées, en particulier son analyse sur l'imminence du fascisme en Europe, ainsi que ses méthodes de centralisation excessive et brutales dans l'Internationale. Au XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe, Zinoviev et Kamenev se heurtent à Staline. Ils sont battus et une nouvelle alliance se noue entre Boukharine et Staline ; désormais, c'est l'éviction des partisans de Zinoviev qui est à l'ordre du jour.

Trotsky, Zinoviev et Kamenev constituent alors l'Opposition unifiée.

Dans l'IC comme dans le PC russe, ce qui va se développer sous l'impulsion de Staline, c'est la lutte contre « le trotskysme » et contre toutes les oppositions. L'IC sent par ailleurs qu'il lui faut détendre la pression, car la situation internationale a changé et la révolution imminente n'est plus à l'ordre du jour. C'est dans ce contexte d'inflexion de la politique de l'IC et face à des difficultés importantes rencontrées dans le parti pour imposer sa « bolchevisation », qu'est rédigée la *Lettre des 250* militants, adressée au Comité exécutif de l'Internationale.

Au Comité exécutif de l'IC de mars 1926, c'est Staline en personne qui intervient pour la première fois dans la commission française. Ses propos sont clairs : « *Je pense que le groupe dirigeant doit se former autour de camarades comme Séward, Cremet, Thorez, Monmousseau* ». La manœuvre est dirigée contre Treint et Girault... Déjà au Comité central de février, Maurice Thorez a été nommé secrétaire à l'organisation à la place de Sauvage, fervent zinoviéviste.

Il faut ici revenir sur la situation politique française. En 1924, celle-ci s'aggrave avec le coût financier de l'occupation de la Ruhr, de la Guerre du Rif, situation qui explique en partie la victoire en mai 1924 du Cartel des Gauches. En 1925, l'expérience du cartel aboutit à dresser contre le gouvernement d'Herriot toutes

les puissances financières et industrielles (le mur d'argent), et le gouvernement radical est contraint à la démission (été 1926), ce qui ramène au pouvoir une droite dirigée par Poincaré (dans un gouvernement d'Union nationale), puis par Tardieu.

La situation est donc contradictoire. Les années 1926, 1927, 1928 sont marquées par une relative prospérité, par la baisse du coût de la vie, par un chômage relativement faible et donc par la rareté des grèves ; alors que les jeunes membres du Parti développent une activité débordante en particulier dans la lutte antimilitariste et anticoloniale. Cependant, en 1926, l'atmosphère est plutôt à la détente, comme en témoigne le Congrès de Lille. Ce qui est sensible dans ce congrès, c'est la montée en puissance des jeunes « pionniers du communisme d'usine », tels Jean-Pierre Timbaud, Léon Mauvais et Rol Tanguy. C'est l'apogée des Boukhariniens. Cela ne durera pas.

La crise de l'Internationale répercute les conflits au sein du noyau dirigeant en URSS. Le 12 avril 1927, la politique de soutien au parti de Chang Kai Check, propulsée par Staline en Chine aboutit au massacre de milliers de travailleurs et de communistes chinois. L'Opposition publie le 25 mai la « *Déclaration des 83 vieux Bolcheviks* ». La réaction de Staline est violente, une répression terrible s'abat sur le parti : en octobre Trotsky et Zinoviev sont exclus du Comité central et le 15 novembre, ils sont exclus du Parti bolchevique ; au XV<sup>e</sup> Congrès, les membres de l'Opposition sont tous exclus, ils ne pourront réintégrer le parti que s'ils abjurent solennellement leurs positions.

Début 1928, l'Opposition unifiée éclate du fait de la capitulation de Zinoviev et de Kamenev ; Trotsky est banni à Alma-Ata

Du 17 juillet au 1<sup>er</sup> septembre 1928 se déroule le VI<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste à Moscou. Congrès mondial d'un nouveau type : tout est discuté en coulisses où la bataille entre staliniens et boukhariniens fait rage. Ce congrès se caractérise par le double langage. « *Jamais il n'y aura plus de contradiction entre ce qui se dit officiellement à la tribune, et ce qui se dit en privé.* » Le Congrès va assurer le triomphe « *du gauchisme pré-stalinien* », selon l'expression de Philippe Robrieux : « *Définition de la troisième période, l'appréciation ultragauchiste et purement illusoire de la situation mondiale, les analyses superficielles sur la prétendue radicalisation des masses et sur la crise finale du capitalisme* » (*Histoire intérieure du Parti Communiste* - p. 304.)

La délégation française est composée par les jeunes, des syndicalistes, des responsables régionaux. Seuls « vétérans » du bureau politique, Doriot, Cachin et Renaud ; Jean Barbé, qui présente un rapport sur l'action antimilitariste de la JC, est à l'honneur.

Barbé est élu au présidium et il a à ses cotés au Comité exécutif Thorez, Sémard et Billoux, Frachon et Monmousseau.

C'est aussi à ce congrès également qu'est formulé le rôle de « parti-guide » du PCUS en déclarant que « *les succès de la construction du socialisme en Union soviétique... transformant le PCUS en cette avant-garde léniniste dans les expériences colossales, constituent la base sur laquelle toutes les sections de l'Internationale doivent être éduquées idéologiquement et s'instruisent pratiquement* ». *L'Humanité* multiplie les articles et reportages sur les réussites grandioses ; ainsi en novembre 1929, elle publie un supplément sur « *la construction du socialisme en URSS* »...

Le durcissement dans le parti russe se répercute avec un certain retard et des résistances en France.

L'IC fait alors le pari des jeunes, les dirigeants du Komintern (Manouïlsky pour la France) poussent à la tête des partis communistes des groupes de jeunes communistes, peu formés, sensibles aux aspects "ultra-gauches" de la politique dictée par Moscou. C'est ainsi que naît « le groupe Barbé-Célor ». C'est Barbé qui est à l'honneur dans la délégation française au VI<sup>e</sup> Congrès de l'IC ! Il devient membre du Comité exécutif, du présidium et du secrétariat de l'IC.

Début 1929, le PCF ordonne son activité autour de deux thèmes :

- Suprématie absolue de l'Union soviétique ; grâce à ses triomphes, la patrie des prolétaires va dépasser les pays capitalistes.
- Imminence de la guerre contre l'Union soviétique ; ceci d'autant plus que le capitalisme est miné par la montée révolutionnaire et la crise qui en résulte.

Au Congrès de Saint-Denis en mars 1929, dans une atmosphère de semi-clandestinité - le ministre de l'Intérieur, Tardieu, a donné le ton dès 1927 en proclamant à l'Assemblée : « *Le communisme, voilà l'ennemi.* » - il revient à Cachin de justifier la politique de l'Internationale devant un congrès réticent...

Comme Sémard, il développe le thème de la préparation de la guerre et montre que la social-démocratie est au service direct du capital. L'élection de la nouvelle direction est plus épineuse : une véritable épuration s'opère. Seuls 18 anciens membres (sur 80) sont maintenus, tous les autres candidats sont des nouveaux. Au sein du nouveau secrétariat, Barbé remplace Sémard, et Thorez, chargé de l'organisation et de la propagande devient le numéro deux, Célor numéro trois en tant que responsable de l'appareil.

Le XX<sup>ème</sup> plénum de l'IC accentue encore l'orientation « troisième période » : désormais, il faut s'engager fermement aux côtés de Staline. En deux ans, sept

membres de la direction de l'Exécutif allaient être exclus et la direction des partis communistes devaient « être complètement changée ».

En France, Doriot, Cachin, Sémard, Thorez s'inclinent ; d'autres comme Alfred Bernard, Sellier, Hueber refusent : ils sont exclus du parti. Des militants comme Louis Bouet et Maurice Dommanget quittent le Parti communiste à ce moment-là. La valse des tournants n'est pas terminée.

En mai 1930, Staline est confronté en URSS aux conséquences désastreuses de la collectivisation forcée de l'agriculture et de la marche à l'industrialisation. Constat est fait de la baisse des effectifs du parti français ; l'*Humanité* a perdu 30 000 lecteurs. La tension est grande à l'intérieur du parti entre les jeunes entraînés par Célor, qui vont jusqu'à un véritable « coup de force » contre l'*Humanité* jugée trop molle. L'Internationale s'inquiète et se rend compte que le pari sur les jeunes à la direction du parti était risqué... Il faut faire machine arrière : au printemps 1931, commence « l'affaire Barbé-Célor » qui se terminera par un véritable procès, dont on peut dire qu'il constitue le premier procès stalinien en France.

	France	International
1927		<p><u>23 octobre</u> : Trotsky et Zinoviev sont exclus du Comité central.</p> <p><u>15 novembre</u> : Trotsky et Zinoviev sont exclus du Parti bolchevique.</p> <p>Le XV<sup>e</sup> Congrès du PCUS exclut tous les membres de l'Opposition.</p>
1928	<p><u>janvier</u> : la Conférence nationale exclut les « treintistes ».</p> <p>Au CC de Choisy-le-Roi, 23 voix pour la tactique « classe contre classe » et 13 contre.</p> <p><u>avril-mai</u> : aux élections législatives, le PCF passe de 24 députés à 12 (100 pour la SFIO).</p> <p>Barbé est élu au Comité exécutif, au Présidium et au Secrétariat de l'IC.</p> <p>Constitution du groupe « Barbé-Célor ».</p>	<p><u>16 janvier</u> : Trotsky est banni à Alma-Ata.</p> <p><u>18 mai-5 juin</u> : premier procès stalinien en URSS contre « les saboteurs de l'industrie ».</p> <p><u>1<sup>er</sup> septembre</u> : le VI<sup>e</sup> Congrès de l'IC qui s'ouvre à Moscou marque la victoire de Staline.</p>
1929	<p><u>mars</u> : Congrès du PCF à St Denis : épuration du CC : Barbé remplace Sémard. Thorez devient le numéro 2 du parti.</p> <p><u>juin</u> : Comité central d'Achères - Arrestation de Thorez.</p> <p><u>29 juillet</u> : démission du ministère Poincaré - Tardieu devient le nouvel homme fort de la droite.</p> <p>Répression et arrestation de nombreux militants.</p>	<p><u>1<sup>er</sup> mai</u> : grande manifestation ouvrière à Berlin.</p> <p><u>3-19 juillet</u> : le X<sup>e</sup> Plénum du Comité exécutif de l'IC consacre le cours ultra gauche, la politique dite de la « troisième période ».</p> <p><u>1<sup>er</sup> août</u> : journée internationale contre la guerre.</p> <p><u>25 octobre</u> : krach de Wall Street.</p>
1930	<p><u>10 février</u> : révolte des ouvriers annamites à Yêh Bái.</p> <p><u>17 février</u> : chute du ministère Tardieu.</p> <p><u>24 mars</u> : ratification par la France du plan Young.</p> <p><u>30 juin</u> : fin de l'évacuation des troupes françaises de Rhénanie.</p> <p><u>4 novembre</u> : début du scandale Oustric.</p>	

## Première partie

# Les années 1925-1926 : Victoire des partisans de Zinoviev.

Début 1925, la direction de Treint et de S. Girault sur le parti semble bien consolidée : elle s'appuie sur la création des cellules d'entreprises, sur la sélection de jeunes cadres ouvriers, dont la formation s'effectue dans l'école du parti, créée à Bobigny. Ecole de formation qui bannit « *la culture générale* » qui « *entraîne l'ouvrier dominé par une véritable soif de savoir dans le domaine des sciences bourgeoises et le conduit à abandonner la lutte pour les rangs ennemis* »... Un terme nouveau apparaît : « *La culture prolétarienne* ».

Lors du Congrès de Clichy (1925), la discussion politique est encore réelle dans le parti, comme en témoigne le texte de Loriot : les militants critiquent les positions du parti sur la Guerre du Rif, sur l'échec des congrès ouvriers et paysans contre la guerre... Les positions ne sont pas figées. Des textes s'opposant à la politique de la direction sont d'ailleurs encore publiés, comme on le verra, dans les organes officiels du Parti.

Il est intéressant de s'arrêter sur l'évolution du jeune responsable de la fédération du Pas-de-Calais, Maurice Thorez. En 1924, il est fortement engagé auprès de Souvarine (lettre du 15 avril 1925), il réussit même à rallier son comité fédéral aux thèses de l'Opposition, il participe également financièrement à l'édition de *Cours nouveau* de Trotsky. La vigueur polémique de la direction treintiste dans *l'Humanité* et dans le *Bulletin communiste* contre Trotsky et « l'opposition de droite » semble le prendre au dépourvu et il adopte alors une attitude prudente et discrète. En mai, dans son comité fédéral, il est isolé et n'ose pas voter contre les thèses du comité directeur du parti. Au Congrès de Clichy, il donne à tous le sentiment d'être rallié aux positions de la direction du parti français.

Mais pour les dirigeants de l'IC, le ralliement n'est pas suffisant : S. Girault et Gouralski (représentant en France de l'IC) vont jouer en finesse. Ils proposent que Thorez soit intégré dans la délégation du parti à la conférence préparatoire de l'Internationale à Moscou. A Moscou, tous les discours et discussions tournent autour des mêmes thèmes : la révolution est imminente et des militants comme lui devraient y jouer un rôle essentiel. A son retour, il est appelé à travailler à Paris. Il a désormais la charge d'animer la campagne contre la Guerre du Rif. Sur proposition de S. Girault, il est coopté au Bureau politique.

C'est à la Conférence d'Ivry des 18, 19, 20 octobre qu'il choisit clairement son camp. Nommé responsable du Comité d'action contre la guerre, il essuie les critiques virulentes de l'Opposition sur l'échec de la journée du 12 et réagit vivement.

Pourtant, au même moment, monte dans le parti un fort mouvement de protestation qui s'exprime par la *Lettre des 250*. Cette lettre regroupe des militants d'horizons différents : des amis de Rosmer et Dunois, des militants ayant accepté la bolchevisation, mais qui en refusent les méthodes, ce sont des syndicalistes, des élus, des responsables locaux, des universitaires. Elle s'adresse à l'IC dont elle demande l'intervention et sans remettre en cause totalement la politique de la bolchevisation, elle conclut : « *Sans supprimer les cellules d'usine, en s'efforçant au contraire de les multiplier, il faut revenir sans tarder à la section territoriale comme base organique du parti.* »

Thorez n'est pas signataire de ce texte. Cette lettre exprime l'ampleur du mécontentement des militants français qui font appel à la direction de l'IC pour qu'un changement s'opère à la direction du parti. Cette lettre indique également la manière dont sont perçues les discussions au sein du PC russe et dans l'Internationale ; les signataires y voient les signes d'un changement politique favorable. Cette perception est partagée d'ailleurs par les rédacteurs de la *Révolution prolétarienne* et surtout par la rédaction du *Bulletin communiste* où Souvarine fait un article sur le XIV<sup>e</sup> Congrès bolchevique sous le titre « *Quelques fortes paroles de Staline* ». Dans le numéro suivant la rédaction annonce qu'elle suspend la parution du *Bulletin communiste*.

La direction du Parti communiste réagit et une conférence nationale exceptionnelle est convoquée par Thorez et Cremet sous la présidence du représentant de l'IC, Manouïski. Celui-ci interprète le malaise profond du parti, exprimé par *La Lettre des 250*, par l'absence de discussion et propose de répondre sous la forme d'une « *Lettre ouverte aux militants* » qui, tout en condamnant « l'opposition de droite » qui vient d'être exclue, fait une autocritique de la politique du parti.

Thorez, Doriot et Sémard sont chargés par le BP de finaliser la lettre. Sémard défend devant le Comité exécutif de l'IC que le parti doit désormais lutter contre « deux fronts » : les déviations droitières et les fautes gauchistes. Au comité exécutif de l'Internationale de mars 1926, les interventions de Staline annoncent « un tournant ». La Troïka se disloque et Boukharine va désormais apparaître, pour un temps, comme le principal allié de Staline.

Dans cette partie du *Cahier*, on trouvera les « *Impressions de congrès* » publiées dans *La Révolution prolétarienne* ; la *Lettre des 250* au Comité exécutif de

l'Internationale communiste (parue dans *Les Cahiers du bolchevisme*) ; la lettre de F. Loriot « *Qui trouble la conscience du Parti ?* » (Egalement parue dans les *Cahiers du bolchevisme*) ; la déclaration du *Bulletin communiste* en date du 29 janvier 1926 ; un extrait d'une intervention de Sémard au comité exécutif de l'Internationale communiste, le 22 février 1926, qui souligne la violence des attaques portées contre les opposants ; enfin, la lettre ouverte à tous les membres du Parti, adressée par le Comité central et la Conférence nationale extraordinaire du Parti (parue dans *L'Humanité*).

# La Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

## SOMMAIRE

- La légende du trotskysme ..... A. ROSMER.  
Documents :  
Une lettre de Trotsky. — La résolution du Comité Central.  
Le Carnet du Sauvage :  
Oui, Monmousseau, chacun à sa place ..... P. MONATTE.  
Le rôle du Parti ..... R. LOUZON.  
Impressions de Congrès :  
A Clichy (J. L.). — A l'Union des Syndicats de la Seine (JEAN DIDIER).  
Un coup d'œil aux Balkans ..... J. PÉRA.  
De la « volaille à plumer » au « bonapartisme international » ..... A. R.

## PARMI NOS LETTRES

- Syndicats et Parti. — Le Congrès de Clichy vu de loin. — Le silence est rompu.  
— Rectification qui ne rectifie rien.

## NOTES ÉCONOMIQUES

- Un problème capital d'économie communiste. — Chronique des Monopoles : Constructeur, exploitant et client. — Le « Bon Marché » absorbe Dufayel. (R. LOUZON).

## FAITS ET DOCUMENTS

- Les faits du mois. — La Conférence d'Amsterdam et l'unité syndicale internationale. — Maurin à Monjuich. — L'expulsion de M. N. Roy. (A. R.).

ADMINISTRATION et RÉDACTION, 17, rue André-del-Sarte. — PARIS (XVIII).

# IMPRESSIONS DE CONGRÈS

## À CLICHY

Dans ces quelques lignes consacrées au Congrès du Parti Communiste tenu à Clichy, je n'essayerai pas d'examiner les « thèses » exposées par le Bureau politique devant le Congrès. Ce n'étaient que des phrases apprises, mal digérées, souvent mal répétées. On ne discute pas avec une boîte de disques phonographiques.

La pauvreté idéologique du Congrès s'est en particulier affirmée par un fait qui aurait dû ouvrir les yeux aux plus souples des admirateurs de la « camarade Suzanne » : à l'ordre du jour des discussions de l'Internationale communiste, il y a un point de première importance : *l'élaboration du programme de l'Internationale*. Il semblerait qu'une chose aussi essentielle aurait dû amener des discussions passionnées et profondes dans le parti communiste français. Il n'en a rien été, et le Congrès n'a même pas abordé la question, donnant ainsi la mesure de l'état de pauvreté intellectuelle où la « léninisation », pratiquée par des Treint peut faire tomber un parti révolutionnaire.

Faute de mieux, je me contenterai donc de raconter la psychologie du Congrès, l'état d'esprit de ceux qui y participaient : Bureau politique impérieux, fonctionnaires *approbatifs*, et, d'autre part, quelques délégués ouvriers et paysans venus là pleins de bonne volonté, pleins d'un désir de progrès vers la Révolution.

Les membres du Bureau politique se sont imposés au Congrès par les mêmes moyens que ceux qui leur ont permis de mettre le Parti sous leurs pieds : cabotinage, démagogie infantine et terrorisme malhonnête. Ce fut, d'abord, l'exhibition savante des capitaines et des généraux; un délégué m'avouait qu'il avait renoncé à compter le nombre des interventions de Suzanne Girault, de Treint, de Marrane et de Semard. Pendant qu'il ne parlait pas, Treint, à demi-couché sur les marches de la tribune, s'efforçait de reproduire le plus exactement possible une gravure célèbre qui représente Lénine prenant des notes au pied

d'une tribune.

En paroles toujours, le Bureau politique faisait de la pseudo-démagogie ouvriériste (qui n'a rien de commun avec l'ouvriérisme); mais quand un malheureux délégué, ouvrier ou paysan, montait à la tribune pour y apporter quelques remarques sensées, mais mal exprimées, les « fonctionnaires » ne se gênaient pas pour rire, pour l'interrompre, lui demander d'abrégé, tandis que les « as » affectaient de ne pas écouter et de parler entre eux d'autre chose. Le mercredi soir en particulier, le fait a été si choquant que j'ai vu deux délégués prendre leurs chapeaux et sortir de la salle, en en disant à voix basse la raison à leurs voisins.

Ils n'osaient même pas protester tout haut. Sur toute la salle du Congrès pesait une atmosphère d'étouffement, résultat du terrorisme établi par le Bureau politique dans l'ensemble du parti. A chaque table, les « simples délégués » étaient encadrés par les fonctionnaires dûment stylés, qui provoquaient aux moments voulus des « exclamations » et des « gestes divers ». Pendant que Treint accomplissait son faux moral en détachant habilement quelques passages d'une lettre de Souvarine, Dunois était seul à réclamer la lecture de la lettre entière. Un délégué me dit quelques heures après : « Je me doutais bien que c'était un faux; J'aurais bien voulu réclamer la lettre complète ; mais que veux-tu ! j'aurais été fusillé huit jours après. La lecture de Treint laissa d'ailleurs le Congrès assez perplexe; contrairement au compte rendu mensonger de *l'Humanité*, il n'y eut que les fonctionnaires pour pousser quelques « oh ! » d'indignation. Intérieurement, les délégués se demandaient avec inquiétude si on ne s'était pas moqué d'eux. Une fois de plus, Treint avait débordé.

Mais aucun bluff ne fait reculer le Capitaine, pourvu qu'il serve à épaissir encore l'atmosphère. L'ensemble du Parti était opposé à *l'Humanité du Midi*, véritable gouffre financier. La plus grande partie des fédérations du Sud en étaient également adversaires. L'Interfédération des Alpes, par exemple, a, lors de son congrès local, de-

mandé officiellement que *l'Humanité du Midi* ne rayonne plus sur sa région. Cela n'a pas empêché Marrane de déclarer à Clichy que ce journal rendait des services inestimables ; le Bureau politique en a décidé le maintien... tout en se gardant bien de faire voter le Congrès à ce sujet.

Dans ces conditions, qui donc aurait osé demander des éclaircissements au Bureau politique sur certains scandales qu'il a voilés et pour cause ? Qui donc aurait osé lui demander les raisons de la disparition de Werth (Est-ce encore un attentat fasciste ?) Qui donc aurait osé demander ce qu'est devenu le fameux mot d'ordre du « tribunal révolutionnaire » ? Pourtant Dunois avait posé quelques questions précises : Sadoul, bluffs divers de *l'Humanité*, etc. Il avait ajouté : « Si vous croyez que je mens, je demande une commission d'enquête ». Dès qu'il eut terminé, la Fédération de l. région parisienne fit, comme par hasard, parvenir au bureau une motion où l'on déclarait que Dunois avait fait perdre son temps au Congrès, et qu'il était inutile de lui répondre.

C'en était trop ; on sentit nettement la consternation s'emparer de l'esprit des congressistes. Lorient déclara que, dans ces conditions, il renonçait à prendre la parole. Voulant aller jusqu'au bout, le bureau politique fit donner la parole à Ilbert ; mais dans toute la salle on entendait crier : « Lorient ! Lorient ! » Semard sentit le danger, et vint à la tribune pour demander à Lorient de prendre la parole.

L'Internationale a exigé la fin des exclusions ? Soit ! le Bureau politique n'en fera plus ; il les fera faire par les cellules, et les rayons savamment cuisinés, parfois après des mutations judiciaires. A une séance du Congrès, Lorient demandait à Suzanne Girault : « Pouvez-vous jurer, camarade, que l'Internationale est du même avis aujourd'hui qu'il y a un mois sur la situation du parti français ? Après quelques instants d'hésitation, S. Girault laissa tomber cette perle, de sa lèvre inférieure : « L'Internationale est du même avis aujourd'hui qu'il y a un mois, elle estime toujours qu'il faut bolcheviser le parti français. »

Mais si nul ne protesta contre ce mauvais calambour (c'était trop dangereux), bien peu de délégués en furent dupes. Nos minuscules « bolchevisers » prennent leurs désirs pour la réalité ; les ouvriers et les paysans du parti ne sont pas des naïfs, comme ils voudraient le

croire. Ils ne se moqueront pas éternellement d'eux. Un parti qui a ses racines et sa raison d'être dans la classe ouvrière et paysanne ne peut pas rester longtemps la proie d'une petite coterie qui n'admet ni la critique, ni la discussion, et à qui tous les procédés sont bons pour cacher ses fautes, ses erreurs, ses bassesses. Tôt ou tard, il viendra un souffle d'air pur qui balayera ces médiocrités agissantes, et donnera au Parti une figure vraiment communiste.

J.L.

## **Au Comité exécutif de l'Internationale communiste**

# **Lettre des 250**

**Camarades,**

**Bien que le Bureau politique et le Comité central du Parti Communiste français ne négligent aucune occasion d'affirmer leur plein accord avec l'Internationale communiste et que les discours des délégués de l'exécutif semblent accréditer cette opinion, nous nous sommes décidés, après mûre réflexion, à vous entretenir de la situation pénible dans laquelle se débat le parti français.**

Nous avons l'intime conviction que vous êtes mal renseignés sur ce qui se passe ici, parce que vous n'avez de contact qu'avec une direction trop intéressée à vous montrer les choses sous un jour faussement favorable. On vous raconte que, depuis la soi-disant « bolchevisation » du parti, le communisme a acquis une influence puissante sur les masses et que les ouvriers approuvent et suivent nos mots d'ordre avec enthousiasme. C'est faux. Non seulement nous ne progressons pas, mais nous ne piétons même pas sur place, nous sommes en pleine régression. Et cela au moment où les circonstances politiques et économiques sont pleinement favorables à la diffusion de nos idées, à la propagation de notre doctrine : la politique de soutien, pratiquée par les socialistes, la capitulation honteuse du Bloc des gauches devant les puissances d'argent, l'ascension continue du coût de la vie, la perspective pour le prolétariat et les classes moyennes d'avoir à supporter des charges fiscales de plus en plus lourdes, l'impopularité de la guerre du Maroc et de l'expédition de Syrie, l'inquiétude générale créée par la chute du franc ont contribué à créer un état d'esprit tel que nous aurions dû voir de nombreuses recrues se rallier à notre drapeau.

Il n'en a rien été, malheureusement, et, en dépit des prédictions les plus optimistes, nous avons subi des échecs cuisants qui ont surabondamment prouvé que notre influence sur le monde du travail est toute de surface. La direction du parti, en présence du fiasco de sa politique de bluff et d'intimidation, essaye aujourd'hui de diminuer, aux yeux des militants, le désastre dont elle est responsable. Elle se répand en explications filandreuses, ergote, n'avoue qu'une faible partie du mal, suppute des remèdes et n'arrive ainsi qu'à démontrer son manque de sens politique et son inaptitude à conduire un grand parti. Par une manoeuvre, qui est devenue classique, elle essaye de rejeter sur ce qu'elle appelle la « droite du parti » la responsabilité de ses échecs répétés et demande une « boichevisation » plus complète.

Nous avons hésité pendant longtemps à intervenir, parce que nous espérons que, devant la leçon des faits, nos dirigeants finiraient par renoncer à des méthodes d'action déplorables, à un autoritarisme mesquin, sentiraient la nécessité d'enrayer le mal dont le parti est menacé de mourir.

C'était trop espérer de ceux qui, isolés dans leurs bureaux, agissent sans jamais consulter personne et exercent sur la masse des militants, au nom de l'Internationale, une dictature intolérable qui finit par écoeurer les plus dévoués de nos partisans.

Aujourd'hui, nous vous crions « casse-cou ». Quelques camarades courageux ont osé se dresser contre les mégalomanes du Bureau politique et du Comité central qu'on ne subit que par respect pour l'Internationale communiste et qui, sans cela, seraient balayés comme des fétus de paille. L'opposition a, derrière elle, des camarades beaucoup plus nombreux qu'on ne croit, et qui n'ont gardé le silence, jusqu'à présent, que par discipline. Si vous laissez procéder à de nouvelles exclusions, un dégoût général va s'emparer de tout ce qui raisonne et pense dans le parti, et nous irons tout droit à la liquidation totale du Parti communiste français. Voilà ce que nous avons le devoir de vous dire tout d'abord, en dépit des foudres dont on menace toujours ceux qui osent rompre le silence et proclamer la vérité.

### **Considérations sur l'organisation du parti.**

Afin de rompre complètement avec les méthodes d'organisation et d'action de la social-

démocratie, le Ve Congrès mondial, voulant hâter la bolchevisation du parti, a décidé sa reconstruction sur la base des cellules d'usine. Nos délégués ont accepté sans discussion le nouveau mot d'ordre. Ils sentaient là en effet l'occasion de masquer leur incapacité et d'asseoir, à la faveur du désarroi qui accompagne toujours les brusques changements, leur dictature personnelle.

Dès leur retour en France, ils se mirent en devoir de « bolcheviser » le parti. S'ils n'avaient pas méconnu les conditions politiques et sociales de ce pays, ils eussent procédé à la réorganisation par étapes. Or, ils opérèrent avec une aveugle brutalité, toute la vieille armature fut pulvérisée en un tour-nemain, sans souci de la diversité des milieux ni des possibilités de réussite. Naturellement, nos bolchevisateurs proclamèrent que tout se passait le mieux du monde, que le seul fait de la création des cellules et des rayons avait attiré au parti des éléments ouvriers jusqu'alors réfractaires, et que seuls les contempteurs intéressés du nouveau cours pouvaient nier les bienfaits de la nouvelle organisation.

Voyons donc où nous en sommes après une année de « bolchevisation » à outrance, une année pendant laquelle tous ceux qui ont osé émettre quelques critiques ont été impitoyablement exclus ou brisés pour servir d'exemple aux autres.

Nous ne pouvons donner aucun chiffre, même approximatif, sur les effectifs du parti. Lors de la dernière Conférence nationale, conférence presque entièrement composée de fonctionnaires, on s'est bien gardé de donner la moindre précision à ce sujet. Il est probable, d'ailleurs, que personne ne sait au juste à quoi s'en tenir. Mais ce qui est certain, c'est que les effectifs du parti ont fonctionné comme « beurre en poêle ». L'article du camarade Gourget, publié dans *L'Humanité* du 13 octobre, et auquel nous vous demandons de vous reporter, donne une idée absolument exacte de la situation du parti dans la région parisienne, celle qu'on cite toujours en exemple à cause des résultats admirables ( ??) qu'on y aurait obtenus. En province, la situation est pire. Au cours des nombreuses tournées de propagande que certains d'entre nous ont faites aux quatre coins de la France, ils n'ont trouvé que des cellules sans vie et des rayons squelettiques dont l'action est absolument factice et l'influence nulle.

Dans les villes industrielles comme Montceau-les-Mines et le Creusot, on ne trouve qu'une cellule microscopique eu égard au chiffre de la population ouvrière.

À Montargis (4000 ouvriers environ) il y a 4 cellules comprenant 70 membres (dont 20 chemi-nots, 3 métallurgistes, 2 bijoutiers, 6 manœuvres ; les autres sont des « rattachés » : artisans, instituteurs, petits métiers).

Même situation lamentable à Orléans où l'on compte pourtant 14000 ouvriers. Même situation partout : dans la région du Nord et du Pas-de-Calais, dans les régions de Lyon et de Saint-Étienne, en Basse-Seine (Rouen et le Havre), dans la région Alpes (Grenoble, etc.), dans celle de l'Atlantique (Nantes, Rennes, La Rochelle), à Marseille, à Limoges, à Chaumont, partout enfin où nous sommes allés. La faillite des cellules d'usine est à peu près générale. Une statistique sincère des membres du parti appartenant aux cellules comme ouvriers de l'entreprise et non comme « rattachés » serait à cet égard des plus édifiantes.

Ce n'est pas, en effet, sans difficulté qu'on peut obtenir quelques renseignements sur l'état des cellules. Non seulement on se heurte à l'optimisme intéressé des « hommes de confiance », mais l'adhérent à une cellule ignore ce qui se passe dans les cellules voisines. Tout au moins n'en connaît-il que ce que l'on veut bien lui dire. Ce qu'il constate aisément, c'est l'extrême faiblesse des assemblées de rayon et des assemblées régionales<sup>1</sup>. On ne trouve plus guère maintenant le parti que là où les anciennes sections ont subsisté. Dans beaucoup d'endroits, en effet, on a baptisé la section « cellule » pour avoir l'air de se mettre en règle avec le Centre. Agir autrement eût amené la dispersion des derniers militants et rendu toute propagande impossible. Afin « d'animer » les organismes nouveaux, on a créé de toutes pièces « l'Appareil ».

Le principe d'un « appareil » est loin d'être mauvais en soi. Harmonieusement proportionné aux forces du parti, nommé et contrôlé par celui-ci, l'appareil est indispensable et nul n'en conteste la nécessité. Mais l'appareil du Parti communiste français est tout autre chose dans son essence et sa destination. Expression directe d'un Bureau politique omnipotent, il est au service non du parti, mais d'une

---

<sup>1</sup> A la conférence de la région Alpes, tenue à Annecy, le 12 août 1925, il y avait en tout et pour tout une douzaine de militants.

fraction. Un népotisme éhonté a présidé à sa formation, entraînant un gaspillage d'argent formidable. Pour devenir secrétaire, dactylographe, propagandiste, instructeur, point n'est besoin d'avoir des aptitudes ni de connaître la doctrine. Il suffit « d'être dans la ligne », d'aller par le pays en chantant les louanges du Comité central et de livrer bataille à tous ceux qui ne marchent pas au pas ou n'observent pas le silence dans le rang.

Lesté d'un léger bagage de lieux communs, tel ou tel jeune militant, ayant encore tout à apprendre, est brusquement investi de la toute-puissance. Il tranche les questions les plus délicates et juge sommairement des hommes et des choses. C'est lui qui catalogue les membres du parti, surveille le moral et poursuit les suspects. C'est lui qui crée des cellules d'usines composées uniquement de « rattachés<sup>2</sup> », débite des pauvretés sans nom en réunion publique, et dénonce la droite nationale et internationale. À l'appui de ses dires, il invoque l'autorité de l'IC, prétend parler et agir en son nom avec l'audace que donnent l'irresponsabilité et l'impunité.

Mais, malgré « l'Appareil », ou plutôt à cause de lui, il est hors de doute que la machine fonctionne mal et ne rend pas. On en conclut qu'il faut augmenter le personnel de catéchumènes existant et, par conséquent, engager de nouvelles dépenses aussi inutiles qu'insupportables. On ne saurait pousser plus loin l'aberration. Pourtant, la vérité saute aux yeux. Les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du parti. Affirmer le contraire, c'est méconnaître l'économie générale du pays et l'organisation des grands États capitalistes modernes, c'est se leurrer sur le rapport des forces sociales en présence, c'est entraîner le parti vers sa liquidation rapide et totale.

Les causes générales et essentielles ne sont d'ailleurs pas seules à condamner le nouveau régime du parti. Non seulement les cellules offrent au patronat une cible facile, mais elles se heurtent à des difficultés intrinsèques dont certaines sont assez graves pour provoquer leur mort. L'expérience a montré, par exemple, que leur existence est liée à la valeur et à la stabilité du secrétaire. Or, il est difficile de trouver, dans une même localité, une quantité de secrétaires capables de donner une vie politique aux diverses cellules. C'est pourquoi les camarades se bornent à expédier la besogne courante : distribution de tracts, de papillons, examen des questions intéressant l'usine à laquelle ils appartiennent. De temps à autre, ils écoutent un compte rendu du délégué au rayon, en le priant d'aller vite, car chacun est pressé de rentrer chez soi, son domicile étant souvent, dans les grandes villes, fort éloigné du lieu de son travail. Les questions les plus importantes sont traitées avec désinvolture; on se quitte sans prendre de décision; et l'éducation des militants ne se fait pas. Elle ne peut d'ailleurs se faire dans de telles conditions. On aura beau multiplier les propagandistes, le résultat sera le même. Les cellules tomberont les unes après les autres, faute d'animateurs.

Pour sauver le parti, il faut renoncer délibérément aux méthodes employées depuis un an. Le Comité central propose, outre le développement de l'appareil, la création de « cellules de rue » et de « sous-rayons ». Au diable toutes ces complications !

Car ces complications, loin de remédier au mal, l'aggravent. Nous n'avons pas la prétention, dans cette lettre, d'examiner en détail la question de l'organisation du parti. Nous nous bornerons à dire que, sans supprimer les cellules d'usine, en s'efforçant, au contraire, de les multiplier, il faut revenir sans retard à la Section territoriale comme base organique du parti. Il faut assurer le jeu du véritable centralisme démocratique, rendre la parole au parti, et en finir avec la politique personnelle.

Il faut simplifier l'appareil et le mettre au service et sous le contrôle du parti.

#### **Les résultats. Elections municipales et cantonales.**

Nous ne ferons également qu'esquisser une situation qui révèle au plus haut point l'incapacité politique de la direction actuelle du parti.

Sous l'étendard du communisme, cette direction n'a fait, en réalité, que *ressusciter l'hervéisme condamné* depuis longtemps par l'immense majorité des ouvriers français. La démagogie grossière, l'outrance verbale, le bluff ont constitué, en toutes circonstances, le fond de sa politique. De telles méthodes donnent nécessairement leurs fruits. Ceux que le parti a déjà recueillis sont amers.

---

<sup>2</sup> Membres de la cellule étrangers à l'entreprise.

Le Comité central s'était targué d'un succès certain aux élections municipales et cantonales. Il devait entourer Paris d'une « ceinture rouge » de municipalités « bolchevistes ». Le résultat a été pitoyable. Le 3 mai 1925, au premier tour de scrutin, le parti, irrémédiablement battu en province, perd dans la région parisienne 30% des voix qu'il avait obtenues le 11 mai de l'année précédente aux élections législatives. Pour éviter le désastre, au second tour, le Comité central est contraint de quêmer les voix des socialistes et des radicaux, qualifiés la veille encore de « fascistes », dans un manifeste qui est un désaveu de toute son attitude passée et dans lequel il dénonce ingénument « l'abominable campagne » d'une réaction qui a, dit-il, « essayé de faire croire que les communistes sont partisans d'une révolution faite contre le gré des masses travailleuses par de petits groupes militairement organisés ».

La préparation technique de ces élections avait d'ailleurs été déplorable. La désignation des candidats s'est faite dans la confusion et l'arbitraire. Le Centre n'avait pas su alimenter politiquement la campagne. Une commission supérieure avait élaboré péniblement cinq ou six brochures massives, indigestes, coûteuses, que personne n'acheta, que personne ne lut. Le « groupe de travail » i création de circonstance, réduit à une besogne purement matérielle, ne pouvait mener la bataille dans de bonnes conditions. Ce fut un désarroi complet que couronna un échec dont l'éclat ne fut dépassé que par celui des élections cantonales, deux mois plus tard.

### ***La guerre au Maroc - Les comités d'action - Les congrès ouvriers et paysans - La grève de vingt-quatre heures.***

La bataille électorale perdue, allions-nous nous ressaisir pour prendre notre revanche à la première occasion ? C'était chose possible, avec un peu d'habileté et de bon sens.

La guerre du Maroc, la menace des impôts Caillaux, le vote d'une nouvelle inflation par les Chambres offraient pour un appel au pays ouvrier une excellente plate-forme.

Mais pour toucher les masses et les entraîner, il fallait faire un effort intelligent, afin de réaliser au maximum l'unité des travailleurs, amener le Parti socialiste et la vieille CGT à entrer dans la lutte ou à se renier eux-mêmes devant les prolétaires; proposer une base d'action commune acceptable comme la cessation des hostilités, la paix et l'indépendance du Riff, la lutte contre la ploutocratie financière, la nationalisation des banques, etc.

On voulut, à toute force, imposer l'idée de l'évacuation du Maroc et celle de la fraternisation qui, en la circonstance, n'étaient que surenchères sans objet réel. C'était, de propos délibéré, rendre impossible un large mouvement d'opinion et se condamner à « faire cavalier seul ».

La plupart d'entre nous ont été acteurs ou témoins des fameux « congrès ouvriers et paysans ». Nous savons donc à quoi nous en tenir sur leur importance : on y fait beaucoup de bruit pour peu de besogne. Ces congrès ont été un bluff et rien de plus. Les délégués ne représentaient qu'une infime partie de la population ouvrière de chaque exploitation, ce qui n'a pas empêché pourtant la direction de clamer qu'elle avait derrière elle « des millions d'ouvriers ». Malheureusement, la direction a été prise dans l'engrenage de son propre bluff. Quand on prétend avoir derrière soi des millions d'ouvriers, on ne peut rester inactif. Ainsi fut décidée la grève générale de vingt-quatre heures du 12 octobre.

Eh bien, nous le déclarons nettement: cette grève « générale » a été un fiasco lamentable, une véritable défaite pour le prolétariat et pour le parti. Mal préparée, dans une atmosphère d'agitation factice, déclenchée au moment où, sur le front marocain, les opérations s'endormaient, la grève n'a pu mettre debout que ceux qui, quelles que soient les circonstances, quels que soient les mots d'ordre, « marchent toujours ». Les « millions d'ouvriers », qu'on se vantait d'avoir derrière soi, n'ont pas bougé. La grève des Transports parisiens (TCRP) sur laquelle on comptait pour déclencher le mouvement d'ensemble a avorté. Aucune des corporations décisives (cheminots, marins, dockers, mineurs, postiers, services publics, etc.) n'a marché. Dans le bâtiment et la métallurgie, le chômage n'a été un peu sensible que dans la région parisienne. Dans les agglomérations industrielles de province (Lyon, Lille et Roubaix, Montluçon, Marseille, Nantes, Bordeaux), le chômage a passé presque entièrement inaperçu. À Montargis, 8 chômeurs sur 4000 ouvriers; à Orléans, 7 sur 14000 ; au Creusot, 25 ouvriers votent la grève, mais la veille du mouvement se font porter malades. Nous pourrions multiplier les exemples, tous plus pitoyables les uns que les autres. Ceci n'empêche pas le Bureau politique de col-

porter partout que plus d'un million d'ouvriers ont suivi, le 12 octobre, le mot d'ordre du comité d'action. Au lieu de faire, en marxistes, la critique des opérations et de dresser le bilan des fautes commises pour ne plus les recommencer, on persévère dans le bluff. Est-ce ainsi qu'on dirige un parti et qu'on acquiert la confiance des masses ? Celles-ci, de même que la bourgeoisie et le gouvernement, savent à quoi s'en tenir sur notre faiblesse. Dans nos rangs mêmes, l'effet moral de la journée du 12 octobre a été désastreux. Le découragement s'est infiltré parmi nous. Dans les syndicats, de nombreux camarades déchirent leur carte jurant, comme le renard de la fable, qu'on ne les y reprendra plus ! Le syndicat des TCRP, l'un des plus forts de Paris, est en plein désarroi.

Nous ne voulons pas allonger démesurément notre *Lettre*. Nous nous bornerons donc à mentionner, sans nous y arrêter, l'échec complet de la campagne pour l'unité syndicale : la responsabilité de cet échec retombe tout entière sur les dirigeants du parti et de la CGTU. À force de proclamer partout que l'unité syndicale était certaine, ils avaient fini par le croire. Or, le « Congrès interconfédéral d'unité » est tombé à plat. Aujourd'hui, le mot d'ordre de l'unité syndicale, pourtant plus nécessaire que jamais, est pratiquement abandonné. Nous demandons qu'il soit immédiatement repris et que la campagne unitaire recommence, non plus, bien entendu, sur des bases de bluff et d'exagération verbale, mais de loyauté et de franchise, et avec la volonté d'aboutir.

Il semble d'ailleurs que tous les moyens tendant à nous rapprocher du prolétariat et à entraîner celui-ci dans la lutte soient actuellement écartés. Il semble qu'on cherche à s'éloigner de plus en plus des masses populaires par des mots d'ordre qui font le vide autour de nous. Nous tenons par exemple à signaler que le mot d'ordre, absolument irréflecti, de l'évacuation de l'Alsace-Lorraine, ne peut avoir pour effet que de nous isoler davantage. Autant le mot d'ordre du plébiscite alsacien-lorrain eût été juste en 1918, autant il est destiné aujourd'hui à tomber dans l'indifférence ou le ridicule. Pourquoi pas l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? Jusqu'ici le mot d'ordre de l'évacuation n'a eu qu'un résultat : il a fait échouer en Alsace le front unique contre la guerre marocaine, qui était sur le point de se réaliser.

Nous ne sommes pas de ceux que les échecs découragent. Mais nous connaissons trop la mentalité des dirigeants du parti, incapables de se critiquer eux-mêmes, pour espérer qu'à force de se faire battre par la bourgeoisie et les sociaux-démocrates, ils apprendront à les vaincre. C'est cet état d'esprit qui nous fait peur.

Quant aux remèdes, nous n'en connaissons qu'un seul. Appliquer résolument dans le parti les principes du centralisme démocratique. Les appliquer non pas en paroles, mais en fait. Cela veut dire : permettre à toutes les opinions communistes de s'exprimer, à toutes les initiatives de se faire jour, limiter l'omnipotence de l'appareil jusqu'ici irresponsable. Que celui qui a quelque chose à dire puisse le dire sans être aussitôt bafoué, intimidé, menacé d'exclusion, tenu à l'écart. Qu'à tous les échelons du parti on puisse discuter librement toutes les questions politiques, celles d'organisation, celles de tactique. Le parti, réduit à un rôle de secte, manque de vie intérieure, il étouffe, il meurt. Cependant, le Parti socialiste redevient peu à peu, grâce à ses 110 000 membres, le parti influent qu'il avait cessé d'être après la scission de Tours, et le capitalisme tend à se raffermir, à se consolider et à envisager l'avenir avec sécurité.

Nous attendons du comité exécutif de l'Internationale qu'il prête l'oreille à notre voix, qu'il se rende compte de l'état réel des choses dans le parti français, qu'il en apprécie toute la gravité et qu'il prenne, sans tarder, les mesures de salut qui ranimeront dans nos rangs la confiance ébranlée.

25 octobre 1925

*Cahiers du bolchevisme*, n° 35 du 15 janvier 1926.

## F. Lorient : Qui trouble la conscience du parti ?

Certains articles dirigés contre l'opposition et publiés récemment dans *l'Humanité* appellent quelques observations.

1° Pour jeter le discrédit sur la soi-disant *droite*, le Comité Central avait affirmé que notre conception du front unique aboutirait à la liquidation du Parti.

Pressé, par ma lettre du 10 octobre dernier, de justifier cette appréciation, le Centre, par l'organe de Treint, répond que, dans un article des *Cahiers du Bolchevisme*, le C.C. a prouvé que la conception de Lorient sur le front unique aboutirait inévitablement à cette « liquidation ».

L'expérience du front unique *n'ayant jamais été tentée en France* et ne l'ayant été en Allemagne que dans des conditions anormales, le Parti appréciera la valeur de cette réponse.

Il reste acquis dès maintenant que lorsque nous exprimons notre opinion nous montrons « *typiquement* » (c'est Treint qui parle) *de quels procédés use l'opposition pour essayer de troubler la conscience du Parti (Huma, 17 octobre)*, mais quand le C.C. imprime la sienne, ses affirmations deviennent des *preuves*;

2° J'ai demandé sur quoi Treint et Marion avaient bien pu s'appuyer pour affirmer que *je n'entrevois la prise du pouvoir et la dictature que comme le résultat d'une coalition* (déclaration de Marion à la Conférence du 1<sup>er</sup> rayon).

J'ai exigé la publication de tout ce qui pourrait éclairer l'opinion du Parti.

Que répond Treint ?

Qu'il m'aurait *entendu déclarer à la Conférence du rayon de Puteaux qu'il convient, en raison des particularités de la situation en France, de limiter le rôle du Parti et notamment dans ses rapports avec les syndicats.*

Si cela était vrai, on aurait déjà une illustration suffisante de la méthode employée à notre égard en voyant comment Marion, devant le 1<sup>er</sup> rayon, *a interprété cette prétendue déclaration.*

Mais cela est faux. A aucun moment je n'ai examiné à Puteaux la question du rôle du Parti; à aucun moment je n'ai traité celle de la politique syndicale du Parti. J'en appelle à tous les militants de bonne foi qui ont assisté à la réunion.

A qui Treint fera-t-il croire que si j'avais abordé un sujet aussi vaste je me serais borné au charabia qu'il rapporte?

3° J'ai dit, dans ma lettre au C.C. :

« *L'affirmation que notre interprétation de la période démocratico-pacifiste est socialiste n'est qu'un misérable argument de polémique à l'appui duquel aucune preuve ne peut être apportée.* »

Que répond Treint ? Va-t-il apporter cette preuve ? Va-t-il montrer l'opinion *socialiste* sur la question, la confronter avec la nôtre et souligner l'analogie ? Non ! « *Lisez les thèses de l'opposition, dit-il, et vous verrez qu'elles témoignent bien d'une conception socialiste.* » Cela n'est déjà pas mal. Mais il y a mieux ou pire: c'est l'article de Treint « *Lorient fédéraliste* ».

Dans la conclusion de notre thèse sur l'organisation du Parti, nous avons écrit :

« *L'Assemblée plénière de tous les membres du rayon délibère sur tous les problèmes à l'ordre du jour, décide souverainement de l'orientation politique du rayon et nomme les délégués aux conférences et congrès régionaux.* »

Tout le monde a compris ce que signifie « *décide souverainement de l'orientation politique du rayon* ».

C'est évidemment, pour l'organisation de base du Parti, le droit de déterminer souverainement la nature du mandat à donner à ses représentants dans les assemblées supérieures du Parti.

Ce n'est autre chose que le droit qu'ont aujourd'hui théoriquement les cellules et sans l'exercice duquel l'activité politique est nulle et le centralisme démocratique une amère dérision.

On peut sans doute penser que notre rédaction sur ce point ait pu être plus précise. Nous en

convenons volontiers, bien que la fin du paragraphe ne laissait place à aucune équivoque. Pourquoi le rayon *autonome* nommerait-il en effet des délégués aux assemblées régionales.

Mais ceci dit, comment qualifier le procédé de Treint qui voit là l'occasion d'affirmer que nous voulons rendre le rayon politiquement indépendant du Parti et de l'IC, et de conclure, après avoir touché, au long de ces deux colonnes massives, toutes les cordes de la harpe du mensonge, de la duplicité, du bluff et de la démagogie, qu'une telle conception « *se règle par le départ des éléments qui représentent des intérêts autres que ceux du prolétariat* ».

Est-il indice plus grave de l'état actuel du Parti que sa direction, pour nous discréditer aux yeux des militants et de l'LC., en est réduite à cela.

Pour égarer l'opinion sur nous et sur nos textes, on ment cyniquement ou hypocritement, on ruse, on dénature notre pensée, on nous étiquette « *social fascistes, sous-Bernstein, intellectuels révisionnistes* », j'en passe.

Aucune habileté subalterne susceptible d'épaissir autour de nous l'atmosphère de suspicion dont on nous enveloppe n'est négligée. Tantôt la flèche empoisonnée court à son but sournoisement, enveloppée d'ombre.

C'est Treint qui traduit ainsi notre opposition circonstancielle au mot d'ordre « *fraternisation sur le front riffain* » : « *Une telle opinion selon laquelle on ne fraternise pas avec les races inférieures constitue une trahison du prolétariat* », et qui, partant de ces prémisses jésuitiques, affirme qu'« *entre l'opinion de l'opposition et le colonialisme socialiste de M. Léon Blum il n'y a guère de différence* ». (*Humanité*, 20 octobre).

Treint sent très bien cependant que l'organisation du Parti a été, dès l'origine de notre opposition, étroitement liée à la politique générale. Mon intervention à Clichy a même porté uniquement sur cette question d'organisation.

C'est encore Treint, à qui les lauriers de certains mots d'ordre célèbres ne suffisent sans doute plus, qui affirmera que nous fonçons maintenant contre le C.C. sur des questions d'organisation parce que nous nous sentons battus sur les questions politiques (*Humanité*, 18 octobre).

Tantôt le coup part droit en pleine lumière, entouré d'une solennité destinée à faire impression, avec une audace si déconcertante que le militant non averti ne peut pas en être frappé.

C'est ainsi que, le 22 octobre, on publie en première page de *l'Humanité* une lettre adressée à la dernière conférence par un *camarade autorisé* qui ose écrire:

- « *Le Parti n'a pas à faire route avec les chefs de gauche, comme le pense Loriot.* »

Qui donc a autorisé ce camarade à mentir effrontément ?

Quelle cause croit-il servir en agissant ainsi ? Assurément pas celle du prolétariat et de la révolution.

Nous savons qu'une coalition de fonctionnaires du Parti poursuit notre exclusion. Chaque jour nous apporte la preuve que, pour arriver à ce résultat, on ne reculera devant aucun moyen.

Déjà Treint écrit (*Humanité*, 24 octobre) :

« *La Conférence a signifié cela fortement au groupe fractionnel infime des intellectuels de l'opposition qui n'a pas osé affronter les débats, qui a essayé de discréditer nos assemblées et qui s'est lui-même déjà moralement exclu du Parti et de l'Internationale.* »

La campagne va, sans aucun doute, s'amplifier. Elle ne troublera pas notre sérénité agissante et achèvera de discréditer ses artisans.

Nous ne sommes pas un *groupe fractionnel*, car nos efforts, tendent au contraire à substituer au régime fractionnel actuel, à l'arbitraire du C.C., à la dictature personnelle, au règne de l'ordre moral par l'artifice et la violence, une *légalité communiste* qui sera pour tous à la fois le frein et la garantie sans lesquelles il n'y a pas de Parti communiste.

Nous ne sommes pas un *groupe infime* et le C.C., par l'acharnement qu'il met à nous poursuivre, par la vanité de ses efforts, en fournit lui-même la preuve. L'idée que nous représentons est celle des quatre premiers Congrès de l'I.C. Elle est au cœur de tous les militants sincères, Elle ne périra pas.

Nous ne sommes pas un *groupe d'intellectuels*. Si cela était vrai nous ne nous en cacherions

pas, les intellectuels. formant l'immense majorité des cadres de l'I.C. et notamment du P.C. russe.

Nous laissons à la Direction actuelle et au *camarade autorisé* qui nous a également lancé l'épithète, le monopole et la basse démagogie qui consiste à séparer les intellectuels du prolétariat. « Nous avons un trop grand respect de la classe ouvrière pour la croire accessible à votre démagogie et incapable de distinguer autrement que par la profession, ceux qui la servent de ceux qui la bafouent. »

Des intellectuels parmi nous, certes il y en a. Peut être cependant pas autant qu'au C.C. et avec cette différence qu'aucun d'eux ne songe à la déguiser en ouvrier.

Nous n'avons pas *fui les débats*, nos thèses dont le C.C. a ajourné la publication aussi longtemps que cela lui a été possible, en sont les preuves. Nous entendons au contraire profiter de toutes les occasions pour faire connaître notre pensée aux membres du Parti.

Mais nous repoussons énergiquement le procédé qui consiste à *traduire* devant une assemblée choisie par le Centre quelques membres de l'opposition choisis eux aussi arbitrairement par le Centre.

Nous ne nous prêterons pas à de pareilles comédies dont le but est trop visible.

Quant à l'affirmation que nous nous sommes déjà *moralement exclu du Parti et de l'I.C.*, ce n'est là qu'une manoeuvre destinée tant à intimider les hésitants qui se tournent vers nous, qu'à préparer notre exclusion véritable.

Qu'en résultera-t-il pour nous ? L'avenir le dira et la chose est d'importance secondaire.

Qu'en résultera-t-il pour le Parti ?

Cela nous pouvons le dire avec certitude : *Rien de ce qui lui est nécessaire n'occupera la place que nous laisserons vide. Rien de ce qui lui est funeste ne partira avec nous.*

Nous ferons d'ailleurs notre devoir jusqu'au bout.

*Les Cahiers du Bolchevisme n°34*  
1<sup>er</sup> janvier 1926

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

125, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* Majoration 100%.

## DÉCLARATION

Le Comité de Rédaction du Bulletin Communiste constate avec satisfaction que trois mois de publication de cet organe hebdomadaire, dont il revendique pleinement la responsabilité, n'ont pas été sans donner quelques résultats positifs. Une récente manifestation de l'Exécutif de l'Internationale offre l'occasion de les éclairer devant les communistes de tous les pays.

L'Exécutif, auquel l'opposition révolutionnaire du parti s'est adressée vainement à trois reprises au cours de l'année 1925, l'Exécutif, qui n'a pas répondu à trois documents avertisseurs signés de 80, puis de 130, puis de plus de 250 militants, l'Exécutif vient enfin de faire une première intervention publique dans les affaires du Parti Français.

Cette intervention paraît avoir pour objet essentiel d'annoncer que les communistes français capables d'avoir une opinion « auront la possibilité » de la défendre dans la presse du Parti. L'Exécutif reconnaît par là que cette faculté leur était jusqu'ici interdite tout en leur en assurant désormais l'exercice. Quelque restreintes que soient cette constatation et cette promesse, il importe de les souligner. Elles prouvent que le Bulletin Communiste n'a pas lutté en vain et justifient ses fondateurs et collaborateurs devant le communisme international.

Il y a plus. Trois mois plus tôt, le Parti se trouvait en état de torpeur. La « bolchevisation » l'avait rendu muet et inerte. L'ordre et le silence y régnaient, un ordre et un silence où nul ne pouvait se méprendre. Aujourd'hui le silence est rompu, quelques camarades retrouvent la parole, le Parti sort de sa léthargie, un certain réveil se manifeste. Dire la part du Bulletin

Communiste dans cette velléité de renaissance n'est pas notre rôle : chacun l'appréciera en son âme et conscience.

Le Comité de Rédaction du Bulletin Communiste constate que l'Exécutif n'a pas eu un mot d'approbation de la politique officielle du Parti ni un mot de blâme envers la politique de l'opposition. Le jugement du prochain Exécutif élargi se trouve donc entièrement réservé. Un tel fait nous permet de n'accorder aucune importance aux paroles qui voudraient être injurieuses, et ne sont que vaines, à l'adresse du Bulletin Communiste et de son principal rédacteur comme de la Révolution Prolétarienne et de ses collaborateurs.

Le Comité de Rédaction fait remarquer à l'Exécutif que les mots « contre-révolutionnaire » ou « activité criminelle » sont absolument dépourvus de sens, pour des militants communistes sérieux, tant qu'ils ne sont appuyés d'aucun argument. Il ne se sent nullement atteint par ces expressions qui ont trop servi à mauvais escient.

Le Comité de Rédaction, comprenant des communistes du Parti et des exclus qui seront membres du Parti demain, tiendrait à honneur de se rendre à des arguments de l'Exécutif. Mais il ne saurait s'incliner devant de sombres affirmations. Et il persiste à considérer comme éminemment révolutionnaires le travail du Bulletin Communiste et de la Révolution prolétarienne et leurs critiques, non du Parti et de l'Internationale dans leurs principes, mais des déviations qui en stérilisent le présent et en compromettent l'avenir.

Les soussignés profitent de l'occasion pour affirmer hautement leur solidarité absolue et pour faire savoir à toute l'Internationale qu'on

ne les séparera pas les uns des autres. Dans le Parti ou hors du Parti, ils accomplissent le même devoir, ils essaient de sauver ce qui peut être sauvé du communisme français. Rien ne les en détournera.

Le Comité de Rédaction, espérant que la prochaine assemblée de l'Exécutif élargi voudra étudier attentivement la situation désastreuse du mouvement communiste français, estime de son devoir de ne reculer devant aucun sacrifice pour lui faciliter la tâche et n'offrir aucun prétexte à diversion. Il décide de se prêter à la nouvelle expérience décidée par l'Exécutif en suspendant la publication du Bulletin Communiste hebdomadaire.

Cette expérience sera édifiante pour un bon nombre de camarades qui ont depuis longtemps, dans leur for intérieur, condamné la Direction du parti français mais n'ont jamais osé se prononcer ouvertement par respect pour l'Internationale, présentée par cette Direction comme solidaire de sa politique. Le Bulletin Communiste s'efface et le Comité de Rédaction disparaît : l'expérience qui s'ouvre n'en sera que plus démonstrative.

Les dirigeants du Parti Français sont incapables de mettre un terme au régime intolérable qui écrase le Parti, parce que cet acte équivaldrait à leur suicide. Le parti ne les a pas élus, ne les reconnaît pas et ne les acceptera jamais. Ils le savent et n'espèrent prolonger de quelques mois leur misérable existence politique qu'à l'aide du bâillon, de la calomnie, de l'imposture.

Le Parti veut la parole. Il ne l'aura pas du consentement de ses dirigeants. Si l'Exécutif en doute, il sera fixé sous peu. D'ailleurs ce n'est pas seulement le droit d'ouvrir la bouche que réclame l'opposition : il ne suffit pas de pouvoir s'exprimer, il faut pouvoir le faire sans être couvert de boue ; il faut encore abolir les décisions arbitraires, les mesures illégales prises en rupture avec les statuts du Parti, les résolutions régulières des Congrès ; il faut aussi rétablir l'ordre véritable dans le Parti, c'est-à-dire la démocratie ouvrière, l'élection des mandataires par les mandants, la responsabilité des fonctionnaires devant les assemblées délibérantes, la réduction de « l'appareil » à des dimensions normales par rapport au Parti, le contrôle de la gestion des dirigeants, la reddition des comptes ; il faut enfin remettre en honneur le respect des textes, des faits constatés, des

engagements pris, de la parole donnée, des convictions sincères et des services rendus – il faut absolument condamner l'amoralisme, le cynisme, l'hypocrisie, la fourberie, le mensonge, le faux et l'usage de faux, la duplicité, les intrigues caractérisant la haute politique des « léninistes » de fraîche date qui ont attendu que Lénine soit mort pour s'en réclamer.

L'Exécutif élargi peut et doit hâter la fin de la crise du Parti Français. S'il laissait passer l'heure, il rendrait indispensable un organe communiste d'opposition révolutionnaire. Le Comité de Rédaction du Bulletin Communiste, le jour même où il donne à l'Internationale une nouvelle preuve de fidélité, entend tenir en éveil les communistes véritables et déclare : quand les principes du communisme sont méconnus, les décisions du Parti violées, ses statuts piétinés, sa conscience bafouée par ceux-là mêmes qui en ont la charge, l'indiscipline révolutionnaire est le plus élémentaire des droits et le plus impérieux des devoirs.

Vive le communisme international !

**Le Comité de Rédaction**

# Intervention de Sémard au Comité exécutif de l'IC 22 février 1926

[...] Je veux souligner maintenant les fautes que nous avons commises dans l'application du front unique pour que les partis frères les connaissent et ne les commettent pas à leur tour.

Des fautes gauchistes, nous en avons commises certainement; d'abord dans une mauvaise estimation du mouvement fasciste et dans des mots d'ordre trop en avant des masses, notamment celui du « tribunal révolutionnaire ».

Des fautes dans la tactique du front unique, dans la guerre du Maroc. Dans les lettres ouvertes que nous avons envoyées aux chefs socialistes et aux chefs de la C.G.T. réformiste. Nous n'avons pas introduit le mot d'ordre de la fraternisation, mais celui d'évacuation militaire du Maroc. Il est évident que nous n'aurions même pas dû introduire ce dernier. Nous avons cru faire une bonne opération en rappelant aux chefs socialistes que ce mot d'ordre était adopté et propagé par l'ancien parti socialiste.

Evidemment, nos mots d'ordre défaitistes étaient justes, nous entendons bien les maintenir dans notre programme, malgré la droite qui en demande la suppression. Nous les défendrons devant les larges masses ouvrières, mais nous ne les introduirons plus, comme nous l'avons fait, comme condition de la participation des ouvriers au front unique.

D'abord la large masse n'en a pas compris le sens au début et notre faute a été aussi de ne pas les expliquer avant de les lancer. C'est une des raisons pour lesquelles le front unique n'a été que partiel au lieu d'être général.

Nous avons essuyé le refus non seulement des chefs, mais de certains ouvriers socialistes qui n'ont pas compris le véritable sens de la fraternisation que nous réclamions.

Ces fautes ont été d'autant plus graves que nous avons ainsi rejeté une assez grande quantité de travailleurs socialistes qui, à ce moment, dans leur Parti, évoluaient à gauche par suite de la gravité des circonstances.

Ces ouvriers socialistes, qui allaient à gauche, nous les avons retenus dans les cadres du Parti, et comme les chefs socialistes étaient assez habiles et les ouvriers socialistes peu nombreux dans le front unique, il y a eu résistance de la part de la plus grande majorité. Les quelques-uns qui avaient réalisé le front unique avec nous, furent chassés du Parti socialiste par leurs chefs. Aussi tous ces ouvriers qui évoluaient à gauche se sont par la suite disciplinés et n'ont plus accepté nos propositions.

Je dois dire, camarades, que ces erreurs gauchistes sont corrigées et que, depuis notre Conférence du 2 décembre dernier, des progrès ont été réalisés. Actuellement, notre base de front unique nous rapproche davantage des ouvriers socialistes et réalise le trait d'union entre ces ouvriers et la grande masse des sans-parti, ce qui fait que nous avons la possibilité de toucher de plus larges masses ouvrières.

Si nous avons des observations et des critiques à formuler contre l'attitude de certains chefs de la droite, nous devons souligner ici que nous avons encore à combattre les fautes gauchistes qui ont tendance à se continuer dans notre parti et nous déclarons que nous battons politiquement tous ceux qui résisteraient à notre Conférence du 2 décembre. L'Internationale, sur ce point, doit aussi condamner avec nous les fautes gauchistes et les camarades qui auraient tendance à les continuer. Mais, camarades, et là Zinoviev a raison, s'il y a en France un courant gauchiste qui a ses racines dans l'ensemble du prolétariat, il y a tout de même un danger plus grand à droite.

Il se poursuit un travail fractionnel systématique des membres de la droite de notre parti avec le *Bulletin Communiste* et la *Révolution Proletarienne*. Le « noyau » Souvarine qui se constitue actuellement, car Souvarine, qui s'est soit dit en passant discipliné en cessant la parution de son *Bulletin Communiste*, est en train de créer un petit groupe pour englober tous les adversaires du parti et de la direction et continue son travail de désagrégation. Camarades, vous comprenez qu'il ne faut pas sous-estimer le danger d'une droite en France. Il y

a le Parti socialiste qui est encore assez puissant; il y a en France une quantité d'ouvriers inorganisés qui cherchent leur voie, qui sont de plus en plus intéressés aux questions politiques et si nous avons à côté de nous un petit noyau de ce genre qui travaille politiquement à la fois au sein et à l'extérieur de notre parti, nous pouvons dire que ce sont de grandes possibilités de décomposition de notre parti.

Il y a à côté du *Bulletin Communiste* le noyau de la *Révolution Proletarienne*, avec Monatte et Rosmer. Cette petite organisation a certainement des ramifications beaucoup plus importantes que le *Bulletin Communiste*, notamment avec les vieux cadres syndicaux qui sont touchés par la démagogie « syndicaliste » de Monatte et de Rosmer. Par conséquent, dans notre pays, les dangers de droite sont beaucoup plus grands que les dangers d'extrême-gauche. Il y a à droite une fraction organisée; nous ne pensons pas qu'à gauche il en soit de même et nous agissons pour l'éviter; mais si une telle fraction s'organisait, nous la combattrions avec la dernière énergie, cette tendance d'extrême-gauche ne pouvant que fournir des arguments à la tendance de droite.

L'idéologie de la droite est purement révisionniste. Dans ses thèses, elle critique le front unique tel qu'il a été précisé par le V<sup>e</sup> Congrès. Elle est encore contre la réorganisation sur la base des cellules. Gauthier, député de Seine-Inférieure, qui est l'un des signataires de la lettre des 250 à l'Exécutif; a déclaré : « Qu'il fallait que le parti cesse d'être à la remorque du parti russe » et Henriot (également député) a soutenu la même opinion en l'aggravant encore de considérants sur la structure et la discipline qui conduisent tout droit à la révision des 21 conditions. [...]

Certaines fautes gauchistes se sont produites également dans le mouvement syndical. L'agitation pour l'unité a cessé, pendant un temps, d'être au premier plan, la « gauche unitaire » qui s'était constituée au sein des syndicats réformistes n'a pas été suffisamment organisée après les Congrès confédéraux d'avril 1925, mais il faut que je montre les difficultés rencontrées. On cite les Trade-Unions anglaises et l'agitation faite en faveur de l'unité et du front unique par le P.C. anglais; mais la situation n'est pas la même là-bas, le mouvement anglais n'est pas scissionné. En France, nous avons deux C.G.T., et la création d'un mouvement unitaire ne se pose pas de la même façon que dans les Trade-Unions.

D'autre part, il faut dire aussi qu'un certain esprit de revanche anime les camarades unitaires dans les organisations de base de la C.G.T.U. Ces camarades voient tous les jours les chefs réformistes poursuivre leur grignotage des syndicats de la C.G.T.U. et continuer leur politique de scission systématique qui réduit au contraire les possibilités de recrutement pour la C.G.T.U. Cela les incite à poursuivre l'unité dans la C.G.T.U. et à négliger le travail unitaire au sein de la C.G.T., et il est bon de l'indiquer ici.

Il faut souligner également que certains rapports anormaux dus à une trop grande mécanisation dans les méthodes de travail ont gêné l'agitation et les rapports avec les syndicats. Des frictions ont existé entre les jeunes cadres du Parti communiste et les vieux cadres syndicaux dont on ne peut pas dire qu'ils sont tous social-démocrates, mais qu'ils ont des tendances anarchisantes. Nos camarades des cellules ont voulu marcher un peu trop vite et des heurts se sont produits entre les deux générations.

D'autre part, il est certain que parmi les éléments communistes, en raison de l'activité politique extraordinaire que nous avons déployée au cours de ces derniers huit mois, il y a une certaine tendance à la sous-estimation du travail et du mouvement syndical. Il y a aussi dans nos rangs beaucoup d'ouvriers spécialisés qui gagnent des salaires assez élevés et qui, de ce fait, négligent les revendications immédiates et ont plutôt tendance à discuter des grands problèmes politiques. Enfin, nous avons eu une répression patronale importante; nos cellules se sont fermées à la suite de la répression patronale; pour ne pas laisser entrer un mouchard on a empêché l'entrée de bons camarades ouvriers. Elles se sont isolées dans l'usine, rompant leurs liens avec les syndicats eux-mêmes.

Toutes ces questions, camarades, ont déterminé de grandes difficultés dans notre travail syndical et nous trouvons que Zinoviev a eu raison en disant que l'agitation devait être accentuée pour l'unité syndicale.

Ces fautes ont d'ailleurs été corrigées depuis notre dernière Conférence de décembre, et le Conseil National Confédéral de la Confédération Générale du Travail Unitaire a à nouveau placé l'unité au premier plan.

Maintenant, je veux faire connaître quelques-unes de nos difficultés et fautes dans la réorganisation du Parti.

Nous n'avons pas créé les cellules de rues en même temps que les cellules d'usines, nous n'avons pas créé immédiatement de sous-rayons pour le travail sur la base territoriale; les vieilles sections auraient dû disparaître progressivement avec la réorganisation, mais être remplacées automatiquement pour le travail local

par le rayon au sous-rayon. Par ces fautes, nous avons éloigné de nous pas mal de petits artisans, petits commerçants, et même des travailleurs isolés qui ne trouvant pas leur place immédiate dans les cellules sont redevenus de simples sympathisants.

On parle d'une forte majorité de nouveaux éléments dans notre Parti, cela tient, pour une grande partie, à notre réorganisation qui a éloigné certainement un grand nombre d'éléments des classes moyennes qui ont été remplacées par des éléments ouvriers.

Ces fautes, camarades, sont maintenant corrigées et notre réorganisation se poursuit dans de bonnes conditions; nous créons des cellules de rues, des sous-rayons.

En passant, je dois encore souligner que la droite est contre les cellules. Lorient l'a formulé ainsi : « *Il faut d'autres assemblées délibératives, parce qu'avec les cellules, l'élément ouvrier domine.* » Ainsi, la prépondérance des ouvriers dans les cellules gêne Lorient. Il est évident que certains éléments de droite préféreraient les anciennes sections qui étaient de véritables « Clubs du Faubourg, des parlottes de philosophes », où l'on laissait de côté toutes les questions syndicales, coopératives et autres qui intéressent les travailleurs et partant, leur parti de classe, et où on donnait libre cours à ses ambitions personnelles et électorales.

Dans la lettre des 250, il est indiqué : « *Les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du Parti. Sans supprimer les cellules, il faut revenir, sans retard, à la section territoriale, comme base organique du Parti.* » C'est clair pour tout le monde : la droite veut revenir à la section, et certains indiquent que c'est pour appliquer le centralisme démocratique. C'est ainsi que, dans une lettre du droitier Noël, on trouve : « *Le centralisme démocratique n'est applicable, étant données les circonstances actuelles, que si la section territoriale redevient la base de notre organisation* », et il ajoutait que *c'était en raison de ce que la cellule correspond à une période pré-révolutionnaire que nous ne vivons pas actuellement.*

Notre camarade Engler, qui est ici, pourra dire s'il est d'accord avec cette opinion.

Dans la lettre des 250, il est indiqué : « *La faillite des cellules a été à peu près générale.* » On y déclare que le Parti en continuant sur cette base « *va vers sa liquidation rapide et totale* ».

Quelle est la vérité ?

Nos effectifs sont de 60.000 environ groupés dans 1.500 cellules d'usines et 2.000 organisations territoriales, c'est-à-dire cellules de rues, de villages et anciennes sections.

Notre Parti a gagné une grande influence parmi les masses ouvrières et paysannes et, en particulier, parmi les classes moyennes. On signalait hier encore que, dans la dernière campagne de recrutement, 70 p. 100 des nouveaux adhérents (dans la région limousine, par exemple) sont des paysans. Par conséquent, cela indique qu'il y a tout de même un travail en profondeur qui a été fait par notre Parti.

Dans le domaine paysan, nous avons tenu de nombreux Congrès ouvriers et paysans régionaux. Nous venons de tenir un grand Congrès paysan national qui a été un succès. Il est évident que nous nous efforcerons de faire encore mieux dans l'avenir.

Avant de terminer, un mot, non pas sur une nouvelle tendance, mais sur un nouveau courant qui s'est créé dans notre Parti, courant « centriste confusionniste » qui permet à la droite de continuer ses petites manœuvres. Dans une motion présentée par Morin, il est dit entre autre qu'il faut : « *Une tribune de discussion entièrement libre et permanente, aucune sanction contre les collaborateurs du Bulletin Communiste et de la Révolution Proletarienne, sauf s'ils récidivent. Représentation proportionnelle dans les différentes délégations et à tous les échelons* », etc...

Ce n'est plus le centralisme démocratique jouant dans le respect et l'application des décisions de la majorité qu'on demande, c'est un club de philosophes qu'on nous propose, un parti de discuteurs et non de réalisateurs. Plus loin, Humbertot, « centriste attristé », veut le mariage de raison entre les vieux cadres et les jeunes pour sauver le Parti et surtout les droitiers.

[...] Camarades, ce que propose Humbertot, c'est l'alliance avec les idées social-démocrates, l'encadrement de la jeune génération « gauchiste » dans la vieille organisation social-démocrate pour que cette dernière lui apprenne la politique, c'est le retour au parti de la grande amitié ou Guesde voisinait avec Jaurès. Pourquoi pas aussi l'unité politique selon la formule de Renaudel ? \

C'est le mariage de la « carpe social-démocrate » avec le « lapin gauchiste » sans se soucier de savoir qui mangera l'autre ! Nous n'accepterons jamais semblable proposition !

Nous comprenons, camarades, que la droite, les collaborateurs du *Bulletin Communiste*, de Souvarine,

et de la *Révolution Proletarienne*, de Monatte et Rosmer, soient derrière ces confusionnistes. D'ailleurs, Gauthier a accepté cette plate-forme centriste, qui, pour lui et ses amis, constitue une planche de salut inespéré au moment où les ouvriers communistes condamnent leur attitude et chassent les indisciplinés.

En conclusion, nous combattons cette tendance confusionniste naissante en appliquant le véritable centralisme démocratique, en réalisant toutes les tâches fixées par notre Conférence des 1<sup>er</sup> et 2 décembre, en supprimant nos fautes gauchistes que nous avons soulignées devant l'Internationale et que nous avons déjà corrigées nous-mêmes, cela en complet accord avec l'I.C., dont nous entendons rester la section la plus active et la plus disciplinée pour marcher à la conquête des larges masses ouvrières et paysannes.

*Cahier du Bolchevisme* du 14 avril 1926

## **A tous les membres du Parti**

### **Lettre ouverte du 6 décembre 1926**

**La Conférence du parti, réunie les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, marque le début d'une étape importante dans la vie du parti.**

Pendant des années, le parti a dû mener des luttes très sévères pour se fonder sur le terrain des principes du communisme. Il a dû successivement chasser irrémédiablement de ses rangs les représentants irréductibles du carriérisme, de l'esprit social-démocrate ou anarcho-syndicaliste ainsi que du révisionnisme, en un mot tous ceux qui par leur idéologie anti-communiste ou leur activité contre-révolutionnaire entravaient son essor.

Grâce à la clairvoyance de la masse des adhérents du parti et à la fermeté de sa direction, les Frossard, les Souvarine, les Monatte et les Rosmer, chassés du parti, sont aujourd'hui éliminés du mouvement ouvrier. L'activité générale de notre parti, et en particulier sa lutte contre les guerres du Maroc et de Syrie, a montré à la masse ouvrière qu'il a une doctrine clairement communiste et est le seul à défendre les intérêts de classe du prolétariat.

Parce qu'il a mené de telles luttes, à l'extérieur contre la bourgeoisie, à l'intérieur contre les ennemis du communisme, le parti peut maintenant aborder les grandes tâches posées devant lui par la gravité des événements, dans un esprit de large collaboration, avec toutes les forces vives de la classe ouvrière.

#### **La crise du régime en France.**

Depuis la précédente Conférence nationale du parti, la crise de la bourgeoisie française, caractérisée par les difficultés financières de l'État, par le développement des guerres coloniales au Maroc et en Syrie, se transforme, par l'aggravation rapide de la situation financière, en une crise politique et sociale qui ébranle le régime lui-même.

Alors que depuis le 11 mai 1924, de larges masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises s'étaient rassemblées électoralement derrière le Cartel des gauches, la faillite politique de celui-ci, qui n'a réalisé aucune de ses promesses et qui a déçu les espoirs suscités par lui, a déterminé sous la poussée des événements, et grâce à la politique du parti communiste, un regroupement des forces populaires.

Une faible partie des masses cartellistes tourne les yeux vers le fascisme et se laisse impressionner par cette nouvelle démagogie. Mais la partie la plus importante se radicalise de plus en plus et exige l'accomplissement des promesses qui lui ont été faites. Des chefs radicaux et socialistes, pour continuer à tromper leurs masses et sous la poussée de celles-ci, ont pris une attitude en apparence plus radicale et manœuvrent de telle façon qu'ils ont amené à deux reprises la chute des deux gouvernements cartellistes de Painlevé. Enfin, un nombre important d'ouvriers socialistes, de plus en plus déçus par les résultats négatifs de la politique de collaboration avec la bourgeoisie et stimulés par la politique du Parti communiste, ont déterminé de la part de certains de leurs chefs une attitude qui a brisé le Cartel. Les impôts nouveaux, la menace de ceux qui vont suivre, l'inflation qui monte, la charge des guerres coloniales sont la cause de la vie de plus en plus chère. Ces difficultés s'ajoutant aux précédentes déceptions déterminent une incertitude et une inquiétude générales parmi les masses laborieuses.

Dans cette situation, les appels au fascisme ont trouvé un certain écho et déjà permis l'organisation de quelques bandes armées, qui se proposent de briser par la violence les organisations prolétariennes, afin de résoudre la crise sur le dos des travailleurs en les livrant au grand capital national et international. La crise est si grave, les dangers qui menacent les tra-

vailleurs des villes et des champs sont si imminents, que le parti a le devoir de mobiliser toutes ses forces pour rallier et organiser les plus larges masses, afin de résoudre révolutionnairement la crise dans leur intérêt et sur le dos du grand capital. Le passé de lutttes de notre parti montre à tous qu'il est seul capable de mener à bien cette tâche immense et nécessaire.

### **Le front unique.**

Afin de réaliser dans la lutte l'unité de classe du prolétariat et du Bloc ouvrier et paysan, le parti tout entier doit comprendre et appliquer d'une façon juste et complète, de la base au sommet, la tactique du Front unique qui est, dans la situation présente, la seule tactique de défense effective et de sauvetage des masses menacées.

Qu'est-ce que la tactique du Front unique et comment la pratiquer ? La tactique du Front unique n'est pas une coalition avec les chefs réformistes. Elle consiste à unir les masses dans la lutte contre le Capital, sur des buts concrets. Les propositions de Front unique doivent être faites sur des mots d'ordre correspondant aux intérêts et à la compréhension des masses et susceptibles de les éveiller aux lutttes prochaines. Deux fautes sont à éviter. La première serait de proposer des mots d'ordre déjà dépassés par les événements et la volonté de lutte des masses. La seconde serait de proposer des mots d'ordre trop lointains et encore incompris des larges masses qu'il faut rassembler. Au fur et à mesure du rassemblement des masses et du développement de la lutte, le parti doit examiner les changements qui se produisent dans le rapport des forces en présence et dans la volonté de lutte des masses, afin d'indiquer les solutions et de lancer les mots d'ordre correspondants.

Néanmoins, le parti ne saurait, sous prétexte de Front unique, renoncer, même provisoirement, à son indépendance politique et organique, ni renoncer à expliquer devant les masses, ses propres mots d'ordre, son programme et la perspective révolutionnaire vers laquelle il sait que la classe ouvrière marche invinciblement.

Malgré les succès importants et incontestables on ne peut pas dire que notre parti ait jusqu'ici appliqué complètement et sans erreurs la tactique du Front unique. Alors que la tactique du Front unique doit surtout s'appliquer à la base, les propositions précédemment faites par le centre du parti n'ont pas souvent fait l'objet de propositions correspondantes à tous les degrés de l'organisation du parti et n'ont pas été, en général, suffisamment portées à la connaissance des ouvriers dans les usines. Alors que dans les premières offres de Front unique sur la guerre du Maroc, la direction du parti avait fait des propositions justes et limitées en ne reprenant pas comme condition d'une action commune l'intégralité de son programme, le manque de précision du haut en bas dans l'application a amené la grande masse du parti et quelques couches sympathisantes à une confusion entre le programme intégral du parti, qu'il faut toujours certes propager devant la masse, et le programme immédiat et limité qui devait être à la base du Front unique. Cette erreur a amené par exemple la direction du parti elle-même à faire, en fait, de l'acceptation du mot d'ordre de fraternisation une condition absolue de la réalisation du Front unique, alors qu'au contraire il fallait profiter du Front unique réalisé sur la base de l'armistice immédiat et de la paix, pour expliquer et faire adopter par les larges masses, à l'aide de tous les moyens d'agitation du parti, le mot d'ordre de la fraternisation.

Cependant, il convient d'observer qu'au moment où, pour la première fois en France, un parti ouvrier prenait en face d'une guerre coloniale une attitude pleinement communiste (affirmation pratique et résolue de la solidarité des intérêts du prolétariat, des soldats et des peuples asservis), il n'était guère possible d'éviter alors toute erreur de tactique. Au moment où les ouvriers socialistes et sympathisants désillusionnés par le Cartel cherchent confusément à revenir à la politique de la lutte des classes, le parti doit leur venir en aide, favoriser leur évolution et faire tomber toute barrière artificielle qui les empêcherait de s'unir aux ouvriers

révolutionnaires. C'est en s'inspirant de ces préoccupations et en appliquant exactement la tactique de l'Internationale que, dans ses dernières propositions de Front unique contre le fascisme et au cours de la dernière crise gouvernementale, le parti a appelé les masses à lutter sur un programme concret et limité de revendications immédiates. Le parti ne doit perdre aucune occasion de constituer et de développer les organismes de Front unique : comité d'unité prolétarienne dans chaque entreprise; comité de défense paysanne dans chaque village; comités d'action locaux et régionaux.

### **La position de la droite dans le front unique.**

Cette rectification de notre pratique de Front unique est séparée par un abîme des conceptions opportunistes de la droite. Celle-ci considère le Front unique comme une coalition parlementaire et extra-parlementaire avec les chefs réformistes, coalition où le parti perdrait toute indépendance, confondrait son programme avec les autres et renoncerait ainsi lui-même à toute possibilité de développement pour ne devenir qu'un appendice du Bloc des gauches. À l'heure très grave où nous sommes, le parti doit unir toutes ses forces pour combattre impitoyablement les erreurs de la droite et pour rassembler dans la lutte tous les exploités.

### **La politique intérieure du Parti.**

Le parti ne pourra venir à bout de cette tâche qu'en achevant la transformation de son organisation sur la base des cellules d'usine et en perfectionnant du haut en bas son organisation, qui doit acquérir la souplesse nécessaire pour faire face rapidement à toutes les situations. L'achèvement d'une telle transformation ne peut se faire qu'en comprenant bien, pour les vaincre, les difficultés qui l'entravent, difficultés locales, répressions, faibles effectifs, cadres insuffisants, etc. La réorganisation sur la base des cellules ne signifie nullement la suppression du travail local. Elle doit, au contraire, sans rien faire perdre de la puissance d'action et d'agitation d'autrefois, donner au parti sa vraie base d'organisation et d'action pour la mobilisation des ouvriers sur le lieu même de leur travail. Mais pour réaliser tout cela, il faut améliorer sérieusement les méthodes de direction, d'organisation et de liaison à l'intérieur du parti, utiliser et assimiler les adhérents et les cadres de l'ancienne génération qui, en contact avec la masse, ont tendance à se tenir à l'écart des travaux du parti. Le Comité central, travaillant collectivement, doit diriger effectivement non seulement l'ensemble du parti mais chacune des régions, en tenant compte de leur diversité ainsi que de leur situation et de leurs difficultés particulières. Une liaison plus intime doit être réalisée entre les différents organismes centraux et régionaux du parti: régions, rayons, sous-rayons et cellules. Dans ce but, il faut poursuivre activement la constitution des sous-rayons.

### **Le Parti et les syndicats.**

Une des conditions très importantes d'un bon travail intérieur du parti et du développement de son influence, c'est une liaison intime avec le mouvement syndical à tous les degrés. Cette liaison dépend de l'activité que déploieront les communistes dans le mouvement syndical. Ceux-ci n'ont pas toujours porté l'attention nécessaire sur les revendications immédiates. Le Parti communiste est, certes, le parti de la Révolution et des barricades, et c'est justement pour cela que seul il veut et peut à chaque instant défendre sans réserve toutes les revendications immédiates des travailleurs. À l'usine, au syndicat, dans la localité, partout où il y a des exploités, les communistes doivent toujours être à l'avant-garde pour formuler et défendre les revendications immédiates, ainsi que pour organiser le recrutement et la lutte syndicale.

Ce n'est pas par des mesures formelles mais par ce travail pratique de chaque jour que les communistes arriveront à conquérir et à garder la confiance des inorganisés, des syndiqués et de leurs cadres. C'est une condition essentielle pour qu'une direction unique du mouvement ouvrier puisse vivre et devenir de plus en plus cohérente. C'est aussi par ce travail acharné, constant, difficile, mais absolument nécessaire, qu'il sera possible d'abattre les barrières entre

les syndiqués de la CGT et ceux de la CGTU et de réaliser l'unité syndicale.

Les communistes doivent se rendre compte que le syndicat, par le fait même qu'il tend à grouper tous les travailleurs sans distinction d'opinion, représente des caractères de la masse elle-même, aussi bien dans les périodes de volonté de lutte que dans les périodes d'hésitation et de timidité. Aussi, les difficultés que l'on rencontre toujours lorsqu'il s'agit d'entraîner la grande masse se retrouvent, quoique atténuées, lorsqu'il s'agit d'entraîner le mouvement syndical. C'est pourquoi les fractions communistes dans les syndicats doivent bien comprendre les caractères du mouvement au sein duquel elles travaillent et bien se pénétrer de l'idée qu'elles pourront entraîner ce mouvement dans la voie révolutionnaire non pas en méconnaissant le caractère des difficultés rencontrées, mais, au contraire, en en tenant compte pour mieux les expliquer à la masse et pouvoir aussi les surmonter. Certes, les fractions communistes déterminent l'attitude des communistes dans les syndicats, mais elles doivent toujours prendre des décisions éclairées en recherchant une large collaboration avec les cadres syndicaux et les couches sympathisantes du mouvement syndical.

### **La lutte contre le fascisme.**

Politique juste vis-à-vis des masses et pratique exacte du Front unique, lutte pour les revendications immédiates et politique syndicale bien adaptée aux circonstances. Une politique intérieure et une direction du parti rassemblant et assimilant l'immense majorité des forces du parti, qui sont saines, dans une organisation cohérente et souple, tout cela tient, tout cela constitue les éléments de la même politique générale. Tout cela est la condition essentielle du développement et du succès du parti dans les temps prochains.

Avec une telle politique, le parti pourra mener les masses à la lutte victorieuse contre le fascisme, en faisant la propagande idéologique la plus claire (par exemple: démonstration de l'asservissement du fascisme aux puissances financières et industrielles nationales et internationales, démonstration que le fascisme veut, en réalité, vendre l'économie nationale et asservir les travailleurs à l'étranger), en défendant les revendications immédiates des masses afin de les arracher à la démagogie trompeuse du fascisme, en préparant la résistance directe aux agressions de ses bandes armées.

### **Contre la droite, pour la bolchevisation !**

Les quelques intellectuels d'opposition qui pactisent avec les ennemis du parti et de l'Internationale, ceux qui ont attaqué les mots d'ordre justes du parti en pleine lutte contre la guerre du Maroc, qui se refusent à reconnaître la cellule comme base d'organisation du parti, ceux qui sabotent chaque jour le parti et refusent de venir s'expliquer dans ses grandes assemblées, sont séparés par un abîme des conceptions exposées dans la présente *Lettre*. Contre eux, le parti unanime mènera une lutte implacable pour arracher à leur influence chaque ouvrier qui aurait pu un instant se laisser égarer par eux.

### **L'union pour la lutte.**

Le parti ne repoussera aucune force résolue à travailler sur la base de ses décisions, mais il combattrait impitoyablement tous ceux qui continueraient leur besogne de désagrégation. C'est dans l'esprit qui anime cette lettre, unanimement approuvée par la Conférence, que le Comité central du parti étroitement uni appelle tous les communistes à rassembler leurs forces sous sa direction, pour remplir la grande tâche révolutionnaire tracée par l'Histoire. En avant pour continuer la bolchevisation du parti !

Vive le Parti communiste français !

Vive l'Internationale communiste !

La Conférence extraordinaire nationale du parti et le Comité central du parti.

*L'Humanité*, 6 décembre 1926.

## Deuxième partie :

# 1927 : L'éphémère victoire des « Boukhariniens »

La situation en France se modifie en juillet 1926, lorsque le gouvernement Herriot est renversé et remplacé par le gouvernement de Poincaré. C'est la fin du Cartel des gauches. La droite revient au pouvoir jusqu'en 1932 et l'affrontement sera plus rude entre le Parti communiste et les différents gouvernements de droite.

La résolution de l'Exécutif élargi cadre « le tournant ». Le Congrès de Lille traduit cette orientation. Il s'ouvre le 20 juin 1926 et tranche complètement avec celui de Clichy, l'ambiance est à l'ouverture, à la discussion, à la recherche de l'unité ; il se déroule sous la présidence de Thorez. Le rapport de Sémard condamne à nouveau « la droite » tout en reconnaissant des erreurs et l'existence de courants différents dans le parti... Les thèses de Zinoviev sont condamnées et leurs partisans sont écartés de la direction...

Le congrès est dominé par les rapports et interventions de trois hommes : d'abord, Doriot, qui est alors le plus populaire, Thorez et Sémard. La tonalité générale est à l'autocritique et au redressement nécessaire du parti. Une collaboration s'établit entre les jeunes cadres politiques et les dirigeants de la Jeunesse communiste : Ferrat, Barbé, Billoux et Lozeray. La politique antimilitariste, anticolonialiste et le refus de tout chauvinisme anti-allemand galvanisent les jeunes communistes.

Des journaux sont créés comme *La Caserne* dont Duclos est le gérant, *Le Conscrit*... Le travail dans l'armée, qui est directement suivi par l'Internationale, tend à renforcer la place des jeunes communistes dans la direction du parti, mais il suscite des réticences parmi les militants. Cette politique contribue à isoler politiquement le parti car elle se heurte aux traditions républicaines dominantes.

L'ascension politique de Thorez se poursuit : il participe désormais régulièrement aux instances internationales : au VIII<sup>o</sup> Plénum du Comité exécutif de mars 1927, il peut mesurer l'ascension politique de Staline. Dans cette réunion, il adhère à la thèse « du socialisme dans un seul pays », mais est plus réticent à la formulation « du classe contre classe ».

L'année 1927 est délicate pour la direction du Parti communiste français en raison de la situation de plus en plus tendue dans l'Internationale. Celle-ci met à l'ordre du jour la répression accrue contre tous les opposants et en particulier

les trotskystes. L'appareil stalinien prépare l'élimination de Boukharine. L'IC exige du PCF qu'il abandonne ses habitudes électorales et applique la politique du « classe contre classe ». Les dirigeants français sont désemparés et certains expriment d'abord des réserves, comme c'est le cas pour Doriot.

L'immense manifestation unitaire (y ont participé le PCF, la SFIO, la Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération Anarchiste...) contre l'exécution de Sacco et Vanzetti, le 27 août 1927, est paradoxalement utilisée par la direction pour justifier cette orientation, en particulier en mettant en avant le rôle des JC qui ont été à la pointe des affrontements avec la police.

Pour faire accepter ce tournant à gauche, la commémoration de la victoire de la Révolution d'octobre est organisée en grande pompe à Moscou : de nouvelles organisations sont mises sur pied comme « Les amis de l'URSS ». Il s'agit de faire valider par des non-communistes « les triomphes et les réussites » du socialisme dans un seul pays.

En janvier 1928, la conférence nationale du parti élimine les zinoviévistes. C'est alors que Treint se déclare d'accord avec l'Opposition de gauche ! La répression bourgeoise s'abat sur la direction et les jeunes communistes. Le secrétaire général de la JC, Henri Barbé refuse l'emprisonnement et entre dans la clandestinité.

De Moscou, les dirigeants de l'IC renforcent leur pression : l'alignement sur les thèses de la direction internationale est trop lent. Il faut écarter ceux qui sont trop hésitants et faire monter les jeunes à la tête du parti ; c'est ce à quoi s'emploie Manouïlski. Le secrétaire général, Sémard est remplacé par un secrétariat collectif -Thorez, Barbé, Frachon -, alors que Pierre Célor fait son entrée au Comité central avec André Ferrat.

Une véritable navette commence entre Moscou et Paris; la réorganisation du parti est placée sous la surveillance de l'Internationale par l'entremise de Barbé. Le nouveau noyau dirigeant est constitué de Barbé, Célor et Lozeray ; ainsi naît ce qui sera plus tard dénoncé comme le groupe « Barbé-Célor ».

Le premier document reproduit dans cette seconde partie est la résolution de l'exécutif élargi de l'Internationale communiste contre la "droite" du parti français, paru dans *Les Cahiers du bolchevisme* en avril 1926. Il est suivi par un article Boris Souvarine, paru dans le *Bulletin communiste* ; par le compte rendu du Comité central de janvier 1927 du PCF, puis par un article de Maurice Thorez, intitulé « *Le redressement nécessaire* » paru dans *Les Cahiers du bolchevisme* en janvier 1928. Enfin, il est reproduit l'article de L'Humanité du 1<sup>er</sup> février 1928 consacré à l'exclusion des « *chefs français de l'opposition trotskyste* »

DEUXIÈME ANNÉE. — N° 47

15 AVRIL 1926

CAHIERS

DU

BOLCHEVISME

*Organe théorique du Parti Communiste Français*  
(S. F. I. C.)

ADMINISTRATION

142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦

120, rue Lafayette

== PARIS ==

HEBDOMADAIRE

Prix du Numéro :

1 franc



# Résolution de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste contre la droite française

Le Parti communiste français dans la situation actuelle a la tâche immense de mobiliser les masses pour les luttes de défense contre la vie chère, l'insuffisance des salaires, les impôts insupportables, les guerres coloniales, les menées réactionnaires, etc.

La crise grandissante de la bourgeoisie française lui imposera dans un avenir prochain des tâches plus grandes encore.

Il est certain que, sentant la crise grandir, la bourgeoisie française s'efforcera de désagréger le Parti communiste, d'en détourner les masses, de le rendre inapte à conduire les masses prolétariennes à l'action et à remplir sa tâche historique.

La situation objective de la France est très favorable au développement de notre Parti. Cependant, au cours de cette dernière période, ses succès n'ont pas été proportionnés à cette situation. Les fautes gauchistes de la direction du Parti ont certainement contribué à cet état de choses. De plus, elles ont donné à la droite une plate-forme de critique qui lui a permis de rallier les éléments mécontents à l'aide desquels la droite a pu mener une politique de désagrégation du Parti. Sa critique purement négative, sa révolte contre toute discipline, ses injures grossières et ses calomnies à l'égard du Parti et de l'Internationale, et surtout sa plate-forme politique nettement étrangère au communisme, au lieu de hâter le redressement nécessaire de la politique du Parti, ont contribué, au contraire, à l'entraver, par la nécessité où était le Parti de se défendre contre les dangers de l'opportunisme petit-bourgeois et contre la renaissance de l'idéologie syndicaliste. Objectivement, la droite a servi les intérêts de la bourgeoisie française. A l'heure actuelle, devant les responsabilités et les tâches qui incombent à notre parti, elle est le principal danger qui doit être combattu sans merci.

La droite est liée par un certain nombre de ses membres et par son action en général avec des éléments exclus du parti pour leur indiscipline et qui, de l'extérieur, tentent de discréditer et de désagréger notre parti en déversant contre lui et l'Internationale les plus viles calomnies (Souvarine) ou qui s'efforcent de diminuer ou de nier le rôle du Parti communiste pour faire revivre le vieux syndicalisme de la Charte d'Amiens (*Révolution Proletarienne*).

Cette collaboration ouverte ou masquée avec le *Bulletin Communiste* et la *Révolution Proletarienne*, la solidarité que la droite n'a cessé de manifester à l'égard de ces deux organes, détruit la discipline du parti et tend à le désagréger.

La droite s'est efforcée non de corriger des erreurs ou de redresser la ligne politique du parti, mais de discréditer aux yeux des ouvriers français le parti et l'Internationale.

Toute la collection du *Bulletin Communiste* n'est qu'un odieux pamphlet contre le P.C.F., l'I.C. et la Révolution russe. Encore au moment où, cessant sa publication, le *Bulletin Communiste* dit faire un geste de discipline, il jette au parti une bordée d'injures :

*" Les dirigeants du Parti français sont incapables de mettre un terme au régime intolérable qui écrase le parti parce que c'est un acte qui équivaldrait à leur suicide. Le parti ne les a pas élus, ne les reconnaît pas, et ne les acceptera jamais. Ils le savent et n'espèrent prolonger de quelques mois leur misérable existence politique qu'à l'aide du bâillon, de la calomnie et de l'imposture ...*

*" Il faut absolument condamner l'amoralisme, le cynisme, l'hypocrisie, la fourberie, le mensonge, le faux et l'usage de faux, la duplicité, les intrigues caractérisant la haute politique des " léninistes " de fraîche date qui ont attendu que Lénine soit mort pour s'en réclamer. "*

Jamais les pires adversaires du parti n'ont accumulé contre lui autant de boue que ne l'a fait le *Bulletin Communiste*, avec lequel se solidarise la droite du parti. Quand *Le Peuple* ou le *Matin* publient de telles injures, elles n'ont sur la classe ouvrière aucun effet. Celle-ci sait que la bourgeoisie

essaie de discréditer le Parti révolutionnaire par tous les moyens. Mais quand ce discrédit est semé dans les rangs de la classe ouvrière et du parti lui-même par un organe qui se prétend communiste, l'œuvre de désagrégation que la bourgeoisie ne peut faire par ses organes, se poursuit et le devoir du parti est de réagir avec la plus grande énergie.

Ce n'est pas seulement sur le Parti français, c'est surtout sur l'Internationale que la droite française, solidaire du *Bulletin Communiste*, s'est efforcée de jeter le discrédit et la calomnie, s'efforçant de démolir toute confiance des travailleurs dans l'Internationale. Les citations abondent dans la *Révolution Proletarienne* autant que dans le *Bulletin Communiste*. Jamais les renégats Lévy, Frossard, Hoeglund n'ont accumulé tant de boue.

Pour la droite, toute l'Internationale est corrompue et se désagrège:

*" Notre parti bulgare, la première fois décimé, a été aussi exterminé. Notre parti estonien a subi un sort presque identique.*

*" Notre parti allemand a perdu tout ce qu'il avait gagné en 1923, a perdu les trois quarts de ses membres, a perdu 2 millions de voix ouvrières aux élections, a perdu toute influence dans les syndicats (2 communistes au dernier congrès syndical) et l'essentiel de ses positions dans les conseils d'entreprises.*

*" Notre parti suédois s'est scindé, une fraction rejoignant la social-démocratie.*

*" Notre parti anglais, à l'effectif infime, a reçu un nombre de voix plus dérisoire aux élections et a subi au récent congrès de Liverpool du Labour Party une cuisante défaite.*

*" Nos partis tchécoslovaque, italien et américain ont subi des crises profondes et n'ont évité la scission que grâce au recul de l'Exécutif de l'Internationale devant l'étendue du désastre.*

*" Enfin, le parti français, vidé de la moitié de ses membres, désorganisé, discrédité et battu dans tout ce qu'il entreprend. C'est surtout la déchéance intellectuelle et morale de notre mouvement qui est grave. Le prestige d'après-guerre du communisme n'est plus qu'un souvenir. La bourgeoisie se rit de nous et la social-démocratie, partout en progrès, ne nous craint pas. L'immense majorité de la classe ouvrière voit dans les communistes des incapables, des irresponsables, des brouillons, des aventuriers, dans le meilleur cas des utopistes déraisonnables... Regardons un instant la presse communiste de l'Europe Occidentale : seulement des affirmations présomptueuses, des grossièretés, des vociférations ... Que restera-t-il de cette pauvre période qui a suivi la mort de Lénine ? Rien, sinon des ruines. "*

Dans la *Révolution Proletarienne*, même prose, plus cynique encore :

*« Pourquoi a-t-on imposé de Moscou, en 1924, le changement de la direction du parti tchèque? Qui a-t-on imposé dans cette direction ? Des gens qui ont quelque chose à se faire pardonner, des léninistes de 1924 : un policier, un voleur, un briseur de grève, un soudard, etc.*

*« L'Exécutif compromis avec des gens tarés et mêlés à des intrigues par trop vulgaires se déconsidérera un peu plus. "*

Que cherchent le *Bulletin Communiste* et la *Révolution Proletarienne* par de telles campagnes ? Que veut la droite en se solidarisant avec leur action ? La réintégration de ceux qui écrivent de telles ignominies contre le mouvement révolutionnaire international. Ou bien jeter dans le prolétariat français la méfiance et le discrédit à l'égard de l'Internationale Communiste, au profit de la bourgeoisie française en proie à une crise profonde et qui ne peut elle-même démoraliser et désagréger les forces du prolétariat.

Il est impossible de penser et de prétendre que ce rôle soit inconscient.

Les ouvriers mécontents, qui se sont laissés entraîner par la droite, doivent ouvrir les yeux sur sa fonction véritable et condamner cette action de défaitisme révolutionnaire.

Ce même défaitisme existe à l'égard de la Révolution russe que la droite prétend défendre, mais qu'elle s'efforce de diminuer et de salir aux yeux des ouvriers de France.

Louzon s'efforce de démontrer dans la *R. P.* que rien ne subsiste des conquêtes révolution-

naires en Russie et le *Bulletin* pousse le cynisme jusqu'à écrire, au lendemain de la mort de Frounzé :

*" Le mausolée de Lénine avec son corps embaumé, avec son toit mystérieusement éclairé, ses sentinelles en armes aux pieds du Kremlin où flotte un drapeau illuminé, évoque plutôt la tombe d'un Mahomet ou de Tamerlan que celle d'un guide des ouvriers et des paysans.*

*" Lénine était un héros, maintenant on les fabrique. Frounzé était un stratège de génie, un révolutionnaire d'une fermeté extraordinaire, un brave à toute épreuve, ainsi écrit-on. Mais tous ceux qui l'ont connu savent qu'il était un homme de troisième plan et qu'il s'était conduit en prison d'une façon telle que la Société des anciens forçats politiques refusa de l'admettre comme membre. "*

C'est sur Frounzé une infâme calomnie.

Au moment où des quantités de délégations ouvrières vont en Russie se convaincre que les conquêtes révolutionnaires des ouvriers et des paysans sont autre chose que celles des réformistes, pourquoi cette volonté de tout diminuer, de tout salir ? Pour aider les Béraud et les autres agents de la bourgeoisie à semer le pessimisme et la défiance dans la classe ouvrière.

Cette attitude à l'égard de la Russie soviétique repose aussi sur l'idée que dans la situation actuelle le rôle du parti russe est fini, la dictature prolétarienne superflue :

Le *Bulletin Communiste*, sous la plume de Souvarine, écrit :

*« En Russie, ce sont les mencheviks que l'on arrête, bien que la République des Soviets ne les craigne plus. Il faut être bien dépourvu d'arguments pour ne pouvoir plus invoquer que celui de la répression. "*

Marthe Bigot, dans le même organe, écrit le passage suivant bien caractéristique de la mentalité de la droite française :

*" On voudrait aujourd'hui voir pendant cette période de ralentissement se former, se créer l'organisation socialiste du monde nouveau dans le seul pays où le prolétariat soit le maître d'influencer son destin... Et la classe ouvrière ne perçoit pas le rythme social nouveau espéré, elle ne voit plus que des formes qu'elle comprend nécessaires durant la lutte aiguë révolutionnaire, mais qui se prolongent sans profit dans la période présente qui devrait être de création. "*

Ainsi la Révolution russe n'a pas créé un rythme social nouveau, la période présente n'est pas création, il ne reste que des forces surannées la période de la guerre civile.

Ce dénigrement systématique de tout ce qu'a fait la Révolution russe, l'Internationale communiste et le Parti français, aboutit naturellement au sabotage de l'action du parti. Dans la *Révolution Prolétarienne* d'octobre, un membre du parti explique de la façon suivante la tactique adoptée par l'opposition :

*"Nos camarades du groupe ont décidé, après un long échange de vues, de cesser complètement toute activité au parti et de pratiquer " la politique du pire " ... Pour ma part, j'hésite, d'autant plus que les camarades du groupe ont perdu toute foi et sont prêts, au moindre heurt, à se faire exclure ou à déchirer leur carte.*

*" Je pense que plus nous ferons le vide devant eux, plus vite nous en aurons débarrassé le parti. "*

Est-ce là une manière de redresser le parti, de corriger ses erreurs ? C'est le sabotage organisé et la désagrégation de notre parti. Pratiquer " la politique du pire ", être prêt à se faire exclure, voilà, tangibles, les résultats de ce défaitisme révolutionnaire dans les rangs du parti.

Ce sabotage et cette désagrégation du parti se sont poursuivis dans une période où notre parti était engagé dans une action contre la guerre marocaine, où il avait besoin de toutes ses forces pour le travail de mobilisation des masses contre l'impérialisme français et la rapacité de sa bourgeoisie.

La droite a critiqué l'action du parti contre les guerres coloniales et a saboté son action, parce qu'elle partageait sur la guerre du Maroc la conception des impérialistes français que les Marocains

sont de race inférieure, des tribus non civilisées. C'est le point sur lequel la mentalité petite-bourgeoise et social-patriote de la droite, est le plus caractéristique. La *Révolution Proletarienne* de juillet 1925 apporte à ce sujet des considérations qu'il faut souligner :

*" Les dirigeants communistes français se sont comportés à l'égard d'Abd-el-Krim comme nos camarades russes à l'égard de Sun Yat Sen. C'est-à-dire en le considérant comme le représentant d'un mouvement révolutionnaire national prolétarien... Ce n'est pas une raison pour que les communistes français s'associent sans mesure à Abd-el-Krim, représentant des catégories sociales très différentes, poursuivant des objectifs très différents...Kémal Pacha s'est trouvé incarné dans un mouvement d'indépendance vraiment national, non à l'action des tribus d'une province... "*

Ainsi la lutte héroïque du Riff contre la rapacité de l'impérialisme français n'est pas une lutte pour l'indépendance nationale, une lutte qui met en échec l'impérialisme français et réveille l'esprit d'indépendance des peuples coloniaux et opprimés. Les communistes ne doivent pas soutenir cette lutte des tribus guerrières du Riff contre l'impérialisme français. "Le communiste " qui écrit ces choses s'efforce de démontrer qu'il faut combattre Abd-el-Krim parce qu'il n'est pas communiste. Sans doute nous devons combattre les préjugés religieux et sociaux, le panislamisme des peuples coloniaux, y développer un mouvement populaire paysan et ouvrier, Mais quand les tribus guerrières se soulèvent contre l'impérialisme des métropoles et sont en guerre pour leur indépendance, nous devons combattre non leurs chefs, imbus peut-être de certains préjugés, mais l'impérialisme qui tente de les assujettir. Ce singulier communiste qui veut combattre Abd-el-Krim au moment où la bourgeoisie française s'efforce d'étouffer par la guerre le soulèvement du Riff, s'écrie: "*Le Maroc aux Marocains, oui, mais pas à Abd el Krim. "*

C'est la même position que Painlevé, qui a déclaré un peu plus tard à la Chambre ne pas vouloir traiter de paix avec Abd-el-Krim, mais directement avec les tribus. C'est la position du social-patriotisme et de l'impérialisme français pour légitimer la continuation de la guerre de brigandage colonial.

De cette position nettement social-patriote découle la critique de la droite à l'égard de la fraternisation. Dans une thèse Paz, elle affirme:

*" La fraternisation n'est pas une abstraction, elle ne saurait s'appliquer à toutes les situations. Elle est basée sur la réciprocité. Elle suppose donc une certaine équivalence dans le degré de développement économique des peuples en guerre, par suite de certaine parité dans la maturité politique des troupes en présence ; elle suppose aussi de part et d'autre l'existence d'une organisation révolutionnaire capable de propager le mot d'ordre. Tel n'est pas le cas, lorsque sont en présence les ouvriers et paysans d'un pays capitaliste impérialiste et des paysans cherchant, sous la conduite d'un chef féodal, à réaliser l'indépendance nationale : Le mot d'ordre de fraternisation n'aurait donc pas du être lancé à propos de la guerre du Maroc. "*

Comment les soldats du droit et de la civilisation pourraient-ils fraterniser avec des paysans à demi-barbares ? N'est-ce pas une réminiscence du plus beau temps du social-patriotisme !

Cette position social-patriote se retrouve dans la question d'Alsace-Lorraine.

La lettre des 250 affirme :

*"Autant le mot d'ordre du plébiscite alsacien lorrain eût été juste en 1918, autant il est destiné aujourd'hui à tomber dans l'indifférence et le ridicule. Pourquoi pas l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? "*

Ce ton moqueur recouvre une mentalité nettement chauvine. L'Alsace-Lorraine, depuis 1918, a subi le régime des brimades de la part de l'impérialisme français. La population désire un régime autonome. La droite pense que si le devoir de notre parti était de protester en 1918, au moment de Versailles, contre le rattachement à la France, il doit considérer maintenant l'Alsace-Lorraine, comme Nice et la Savoie, comme définitivement annexée et ne pas se dresser avec la population alsacienne-lorraine contre les brimades de l'Etat français. Cette phrase, rapprochée de celles qui traitent de la guerre du Maroc, montre une déviation nettement social-patriote de la droite française.

L'attitude de la droite à l'égard de la grève de protestation de 24 heures n'est pas différente.

Elle était contre la grève, d'abord parce qu'elle pense qu'il faut combattre et non soutenir Abd-el-Krim. Mais encore elle était contre cette action du parti contre la guerre. Sans doute personne ne pouvait s'attendre à ce que la grève de 24 heures fût générale. Elle aurait pu être mieux préparée, si les membres de l'opposition, au lieu de semer leur méfiance et leur pessimisme, au lieu de pratiquer "la politique du pire" et de "faire le vide" devant la direction du parti, s'étaient mis résolument au travail. On peut critiquer la tactique employée pour préparer et pour déclencher la grève. Mais la grève de protestation contre la guerre était une action nécessaire, ce fut la première grève politique, dont le parti ait lancé le mot d'ordre avec l'organisation syndicale, dans l'histoire du mouvement ouvrier français moderne. Elle n'a pas entraîné l'ensemble du prolétariat, elle n'a pas été un succès complet, elle n'a pas non plus été l'échec que l'opposition, renchérissant sur les journaux bourgeois, a voulu y voir. Le parti doit mener son action, même au prix de certaines répressions. Il doit s'efforcer d'obtenir le maximum de résultats, sans doute, et sur ce point la grève de 24 heures n'est pas exempte de fautes, mais la position prise par la droite contre la grève en elle-même, ses récriminations contre la répression qui suivit, n'ont rien de révolutionnaire.

Toute cette position de la droite à l'égard de la question nationale et coloniale et de l'action à mener par notre parti contre la guerre est d'autant plus dangereuse que le mouvement d'émancipation des colonies s'étend et qu'il joue un rôle important dans le développement de la crise capitaliste d'après-guerre comme alliée du mouvement prolétarien.

Une incompréhension semblable se retrouve dans une série d'articles de Louzon dans la *Révolution Prolétarienne*.

La question des impôts, de la vie chère, la crise financière de la France, toutes ces questions qui sont si intimement liées à la vie quotidienne de la classe ouvrière, qui bouleversent les rapports entre la grande bourgeoisie et les classes moyennes ne devraient avoir pour notre parti et l'action prolétarienne aucune importance, selon la *Révolution Prolétarienne* de mai 1925 :

*" Que le prolétariat cesse donc de marcher dans la question de la vie chère comme tant d'autres questions, à la remorque de la petite-bourgeoisie. Qu'il ne pleure pas sur la vie chère, mais qu'il la salue, comme l'heure du combat. Sur tous les terrains, la vie chère lui facilitera la victoire. Ce qui peut arriver de pire aujourd'hui au prolétariat...c'est la baisse du dollar. "*

Pourquoi ne pas lancer le mot d'ordre : Vive la vie chère et les mercantis qui la favorisent ! Cette politique du pire est le contraire de toute la conception communiste de la lutte quotidienne pour gagner le prolétariat et neutraliser ou entraîner des couches profondes de paysans et de la petite-bourgeoisie.

Même attitude à l'égard des impôts (*Révolution Prolétarienne* de janvier 1926) :

*« La guerre des impôts est une guerre entre bourgeois, ce n'est pas la guerre du prolétariat. »*

Dans le numéro de décembre 1925 sur le même sujet :

*« Or précisément du fait que le prolétariat ne possède rien, les crises financières ne sauraient le toucher, directement tout au moins. Le conflit : qui paiera les impôts ? se passe en dehors de lui. »*

Dès qu'on a une telle conception sur l'impôt, le problème des dettes interalliées du plan Dawes est aussi étranger au prolétariat que celui des impôts.

Dans la *Révolution Prolétarienne* d'octobre 1925, Louzon affirme :

*« Affaires de bourgeois, affaire entre co-crédanciers, qui n'intéressent pas directement le prolétariat... "Le milliard de francs-or à verser par an aux bourgeois anglo-saxons devra être prélevé soit sur les industriels français par une augmentation de l'impôt, soit sur les rentiers français par une nouvelle diminution de la valeur du franc... phénomènes qui intéressent directement les rentiers, mais qui n'intéressent pas directement les prolétaires.*

*« Si ces richesses, et c'est là l'important, n'allaient pas dans les poches des bourgeois anglo-saxons, elles n'en resteraient pas pour cela dans celles des travailleurs français, elles iraient dans celles des bourgeois français. L'ouvrier n'a donc aucun intérêt à ce que son patron paie*

*des dettes ou ne les paie pas. "*

Toute cette analyse paradoxale montre combien l'opposition, solidaire de la *Révolution Prolétarienne*, dévie de la politique communiste vers une espèce de maximalisme anarchisant absolument étranger à la vie des masses. D'après ces théories, le plan Dawes ne comporte aucune conséquence pour le prolétariat allemand. Si l'Allemagne paie, si la France paie, c'est la bourgeoisie qui paie, elle ne peut, d'après Louzon, accroître l'exploitation des ouvriers au point de conserver ses profits tout en payant les capitalistes américains sur les profits prélevés par une exploitation accrue du prolétariat.

L'exemple de l'Allemagne et de l'Italie montre tout le paradoxe du raisonnement de la *Révolution Prolétarienne*.

Sous la plume de Hairius, la *Révolution Prolétarienne*, n° 12, considère la défense de la petite épargne par notre parti comme une déviation social-démocrate :

*" N'est-ce pas social-démocrate lorsqu'on présente des solutions de la crise financière de l'Etat bourgeois acceptée par des députés radicaux, lorsqu'on s'affirme défenseur de la petite épargne... "*

Les conséquences politiques pour un parti qui envisagerait de cette manière le problème de la vie chère, celui des impôts, de la crise financière et de ses rapports avec la petite bourgeoisie et les paysans seraient désastreuses.

La *Révolution Prolétarienne* tente en plus de réviser complètement le communisme en ce qui concerne le rôle du parti dans le mouvement ouvrier. C'est un retour plus ou moins masqué selon les auteurs au syndicalisme de la Charte d'Amiens. Chambelland, dans la *Révolution Prolétarienne*, n° 10, écrit :

*« En arrachant la C.G.T.U des mains des anarchistes, nous pensions rester fidèles à l'esprit même de la Charte d'Amiens.... Organiser, développer dans les deux C.G.T. un mouvement pour le retour au véritable syndicalisme, à l'autonomie syndicale, à l'unité, à la liberté d'action des tendances, voilà le travail d'une ligne syndicaliste. "*

La conséquence de ce retour à la Charte d'Amiens est la réduction du rôle du parti communiste. Il ne doit pas devenir l'avant-garde du prolétariat, ne pas se mêler aux luttes de la classe ouvrière.

Allot écrit après la grève de Douarnenez:

*« La grève de Douarnenez ne ressemble pas tout à fait à celles qui ont eu lieu dans notre pays ces dernières années. A Douarnenez - fait tout à fait nouveau, je crois - on a vu le Parti communiste se mêler intimement à la grève. Un délégué, le député Henriot, a été envoyé dès le début.*

*« Dans ce conflit, les organisations syndicales et la C.G.T.U. ont paru bien effacées et ont fait bien piètre figure. On eût dit vraiment que la C.G.T.U manquait d'hommes pour diriger le mouvement et engager la lutte jusqu'à la victoire. On eût dit qu'elle voulait donner raison à ceux qui prétendent que le Parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'état-major qui doit diriger; que le mouvement syndical n'est pas capable de trouver en lui-même les énergies suffisantes et qu'il a besoin d'être secondé ". Si l'Union régionale, la Fédération de l'Alimentation et le Bureau confédéral qui dirigeaient la grève avaient été de simples filiales du P.C., ils n'auraient pas agi autrement. "*

Dans le numéro 8, Monatte écrit :

*" Gare au lendemain d'octobre (c'est-à-dire au lendemain de la Révolution), si les syndicats ne sont pas capables de poser et de garder à la révolution un caractère prolétarien, de faire contrepoids au blanquisme triomphant.*

*" Ils savent que la classe ouvrière doit se donner elle-même ses guides et non pas aller les cueillir tout faits à côté. Ils savent que le syndicalisme d'autrefois doit s'adapter aux besoins des luttes d'aujourd'hui et qu'il n'a pas besoin pour cela d'être la doublure ou la queue du parti. "*

Pour Louzon, le parti est l'organisation militarisée qui est excellente pour l'insurrection, indispensable à la réussite, mais *n'est pas capable de préparer l'ensemble d'une classe à la révolution*. Une organisation de ce type n'est pas capable de développer la conscience de classe. Elle n'est pas ca-

pable de rendre la classe ouvrière suffisamment confiante en sa propre capacité pour que se crée en elle une volonté révolutionnaire.

*La Révolution Proletarienne*, n° 6, conteste au parti le rôle d'éducateur révolutionnaire.

*" Un parti politique ne peut pas remplir le rôle d'éducateur de la classe ouvrière. S'il entreprend d'instruire, il tend à enseigner un catéchisme plutôt qu'à apprendre à ses élèves à exercer leur sens critique. Son rôle de parti, du reste, lui impose cette méthode. Je conclus : il serait désirable qu'il existât en France et en tous pays, une organisation indépendante des partis politiques bien que se plaçant sur le terrain nettement de lutte de classe, qui poursuivrait la tâche d'éduquer le prolétariat. "*

Toutes ces citations démontrent que *la Révolution Proletarienne* n'est point un organe qui s'efforce de redresser le parti, mais au contraire de faire revivre la vieille conception syndicaliste de la Charte d'Amiens, de diminuer le rôle du parti, de l'écarter du mouvement ouvrier. La droite à l'intérieur du parti, loin de condamner et de combattre de telles déviations dangereuses, s'est solidarisée avec l'action de *la Révolution Proletarienne*.

La droite a formulé certaines conceptions du front unique, nettement opportunistes. Lorient déclare: *" Penser qu'on peut séparer les chefs des masses est de l'utopie pure, on ne fait pas le front unique par-dessus la tête des chefs. "*

Penser qu'on ne peut séparer les chefs réformistes des masses ouvrières, c'est n'avoir aucune perspective sur le développement de l'action révolutionnaire de notre parti, Toute notre action en France, au contraire, doit tendre à séparer les masses des chefs réformistes qui les trompent et les mettent au service de la bourgeoisie en détresse,

Enfin, dans la question de cellules, la droite française a pris une position tout à fait fautive : devant la mécanisation de la vie du parti et le manque d'activité politique des cellules, la droite, au lieu de chercher à améliorer une organisation juste, mais jeune et imparfaite, s'est attaquée au principe même de l'organisation sur la base de l'usine.

La droite, soit dans ses thèses et ses écrits, soit dans les organes avec lesquels elle s'est solidarisée, a donc commis une série de déviations très graves et très dangereuses pour notre parti.

Le parti doit agir avec énergie contre les déviations idéologiques de la droite, contre son action de désagrégation et son indiscipline.

Mais, dans sa lutte, il doit tenir compte du fait que cette droite est loin d'être homogène.

La politique passée du parti a provoqué un certain nombre de mécontents qui se sont ralliés à la droite, non parce qu'ils étaient d'accord avec elle sur son programme social-démocrate ou syndicaliste, mais parce qu'elle formulait des critiques identiques aux leurs contre le mécanisme de la vie intérieure, l'incompréhension des rapports avec les syndicats, les mots d'ordre et la politique gauchistes. Ainsi bon nombre d'ouvriers et de militants syndicaux mécontents se sont ralliés à la droite sans accepter tout son programme; d'autres comprenant combien la plate-forme idéologique de la droite s'écartait du communisme, ont constitué un groupe centre (Morin, Humbertot); d'autres encore, en plus grand nombre, mécontents, n'ont perdu confiance ni dans leur parti, ni dans l'Internationale et ont contribué, par leurs critiques en même temps que par un travail discipliné, à redresser la ligne politique du parti et à corriger ses fautes.

Il n'est pas douteux que les modifications apportées par la Conférence du 2 décembre dans la politique et le régime intérieur du parti, dans ses rapports avec le mouvement syndical, modifications confirmées et élargies encore par le Plénum de l'Internationale, donnent à tous ces légitimes mécontents, qui sont fermement attachés à leur parti, la possibilité de travailler pour leur parti.

En dehors de ces mécontents, qui ont momentanément été entraînés à la suite de la droite sans en partager l'idéologie, l'opposition est constituée par une coalition de groupes divers et hétérogènes par leur idéologie et leur composition sociale, mais qui se pénètrent et mènent contre le parti une attaque concertée.

a. Le groupe du Bulletin Communiste, de caractère nettement intellectuel petit-bourgeois, tant par

sa composition que par son idéologie qui montre des déviations social-démocrates caractérisées et qui s'est spécialisé dans le dénigrement du parti et dans le travail de désagrégation du parti cherchant à briser sa discipline en y dirigeant de l'extérieur un travail fractionnel. Le C.C. doit combattre ce groupe avec énergie et ne pas reculer devant les sanctions disciplinaires d'exclusion pour réprimer l'indiscipline de ceux qui resteraient liés à lui.

- b. Le groupe Lorient-Paz-Dunois, apparenté par sa composition sociale et son idéologie au groupe précédent, mais dont les chefs affectent de rester dans le cadre de la discipline du parti tout en ayant les mêmes déviations social-démocrates et en poussant une partie de ceux qui les suivent aux campagnes de dénigrement et de désagrégation du parti menées par le B.C.
- c. Le groupe de la Révolution Proletarienne, qui s'appuie essentiellement sur certains cadres syndicaux et dont la composition est prolétarienne, mais qui s'efforce de faire revivre l'idéologie syndicaliste.

Cette tendance est au sein de la droite, le courant certainement le plus dangereux parce qu'il exploite certaines erreurs du parti pour faire revivre une tradition qui a eu une grande importance dans le mouvement ouvrier français qui était saine et nécessaire au moment où n'existait aucun parti révolutionnaire, mais qui signifie aujourd'hui un recul, une fausse conception du rôle du parti et du rôle des syndicats en France.

Ces derniers, dans cette période de grande industrialisation, doivent s'efforcer de devenir des organisations syndicales de masses et non des organisations syndicalistes sectaires sur le type de la C.G.T. d'avant-guerre. Le parti doit vouer une attention et une énergie spéciales à la lutte contre cette idéologie syndicaliste.

Les « syndicalistes-communistes » de 1926 sont bien différents et jouent dans le mouvement ouvrier un rôle tout autre que celui qu'ils avaient en 1922. Alors, ils évoluaient du syndicalisme au communisme et s'efforçaient de mettre en évidence tout ce qu'ils avaient de commun avec l'Internationale Communiste. Ils hâtaient par là l'unité des forces révolutionnaires. Actuellement, ils opèrent un recul du communisme au syndicalisme, s'efforçant de souligner ce qui les sépare du parti et de procéder à une nouvelle division des forces révolutionnaires françaises. Devant la crise grandissante de l'impérialisme et des tâches qu'elle pose au mouvement révolutionnaire français, cette tentative doit être combattue avec énergie par notre parti, par une campagne idéologique qui montre combien cette position est rétrograde.

Le parti doit combattre ces deux derniers groupes :

1. En pratiquant une politique juste et en évitant à l'avenir les erreurs tactiques gauchistes qui ont permis à la fausse idéologie de la droite de se développer parmi les mécontents au sein du parti.
2. En établissant dans le parti un régime de démocratie interne qui fasse disparaître jusqu'à la base les méthodes de direction autoritaires et mécaniques.
3. En établissant des relations normales avec les syndicats.
4. Sur la base de cette correction politique le parti doit conduire une lutte idéologique soutenue contre les déviations social-démocrates ou syndicalistes de la droite afin d'en détacher les vrais communistes mécontents, un moment égarés par elle.
5. En rétablissant au sein du parti, avec la démocratie interne, une discipline rigoureuse à l'égard des éléments qui collaboreraient ou se solidarisaient avec les organes extérieurs du parti ou qui continueraient le sabotage de l'action du parti en pratiquant "la politique du pire".

Dans certains de ses derniers documents, une partie de la droite a tenté sur certains points une retraite stratégique en ne rééditant plus les déviations les plus grossières déjà énoncées par le parti français.

Il ne suffit pas de se taire, les 250 doivent dire clairement s'ils abandonnent leurs conceptions fausses sur certaines questions tactiques importantes, s'ils se désolidarisent du *Bulletin Communiste* et de la *Révolution Proletarienne*, et s'ils condamnent leur ligne politique anticommuniste et leur œuvre de désagrégation du parti.

La droite a posé la question de la réintégration des exclus. L'Internationale ne s'est jamais refusée de réintégrer ceux qui, exclus, sont restés fidèles et disciplinés à l'Internationale même hors du parti, ou qui, ayant reconnu leurs erreurs les ont eux-mêmes condamnées et ont exprimé la volonté de revenir à l'Internationale Communiste. Pour Souvarine certaines conditions lui avaient été fixées après le V<sup>e</sup> Congrès mondial; il ne les a pas observées et le Présidium a répondu par un refus à sa demande de réadmission; l'Exécutif élargi confirme cette résolution du Présidium.

Le Parti et l'Internationale ne refuseront pas d'envisager la réintégration des exclus qui, fidèles et disciplinés au parti, malgré les sanctions qui les frappent, auront prouvé par leur activité de militants qu'ils n'ont rien de commun avec les insulteurs et les désagréateurs du mouvement révolutionnaire et demanderont leur réadmission. Ces questions étant clairement posées, le parti et l'Internationale seront impitoyables pour ceux qui, malgré les modifications apportées dans la politique et le régime intérieur du parti par la conférence du 2 décembre, et par l'Exécutif élargi, continueront leur travail fractionnel et désagréateur.

L'Exécutif élargi demande à la droite d'une façon catégorique de se désolidariser et de briser d'une façon définitive avec des éléments qui, de l'extérieur, cherchent à désagréger le parti, et de travailler loyalement au sein du parti sur la base de la ligne politique rectifiée par le parti et par l'Internationale.

L'Exécutif élargi fait appel à tous les camarades du parti pour que, sur la base de la ligne politique confirmée par l'Internationale, reprenne la loyale collaboration de toutes les forces au travail et aux luttes du parti.

*Cahiers du Bolchevisme n°47 du 15 avril 1926*

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (N°)

Le Numéro : 4 fr. 50

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

## La tactique communiste et les élections

La direction du Parti Communiste a décidé, les 9 et 10 novembre 1927, l'envoi d'une « Lettre ouverte » aux membres du Parti (*Humanité* du 19 novembre) pour leur faire assavoir une nouvelle tactique décidée en leur nom par des dirigeants qui ne leur demandent jamais leur avis.

De ce long document presque illisible, comme tous les textes tombés des mêmes plumes, un effort laborieux permet de dégager, grâce aux sous-titres deux affirmations principales : l'une, révélant la « radicalisation » (sic) de la classe ouvrière, l'autre annonçant une nouvelle tactique électorale du Parti par la formule « classe contre classe ».

Traduites en clair, avec l'aide du contexte et de précisions ultérieures, elles signifient que les travailleurs sont en état d'effervescence révolutionnaire et que le Parti Communiste, en conséquence, entend ne faire aucune distinction entre les partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, parmi lesquels il range le parti socialiste, et qui tendent, paraît-il, à la « constitution sinon formelle, du moins en fait, d'un grand parti de classe de la bourgeoisie ».

Le rôle de la petite bourgeoisie, lit-on dans *l'Humanité* du 19 novembre,

« diminue de plus en plus ; dans sa majorité, elle est désormais intégrée à l'Union nationale... ». Un mois plus tard, le Bureau Politique communiste nous apprend (*Humanité* du 1<sup>er</sup> janvier 1928) que le Parti socialiste « est maintenant intégré dans l'Union nationale dont il ne se sépare sur aucun des problèmes essentiels qui se posent devant la classe ouvrière... »

Selon cette thèse, il ne subsiste déjà plus que deux classes en lutte, représentées respectivement par le Parti Communiste et l'Union nationale, celle-ci groupant tous les autres partis. Les communistes, par suite, n'ont pas à différencier leurs adversaires et peu leur importe si les partis de droite dominent ceux de gauche aux élections législatives. Les candidats communistes seront maintenus au second tour de scrutin, de façon à retenir les suffrages qui pourraient se reporter sur les candidats socialistes et radicaux contre les prétendants les plus réactionnaires, et favoriseront ainsi l'élection de ceux-ci. Car, dit *l'Humanité* à maintes reprises, les uns et les autres sont à mettre « dans le même sac. » (sic).

Depuis plusieurs mois, la presse et les agitateurs communistes répètent, avec la richesse d'argumentation qui les caractérise, les formules magiques :

« radicalisation », « dans le même sac », « classe contre classe » qui doivent résoudre tous les problèmes.

#### « DANS LE MEME SAC » !

La « radicalisation » de la classe ouvrière est un phénomène dont les communistes officiels ont été les seuls à s'apercevoir. Une fois de plus, leur clairvoyance à rebours s'est avérée infatigable. Il suffit de regarder autour de soi pour apprécier la découverte. A vrai dire, si l'on songe que les meneurs du parti annonçaient en 1924 des événements révolutionnaires et prévoyaient des luttes sanglantes à l'occasion des élections municipales de 1925, la « radicalisation » décèle peut-être un progrès des mêmes gens dans le sens de la circonspection.

La trouvaille du « même sac » ne laisse malheureusement pas espérer, fût-ce contre toute attente, le moindre progrès d'une pensée indigente et perpétuellement contradictoire.[...]

« Entre la prétendue démocratie du « Bloc des gauches » et le régime de réaction du « Bloc national », les travailleurs ne sauraient établir une différence », assurait déjà le secrétaire général du Parti dans *l'Humanité* du 7 décembre 1925. Ce n'est donc pas la Chambre du Bloc des gauches qui a voté une subvention aux grévistes de Douarnenez ? un gouvernement du Bloc des gauches qui rendit possible la manifestation ouvrière de la translation des cendres de Jaurès au Panthéon ? les socialistes et les radicaux du Bloc des gauches qui ont plusieurs fois libéré les communistes emprisonnés ? le succès du Bloc des gauches qui a permis la reconnaissance officielle du régime soviétique, considérée par les communistes, avec raison, comme un événement d'importance ? Qu'on se garde des illusions et qu'on n'oublie jamais le caractère capitaliste de la politique du Bloc des gauches, rien de plus nécessaire : mais ne pas faire de distinction entre une politique démocratique bourgeoise et une politique bourgeoise réactionnaire, cela est digne d'illettrés d'une politique pseudo-

communiste, n'ayant de communiste que l'étiquette prétentieuse.

« Dans le même sac » ? mais l'Internationale Communiste crée des filiales, sous les noms de *Secours Rouge*, de *Secours Ouvrier International*, de *Comité de défense des victimes du fascisme*, de *Comité contre la terreur blanche dans les Balkans*, de *Comité pour l'amnistie en Pologne*, de *Amis de l'U.R.S.S.* ; etc...etc... pour s'assurer le soutien de socialistes et de bourgeois libéraux.

« Dans le même sac » ? mais on sollicite l'intervention d'un avocat socialiste auprès de M. Loucheur pour obtenir de celui-ci la démarche qui a sauvé le communiste hongrois Racoszi.

« Dans le même sac » ? mais on met à contribution sans relâche l'influence de la Ligue des Droits de l'Homme, d'intellectuels et de parlementaires de gauche, et l'on mendie en permanence la signature de dames charitables.

Contradictions, duplicité, bavardage et rodomontades n'ont jamais composé une politique révolutionnaire.

#### « CLASSE CONTRE CLASSE » ?

Le leitmotiv « classe contre classe » ne vaut pas mieux que le « même sac », quelque aspect simili-doctrinal qu'il revête. Il témoigne également d'une ignorance exceptionnelle des conceptions communistes authentiques et d'une invincible tendance à remplacer le raisonnement par une *scie*, indice d'impuissance intellectuelle qui ne saurait tromper. [...]

« Classe contre classe » ? mais lors des élections municipales, un ex-secrétaire du Parti énumérait ainsi (*Humanité* du 12 février 1925) les éléments sociaux dont les communistes appelaient les suffrages : « ... la classe ouvrière, les paysans travailleurs, les petits commerçants, les artisans, les petits et moyens industriels, les petits porteurs et l'ensemble des éléments non fortunés des classes moyennes... »

« *Classe contre classe* » ? mais dans la classe dont on se réclame, on fait entrer tant de renforts imprévus qu'il n'y manque plus que les « petits millionnaires », selon l'observation (*Révolution Proletarienne*, N°10, octobre 1925) d'un actuel dirigeant de la C.G.T.U.

« *Classe contre classe* » ? mais le député communiste spécialisé dans les questions paysannes proclame intangible la propriété privée jusqu'à concurrence de un million.

« *Classe contre classe* » ? mais tout récemment encore, un dirigeant du Parti annonce (*Humanité* du 6 janvier 1928) : « *de précieux témoignages de sympathie venus de l'ensemble des classes moyennes* » et se réfère à l'attention particulière des « *petits commerçants et artisans* ».

« *Classe contre classe* » ? mais laquelle contre lesquelles, lesquelles contre laquelle, quand il en existe plus de deux ?

## LA DOCTRINE ET L'HISTOIRE

[...]A la tradition vivante du prolétariat agissant, à la pensée clairvoyante du marxisme, de prétendus communistes opposent de nos jours une formule vide et sèche du guesdisme en laquelle ils reconnaissent l'expression de leur « léninisme » récent. Passe encore qu'ils se réclament d'une parole dépourvue de portée postérieure à l'époque où le guesdisme, cette forme déjà étriquée, simplifiée, figée du marxisme, avait joué un rôle utile : ils sont dignes d'elle comme elle est digne d'eux. Mais que ces imposteurs, du moins, laissent en paix le nom de Lénine, - de ce Lénine qui n'hésitait pas à voter pour les cadets (monarchistes-constitutionnels) contre les octobristes plus conservateurs, pour les populistes contre les cadets, pour les socialistes-révolutionnaires contre les populistes, pour les mencheviks contre les précédents, - de ce Lénine qui s'était si merveilleusement assimilé les conceptions de Marx sur les compromis politiques et les alliances de classes et qui sut guider à la victoire une révolution grâce à des

alliances et à des compromis au service d'une idée communiste inaltérable.

## COMMUNISTES ET SOCIALISTES

« *Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers* », proclamait le *Manifeste Communiste*, qui dit encore dans la péroraison : « *Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.* » Compte tenu des différences d'époques, des variations de la terminologie, de la caducité de certains points du célèbre document, l'idée essentielle des maîtres de la pensée communiste est claire et n'a jamais varié : les communistes ne doivent pas se détacher de l'ensemble de la classe ouvrière, quelque attardée qu'elle leur paraisse, quelque erronée que puisse être son idéologie influencée par la culture et les traditions bourgeoises, eussent-ils cent fois raison contre les autres partis ouvriers, ils ne doivent pas oublier que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et non celle d'une minorité avancée. L'avant-garde précède l'armée, elle ne s'en sépare pas, elle ne la combat pas. A supposer que le communisme actuel soit une avant-garde, où donc serait la masse sinon dans les rangs du socialisme et du syndicalisme réformistes, voire sous l'influence du radicalisme petit-bourgeois et du catholicisme social ?

Réfutant l'affirmation d'un message de l'Internationale Communiste au Congrès de Lyon (janvier 1924) où le parti socialiste était traité de « cadavre », Léon Trotsky écrivait : « *Il est trop facile de parler du Parti socialiste comme d'un cadavre pour lequel ne votent que « de rares ouvriers ». C'est une illusion. Le parti socialiste en France est une organisation électorale qui entraîne une portion considérable d'ouvriers passifs et demi-passifs. Si chez les communistes, la proportion entre les membres organisés et les électeurs est par exemple de 1 à 10 ou à 20, chez les socialistes elle peut être de 1 à 50 ou à 100.* »

Quelques mois plus tard, les élections confirmaient cette appréciation lucide, conforme à l'analyse marxiste et plus authentiquement communiste que des dénonciations virulentes de démagogues. Malgré une forte inclinaison vers le radicalisme républicain, après la scission de Tours, le Parti socialiste est resté un parti ouvrier. Fût-il même devenu petit-bourgeois dans sa composition, est-il conséquent pour le parti communiste qui tend à gagner les « classes moyennes » de le prendre comme cible au profit des groupements conservateurs ou réactionnaires ?

La distinction entre les « chefs » et les « masses », à laquelle on recourt pour justifier une guerre communiste contre le socialisme, ne résout nullement la difficulté. Cette distinction réside dans la conviction des communistes et ce n'est pas le moyen de la faire passer dans l'esprit des ouvriers socialistes que de traiter ceux-ci en inconscients dominés par des leaders tout-puissants. La solidarité entre la masse et ses représentants est réelle ; il arrive que ceux-ci soient dépassés par celle-là, mais seulement dans de courtes périodes historiques déterminées ; et dans l'un et l'autre cas, il ne suffit pas de vitupérer pour convaincre une masse de changer de parti. C'est seulement par une supériorité évidente de l'action et une constance dans le maintien des principes que le communisme pourrait conquérir des forces traditionnellement attachées à l'organisation socialiste et que retient, par besoin de sécurité, la prudence des cadres contrastant avec les risques d'une activité plus hardie.

Dans son ouvrage sur *l'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*, Lénine voit dans la formation d'une couche ouvrière privilégiée la cause profonde de la psychologie social-démocrate. Sans discuter ici ce point de vue, il faut observer qu'il est incompatible avec une tactique tendant à combattre les effets en négligeant les causes et à rendre quelques prétendus « chefs » coupables d'un phénomène aux origines si précisément indiquées. La manie d'imputer aux leaders socialistes la responsabilité de tous les

maux, de la part de gens qui affectent simultanément un déterminisme économique rigide, outre qu'elle ajoute une contradiction à mille autres, traduit une tendance anthropomorphiste très caractéristique d'une mentalité primitive, d'une inculture dangereuse.

Le communisme déclinant court à sa perte dans la voie où il est engagé. Son avenir ne peut être sauf que par une rupture nette avec l'actuelle politique, l'actuelle tactique dont la péripétie électorale n'est que l'illustration. Il devra revenir à la conception marxiste, à la pratique léninienne des alliances, ou il s'isolera et s'épuisera dans une agitation factice.

La pire éventualité pour le Parti communiste serait de réussir dans son entreprise insensée de favoriser, lors des élections législatives, les candidats les plus réactionnaires contre les socialistes : l'Union soviétique et la classe ouvrière française ne tarderaient pas à faire les frais de l'opération en attendant qu'elles se retournent contre les artisans de l'aventure. Mais un tel succès n'est pas à craindre. La classe ouvrière ne suivra pas les conseils de politiciens pseudo-révolutionnaires irresponsables. La majorité des communistes eux-mêmes méprisera les ordres d'une clique sans principes et comprendra instinctivement que quand la doctrine et la tradition du communisme sont bafouées par ceux qui s'en prétendent les dépositaires, la désobéissance est le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs.

Boris SOUVARINE

# La dernière session de notre Comité central

Le Comité central qui a siégé du 11 au 13 janvier, à la suite de l'Exécutif élargi, a examiné la situation internationale et les tâches des partis de l'I. C., la situation en France et les mots d'ordre de notre Parti, la discussion au sein du P. C. R. et ses prolongements dans les Partis communistes.

Les débats ont montré que le Parti communiste français accorde pleine confiance à sa direction, de même qu'il approuve la politique défendue par la majorité du Parti frère de Russie et l'activité du Comité exécutif de l'Internationale.

## Les perspectives internationales

Les camarades Sémard et Monmousseau ont rapporté sur la situation internationale et sur les tâches de l'Internationale communiste.

Le 7<sup>e</sup> Exécutif élargi constate le caractère précaire de la « stabilisation » capitaliste déjà signalée par les Congrès et Exécutifs antérieurs. On ne peut parler d'une stabilisation *d'ensemble* du capitalisme mondial, car il continue à décliner, mais seulement d'une consolidation économique et politique provisoire de certains pays ou groupes de pays. Cela se traduit par la disparition, dans certains pays, de la situation directement révolutionnaire qui y existait, comme en Allemagne en 1923. Mais dans l'ensemble, le monde capitaliste n'a pas réussi, ne pourra réussir à retrouver son équilibre et sa prospérité d'avant-guerre.

Trois facteurs principaux de désagrégation minent l'impérialisme mondial :

a) L'U.R.S.S. dont l'existence soustrait au capitalisme de vastes débouchés dont il aurait besoin et qui se développe dans le sens du socialisme. L'U.R.S.S. sert d'appui au mouvement ouvrier international et aux révoltes des peuples opprimés par l'impérialisme.

b) *La crise anglaise,*

c) *La révolution chinoise et celle des pays coloniaux,* qui rétrécissent la base économique de l'impérialisme en même temps qu'elles lui créent les plus grandes difficultés politiques.

On ne saurait dans ces conditions parler, comme les chefs social-démocrates qui soutiennent la bourgeoisie, d'une nouvelle période de prospérité de l'impérialisme mondial.

Les contradictions entre les Etats se multiplient; elles ne s'atténuent sur un point que pour reparaître aggravées sur un autre. Au point de vue économique, tandis que certains états se rétablissent et grandissent (Allemagne), d'autres déclinent (Angleterre).

C'est pourquoi d'une part les tentatives de réglementation internationale des rapports politiques entre puissances s'avèrent utopiques (crise de la S.D.N., retour aux alliances d'Etat à Etat); c'est pourquoi d'autre part, les accords économiques internationaux (Cartel de l'Acier) sont précaires, et minés dès leur conclusion par des contradictions insurmontables.

L'impérialisme tente de sortir de la crise d'après-guerre par la *rationalisation*, qui vise à diminuer le coût de la production, en vue de la conquête des marchés extérieurs. Cette rationalisation s'effectue par la diminution des salaires et l'allongement de la journée de travail, par la trustification accentuée, par l'introduction des méthodes les plus modernes de production, l'exploitation accrue des ouvriers.

Cette situation détermine les tâches de l'Internationale communiste. Il faut dresser le

prolétariat mondial contre les interventions impérialistes qui visent l'U.R.S.S., alerter les masses contre les dangers de guerre.

Il faut soutenir le prolétariat anglais dans sa lutte, aider en particulier le mouvement minoritaire dans son action qui tend à orienter le mouvement syndical anglais vers la lutte de classes.

Il faut faire le maximum pour le soutien effectif de la révolution chinoise. Il faut enfin répondre vigoureusement à l'offensive capitaliste de stabilisation et de rationalisation aux frais du prolétariat, et pour cela : défendre les 8 heures et les salaires, lutter contre le chômage et ses suites. Il faut stigmatiser la politique socialiste et réformiste de soutien de la tentative capitaliste de rationalisation.

Le front unique de tous les ouvriers est une nécessité primordiale. Un mouvement syndical puissant doit être créé dans tous les pays. Il faut organiser méthodiquement et développer une aile gauche dans les syndicats réformistes, et soutenir le mouvement de gauche à tendance unitaire dans l'Internationale d'Amsterdam Il faut renforcer la lutte pour l'unité syndicale.

L'appréciation fautive de l'opposition russe et de ses partisans dans les sections de l'I.C., sur les perspectives internationales s'est traduite par une attitude erronée à l'égard du Comité anglo-russe et de l'activité communiste dans le Kuomintang. L'opposition sous-estime les facteurs de désagrégation du capitalisme que constituent les mouvements d'indépendance, dans les pays coloniaux, en particulier en Chine, et les contradictions et divergences d'intérêts qui opposent les unes aux autres les puissances impérialistes. L'opposition n'apprécie pas à sa valeur la force de l'U.R.S.S. qui marche au socialisme et constitue un puissant facteur s'opposant à la stabilisation du capitalisme.

Devant le dernier Comité central, les partisans de l'opposition, à l'inverse de ses porte-parole à l'Exécutif, n'ont élevé aucune objection sur les perspectives tracées par l'I.C., au sujet de la situation internationale et des tâches du Parti.

Ils ont voté la résolution présentée au C.C., en conclusion des débats, sur l'activité générale de l'I.C.

Il convient de souligner à cet égard les attitudes contradictoires des représentants de l'opposition à l'Exécutif et de ses partisans en France.

### **La question russe**

Le problème fondamental soulevé dans la discussion au sein du P.C.R. est celui-ci : est-il possible de construire le socialisme dans un pays isolé ? Et plus spécialement : l'U.R.S.S. peut-elle édifier le socialisme par ses propres moyens, sans l'aide rapide de la révolution mondiale ?

L'opposition le nie, tandis que la majorité, en accord avec le point de vue léniniste, l'affirme.

De cette différence d'appréciation, sur une question fondamentale découlent des divergences sur les problèmes les plus graves.

L'opposition fonde implicitement sa démonstration de l'impossibilité de construire le socialisme en U.R.S.S., sur la conception d'un recul indéterminé de la perspective révolutionnaire.

Elle est profondément pessimiste quant à l'appui que le prolétariat mondial apporte et apportera à l'U.R.S.S. Sa position, logiquement approfondie, amènerait à considérer que la prise du pouvoir en 1917 fut une faute, - et que les prolétaires et paysans chinois ne doivent pas tenter de prendre eux-mêmes le pouvoir.

Le trait caractéristique de l'opposition, c'est la sous-estimation des forces internes de développement de l'Union soviétique. C'est ce qui l'entraîne à une fausse appréciation de la NEP, qu'elle dénonce comme un *recul* incessant devant les éléments capitalistes, alors qu'elle est un chemin vers le socialisme.

Pour la campagne en particulier, l'opposition exagère intentionnellement le danger du «koulak», et la politique qu'elle préconise aboutirait à rompre l'alliance entre les ouvriers et les paysans, et mettrait en péril le régime soviétique même. Telle est en particulier sa politique d'élévation du prix des produits industriels, sa politique d'impôts excessifs sur les paysans.

L'attitude de l'opposition au 7<sup>o</sup> Exécutif élargi a prouvé qu'elle revenait en fait sur sa soumission du 16 Octobre. Cette soumission ne fut qu'une retraite momentanée dans le but d'attendre le moment propice pour recommencer la lutte.

Les déclarations de Zinoviev, Trotski, Kamenev, à l'Exécutif sont une violation de la soumission du 16 Octobre ; elles constituent un appel à la reprise de la lutte fractionnelle, tant dans le P.C.R. que dans l'Internationale.

Le 7<sup>o</sup> Exécutif a condamné la plate-forme politique et les méthodes de lutte du bloc oppositionnel. Il a invité les sections de l'I.C. à lutter énergiquement contre les tentatives de l'opposition et de ses partisans.

En France, le « bloc oppositionnel » n'a pas été réalisé, mais les conditions d'un rassemblement ont été créées, et l'opposition française quoique dispersée, possède en fait une direction unique, qui est le bloc Zinoviev-Trotsky-Kamenev.

Les partisans en France de l'opposition ont évité le plus longtemps possible de se prononcer sur le fond, d'indiquer clairement leur attitude.

Ils refusèrent, au C.C. du 21 octobre, de voter la résolution faisant confiance au C.C. du P.C.R. et enregistrant la soumission de l'opposition. Par la suite, *Jacob*, tout en approuvant la soumission de l'opposition du P.C.R., déclara qu'à son avis «la politique appliquée par la majorité du P.C.R. était fausse» ; puis *Suzanne Girault*, à la veille du 7<sup>o</sup> Exécutif, prenait position sur le fond, en refusant d'approuver les sanctions prises par le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. contre l'opposition, en se déclarant ; sur de nombreux points, d'accord avec elle et en désavouant les méthodes de lutte employées contre l'opposition. Elle se déclarait ainsi indirectement partisan de la « démocratie ouvrière », se rencontrant là avec les conceptions trotskistes et celles des droitiers du P.C. F.

Au C.C. l'opposition se devait d'expliquer à fond son attitude sur les problèmes politiques. Elle ne l'a pas fait, elle s'est contentée d'explications personnelles, de protestations sentimentales, sur des points particuliers. Aux exposés politiques faits, tant sur la situation nationale et internationale que sur la discussion russe, l'opposition n'a rien objecté ; elle n'a fait aucune intervention qui présente un intérêt politique quelconque.

Le C.C. du P.C.F. s'est prononcé sur le fond, il s'est rangé aux côtés du Parti frère de l'U.R.S.S. et a approuvé les travaux et les décisions de l'Exécutif élargi.



# Le redressement nécessaire



Sous ce titre, dans les premiers commentaires à la Lettre Ouverte du Comité Central, nous nous sommes arrêtés plus particulièrement aux caractéristiques de la situation actuelle en France et parce que cela devenait urgent, à la détermination de la tactique électorale du Parti.

Cependant, chaque membre du Parti a compris que là ne se bornait pas la volonté de « redressement » du Comité Central. L'auto-critique concentrée sur notre attitude vis-à-vis de la répression doit être élargie aux autres domaines de notre activité. Les tâches pratiques du Parti ne sont pas précisées une fois pour toutes. En un mot, la Lettre Ouverte de Novembre ne peut être considérée comme une fin. On doit la comprendre comme un point de départ dans notre travail pour l'élaboration et l'application d'une ligne fermement communiste.

C'est dans cet esprit que nous abordons l'examen des questions d'organisation, que l'on a trop tendance à séparer arbitrairement des problèmes politiques.

S'agit-il de recommencer le débat théorique sur les formes d'organisation d'un Parti Communiste ?

Non, quoique ce débat soit loin d'être vidé. Il faut maintenant partir des premiers résultats obtenus, des difficultés rencontrées, des erreurs commises, des défaillances constatées pour poursuivre l'étude théorique des questions d'organisation et pour les résoudre pratiquement. Il faut donc poser ces questions sous une forme simple et « terre-à-terre » en liaison avec les tâches politiques du Parti.

Car de même que les thèses politiques adoptées par nos congrès et conférences n'étaient généralement pas erronées et que la faute principale pour le Parti fut de ne pas les observer strictement, de même les questions d'organisation ont fait l'objet de multiples résolutions dont la plupart demeurent justes et demandent seulement à être appliquées.

En particulier la résolution de la Conférence d'Organisation de Lille qui fixait comme tâches principales la conquête des grosses entreprises et la création des fractions syndicales. Nous voulons nous en tenir pour l'instant exclusivement aux cellules.

C'est un fait qu'en dépit de maintes déclarations la réorganisation fut plus formelle que réelle. Dans quelques régions un cadre actif de jeunes ouvriers se mit avec ardeur, sinon avec prudence, à créer des cellules d'entreprises. Ailleurs, on se contenta de débaptiser la section et, tout au plus, de la couper arbitrairement en quelques tronçons sans vie parce que sans base définie.

Dès les premières difficultés, les militants travaillant dans les cellules se firent plus rares. Insuffisamment conseillés et aidés par les comités régionaux et de rayons, quelques-uns se découragèrent et leurs cellules végétèrent ou même disparurent complètement. Ce fut surtout le cas dans les entreprises privées où la répression patronale apporta un obstacle d'autant plus difficile à surmonter que l'expérience était minime et la méthode imprudente.

Il est des cellules qui résistèrent et dont l'influence n'a cessé de croître, mais elles sont pour la plupart constituées dans des administrations et des services publics. Les exceptions sont rares.

Et c'est là une situation qui doit nous donner à réfléchir. Le Parti doit, bien entendu, or-

ganiser dans tous les rouages qui commandent la vie de la société capitaliste : transports, services publics, administrations, etc ... Mais il doit aussi et surtout posséder une base prolétarienne sûre et combative dans la production même, dans les fosses, dans les forges, dans les usines mécaniques et textiles.

Or, c'est là que le Parti compte le moins de forces organisées. Ce qui ne veut pas dire que notre influence est nulle sur le prolétariat des grandes usines. Au contraire, assez souvent, nous disposons d'une influence prépondérante, dans ces entreprises et le danger, c'est que nous ne soyons pas parvenus jusqu'ici à y constituer et à y faire vivre de véritables cellules d'entreprises.

On constate même dans de nombreuses régions un mouvement de désaffection vis-à-vis des cellules qui ne s'affirme pas toujours ouvertement qui doit être combattu avec acharnement.

[...]

Même dans notre Région parisienne, la plus avancée dans la voie de la réorganisation, il y a un faible pourcentage d'adhérents organisés dans des cellules industrielles, en particulier dans les grosses entreprises métallurgiques. Les quelques cellules existantes sont très souvent isolées des travailleurs de l'usine et ne fournissent pas un travail suivi. C'est ce qui ressort de tous les rapports des rayons tant à propos des mouvements grévistes de 1926, que de la grève du 8 août en faveur de Sacco et Vanzetti. Sauf de rares exceptions, ce ne sont pas les cellules qui ont été l'élément dirigeant et déterminant le 8 août, sans doute quelques militants, des rayons, des sous-rayons et aussi des cellules ont fourni individuellement un gros effort, mais les cellules, en tant qu'organisation du Parti dans l'entreprise, n'ont pas joué un grand rôle.

Il y a de nombreuses raisons ou prétextes pour expliquer l'inexistence des cellules ou l'insuffisance de celles qui existent. Dans un rapport développé, devant la Section d'Organisation du C.C., le représentant de la Région parisienne en donne 5 : 1° Répression ; 2° Faiblesse idéologique ; 3° Habitation loin du lieu de travail ; 4° Ralentissement du front unique à la base ; 5° Chômage et baisse des salaires.

Nous verrons ce qu'on peut penser des motifs invoqués par nos camarades de la R.P. pour expliquer notre excessive faiblesse dans la grande industrie. Mais disons tout de suite que la première, la principale des causes, est l'orientation générale des campagnes du Parti dirigées fréquemment vers le plan local, au lieu d'être résolument tournées vers les usines. Ce fut le cas de la campagne tardive contre l'avènement du gouvernement d'Union Nationale. A la suite de cette campagne, le Comité Central (Octobre 1926) montra l'inquiétante disproportion entre le rôle joué par l'*Humanité* et le groupe parlementaire, excellents facteurs d'agitation, et le travail pratique quasi nul des cellules d'entreprises. Le Comité Central dans une résolution spéciale, insista alors sur l'urgente nécessité de remédier à cette grave faiblesse. Il faut rappeler cette résolution à la veille de la campagne électorale. L'effort du Parti, à cette occasion doit être porté principalement dans les usines; réunions d'usines, travail des cellules, journaux d'entreprises, etc ...

La deuxième cause, conséquence de la première, c'est l'attention notoirement insuffisante des Comités du Parti., à *tous les échelons* pour le travail des cellules. Sans doute, de temps en temps, tel Comité de région ou de rayon inscrit à son ordre du jour « la question des cellules », mais c'est alors une manifestation toute formelle. Le travail du Parti dans les usines est séparé arbitrairement de toutes les questions politiques. On discute, par exemple, de la campagne contre les dangers de guerre, de la lutte pour l'amnistie, de la campagne électorale, etc ... puis une fois par hasard, des « cellules ». Alors que *toute* la politique du Parti doit être examinée sous l'angle du travail de nos cellules d'entreprises. [...]

La troisième cause, c'est l'absence dans chaque comité du Parti d'un plan de travail sys-

tématique, préparé et exécuté par une Section d'organisation. Le principe énoncé à Lille « Moins, mais mieux » n'est pas observé et les efforts d'organisation sont dispersés au hasard au lieu d'être ramenés à un objectif constant : la pénétration dans les grandes usines. Les Sections d'organisation ne sont pas constituées dans tous les Comités du Parti.

Pendant la période 1924-1925, sous l'impulsion de la direction extrême gauchiste, on ne parlait et ne vivait que pour l'organisation. La bolchevisation du Parti devenait, par une application mécanique, presque exclusivement « organisatoire », une épouvantable caricature des justes décisions du V<sup>o</sup> Congrès. A présent nous courons le danger contraire. Sous prétexte de ne pas rétrécir les problèmes politiques posés devant le Parti les meilleurs militants dédaignent les questions d'organisation. C'est une erreur au moins aussi grave que de prétendre tout régler par l'organisation.

Il existe parfois une section d'organisation, mais c'est alors un appareil « bureaucratique » (rapport de la Région parisienne) noyé dans la paperasse et sans liens vivants avec les cellules.

Après avoir vu les causes essentielles de notre faiblesse d'organisation, examinons maintenant les raisons invoquées par notre Région parisienne.

Plusieurs de ces raisons ne nous semblent pas déterminantes. La « faiblesse idéologique » du Parti peut expliquer certaines difficultés mais pas la « disparition » des cellules d'entreprises. C'est ici un cercle dont nous ne sortirions pas : « Le Parti n'a pas de cellules actives parce qu'il est faible; mais le Parti est faible parce qu'il n'a pas de cellules ». Le renforcement idéologique de nos adhérents s'effectue en partie par l'étude, en partie, et pour la plus grande partie, dans le travail pratique.

De même pour le « ralentissement du front unique à la base ». Il est évident que le Parti et ses organisations ne sauraient se renforcer sans travail parmi-les masses et par conséquent sans une pratique constante du front unique à la base. Mais là aussi il faut bien constater que ce travail ne se fait pas ou se fait mal, parce qu'il n'y a précisément pas de cellules ou qu'il n'y en a plus.

Le chômage et la baisse des salaires peuvent amener dans une faible mesure une baisse des effectifs, mais cela n'explique pas non plus la « disparition » des cellules. Parce que, encore une fois, ce n'est pas toujours *l'adhérent qui disparaît, mais la cellule*. Quant à l'adhérent nous le retrouvons assez souvent dans une cellule de rue.

L'habitation loin du travail, c'est déjà plus sérieux, surtout pour la R.P

[ ... ]

Il reste donc la « répression ». Sans l'exagérer, il faut reconnaître qu'elle entrave assez sérieusement le travail de nos cellules dans l'industrie privée. Alors qu'au début le patron était quelque peu surpris par notre nouvelle méthode de lutte, il s'est depuis ressaisi. Il a passé, très souvent, à l'offensive contre nos militants, contre nos cellules. Dans certaines entreprises de la R.P., il a même procédé à l'organisation d'un système de police et de mouchardage anticommuniste qui exige de notre part, des méthodes spéciales d'autoprotection.

La première question, à-propos de la répression, c'est donc d'organiser le travail clandestin » de la cellule de telle façon que le patron ne puisse mordre sur elle. C'est un long apprentissage à faire. Il n'y a pas de recettes universelles. C'est dans chaque entreprise que les militants du Parti doivent trouver les méthodes d'agitation, de pénétration qui conviennent en s'inspirant des directives générales que l'expérience de tous permettra d'acquérir. Et c'est ici qu'apparaît encore le rôle de la Section d'Organisation du sous-rayon, du rayon, de la région, qui rassemble cette expérience et en fait profiter toutes les organisations de base.

La deuxième question, c'est le fonctionnement du bureau de la cellule. Et c'est vrai pour tout le travail des cellules en général. C'est d'un bureau actif, d'un secrétaire intelligent et capable que dépendent présentement la vie ou la paralysie de nos cellules. C'est dire le souci qui doit animer les organismes intermédiaires sur cette question essentielle : la formation et le soutien des directions de cellules.

Et maintenant, disons que pour notre Région parisienne tout spécialement, une raison essentielle, sinon la plus essentielle de notre faiblesse dans les grosses entreprises, *c'est le manque d'une activité syndicale soutenue*. Pour des motifs que nous devons examiner en détail, dans d'autres articles, les syndicats industriels de la R.P. sont exclusivement faibles. 5 000 syndiqués sur 250.000 métallurgistes de Paris et sa banlieue. C'est là le point névralgique. Aussi longtemps que nous ne parviendrons pas à développer le syndicat de la métallurgie, à l'enraciner profondément au moyen de sections d'usines puissantes, nous n'aurons aucune chance de créer et maintenir de fortes cellules d'entreprises. La première tâche de nos cellules de la métallurgie, c'est la création des sections syndicales d'usines. La première tâche des sous-rayons, des rayons et du Comité Régional de la R.P., c'est le renforcement du syndicat de la métallurgie.

Ainsi la situation est sérieuse pour l'ensemble du Parti. Il n'y a pas à se cacher les difficultés, mais il faut avoir la volonté de les surmonter.

L'organisation du Parti reste faible, très faible. Alors que de multiples tâches lui sont imposées par l'aggravation de la lutte des classes, son organisation dans les usines n'est pas suffisamment développée. La prochaine conférence d'organisation étudiera à fond la situation et déterminera notre travail pratique en conséquence.

Elle accomplira sa besogne dans l'esprit de la *Lettre Ouverte* de novembre, et comme un nouveau pas dans le « redressement du Parti ».

**Maurice THOREZ**

*Cahiers du Bolchevisme* de janvier 1928

## L'Assemblée exclut du Parti les chefs français de l'opposition trotskyste

Comme il fallait s'y attendre après les discours de Suzanne Girault, de Barré et de Treint, l'opposition s'est refusée à renoncer à son travail de sabotage du Parti. Sommée de répondre aux questions précises qui lui étaient posées, elle s'est réfugiée dans une misérable échappatoire. Le document contenant ses conditions et que Barré est venu lire à la tribune de la Conférence constitue un véritable défi à notre parti et à l'I.C..

Barbé, dans un discours vigoureusement ramassé, lui a fait la réplique qui convenait. Après avoir démoli comme château de cartes l'argumentation spéieuse de Suzanne Girault et les affirmations absurdes de Treint, il a placé le problème sur son véritable terrain :

« Allez dire, a-t-il déclaré, s'adressant à Suzanne Girault et à ses amis, *aux marins de Toulon et de Shanghai qui suivent nos mots d'ordre, qui risquent les conseils de guerre et le bain pour se dresser de toutes leurs forces contre l'impérialisme, que le Parti communiste français est opportuniste et qu'il trahit leurs intérêts de classe !... Entre vous et nous, a-t-il conclu, ce n'est pas une question de majorité ou de minorité, ni de direction à fraction à fraction, C'EST UNE QUESTION DE CLASSE. Entre vous et nous, c'est une question de lutte entre le parti de la classe ouvrière que nous représentons et les petits bourgeois enragés dont parlait Lénine et que vous êtes ! »*

Après cette intervention décisive, le vote de la Conférence Nationale ne pouvait être douteux. Par 169 contre 1 et 4 abstentions, Treint, Suzanne Girault, Barré, et Marguerite Faussecave ont été exclus du Parti. Ce vote qui les frappe de la sanction suprême devait être la conclusion logique du long débat au cours duquel ils ont montré, comme l'a souligné Barbé, qu'ils sont en désaccord absolu avec les principes, le programme, la discipline léniniste de l'I.C. et de notre Parti.

\*

\*\*\*

La question de l'opposition réglée, notre camarade Sémard a présenté son rapport sur les résultats de la *Lettre ouverte* et les tâches du Parti. Il a fortement marqué la nécessité de poursuivre la politique de redressement du Parti en renforçant notre organisation sur la base des cellules d'usines, en luttant énergiquement contre la répression, contre la rationalisation bourgeoise, contre l'Union Nationale et ses alliés, contre les dangers de guerre !

Ce rapport a produit une profonde impression sur la Conférence. Les décisions qu'elle prendra marqueront certainement son complet accord avec la direction du Parti, tant sur les questions soulevées par la situation politique et économique actuelle que sur le point particulier de la tactique électorale. Elles seront un nouveau pas en avant dans le travail de redressement du Parti, déterminé par la *Lettre ouverte*.

Paul Bouthonnier.

*L'Humanité* du 1<sup>er</sup> février 1928.

JEAN SAURES... 30 CENTIMES

l'Humanité ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

ABONNEMENTS... SERVICE DE PUBLICITE

Contre la trahison des chefs socialistes : FRONT UNIQUE OUVRIER !

Au service de Poincaré LES MENSONGES DE M. BLUM

M. Blum ne peut pas croire... Les socialistes ont été trahis... M. Blum a dit...

L'Union Nationale ! L'Union Nationale c'est la concorde et la paix par l'Union des partis...

L'UNION NATIONALE C'EST : Au point de vue financier et fiscal 13 milliards d'impôts indirects nouveaux...

Au point de vue économique La vie chère ; La politique de rationalisation capitaliste... C'EST-A-DIRE : La crise économique et le chômage...

EN UN MOT, L'UNION NATIONALE c'est le fascisme légal le fascisme larvé

Les socialistes, dans tout le pays, sont allés aux radicaux... LE PARTI COMMUNISTE seul à la tête de la classe ouvrière et paysanne

Après Billiet, la Sûreté générale... AU SOCIALISTE FIANCETTE LES FÉLICITATIONS DE LA POLICE !

M. André Billiet, directeur de la police judiciaire... Les socialistes ont été trahis... M. Billiet a dit...

AUJOURD'HUI VIVE MARTY !

Un effort désespéré... Les socialistes ont été trahis... M. Billiet a dit...

BEA KUN A ÉTÉ ARRÊTÉ A VIENNE



BEA KUN A ÉTÉ ARRÊTÉ A VIENNE

## Troisième partie :

# La victoire de Staline et l'orientation de la troisième période (1928-1930)

Le VI<sup>o</sup> Congrès de l'IC a défini l'orientation, une résolution du Présidium de l'IC de septembre 1928 fixe les axes.

Nombre de jeunes militants du PCF acceptent cette orientation car elle correspond à ce qu'ils vivent à cette époque : arrestations, bagarres, manifestations très dures comme celle de Sacco et Vanzetti, lutte à contre courant... Mais sur cette orientation « classe contre classe », le parti enregistre une défaite cinglante aux élections de mai 1928 : plus de la moitié des sièges sont perdus, il ne reste que 12 députés.

Le Congrès de St Denis est entièrement fabriqué (mars 1929). Les résolutions, traduction des directives du Komintern, sont entièrement élaborées en dehors des organismes réguliers du parti.

Rappoport raconte : « Exemple : mon intervention au Congrès de ST Denis où j'ai critiqué les chefs à la direction du parti en disant que ce sont des généraux à la Soubise, à la recherche de leurs armées perdues. Le parti me rappelle un cul-de-jatte qui passe sa vie à se demander sur quel pied danser, sur le pied droit ou sur le gauche. Rien de tout cela n'a paru dans L'Humanité qui n'a publié que des informations insignifiantes... » (Cité par Robrieux, lettre du 16 mars 1932.)

Benoît Frachon a présenté un long exposé sur la situation internationale pour montrer que la France participait activement à la préparation de la guerre contre l'Union soviétique avec l'aide des "social-fascistes". L'élection de la nouvelle direction soulève des mécontentements, le X<sup>o</sup> plénum de l'IC accentue le cours ultra-gauche :

« La maturation du nouvel essor du mouvement ouvrier révolutionnaire et l'entrée dans les gouvernements de la social-démocratie en Allemagne et en Angleterre posent à l'Internationale et à ses sections, avec une acuité particulière, la tâche de renforcer décisivement la lutte contre la social-démocratie et en particulier contre l'aile gauche qui est l'ennemi le plus dangereux dans le mouvement ouvrier et l'obstacle principal à une élévation de l'activité militante des masses ouvrières... » (Thèses sur la situation internationale et les tâches futures de l'Internationale - cité par ROBRIEUX p.336 Histoire intérieure du parti communiste 1920-1945 - Fayard 1980)

La direction de l'Internationale décide d'organiser une journée internationale contre la guerre le 1<sup>er</sup> août. Préparée bureaucratiquement, sans aucune démarche unitaire, elle sera un échec révélateur de l'isolement du PCF. Lors du Comité central clandestin qui se tient à Achères, la police opère une descente et arrête Thorez qui est transféré à la prison de la Santé puis à la prison de Nancy.

La situation de crise en URSS, les échecs sévères subis par différents partis communistes amènent Staline à remettre en cause non pas l'orientation politique de la troisième période (Au contraire, celle-ci va trouver son expression la plus catastrophique face à la montée du fascisme en Allemagne), mais la manière dont elle s'applique dans les différents partis. Il faut trouver des boucs-émissaires. Le groupe « Barbé-Célor » ne va pas tarder à être sur le banc des accusés.

Cette troisième partie contient la reproduction de l'intervention de Maurice Thorez à une réunion de l'exécutif de l'Internationale communiste (*Correspondance Internationale* n°78 du 8 août 1928); le rapport de Maurice Thorez sur les conclusions du VI<sup>ème</sup> Congrès du PCF (*L'Humanité*, avril 1929); un article de Maurice Thorez intitulé « *Le Parti communiste, unique parti du prolétariat* » (*L'Humanité* du 19 décembre 1928); la résolution du VI<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale communiste sur la campagne internationale contre la guerre; « *En rangs serrés* », article de *L'Humanité* du 31 juillet 1929; un article de l'Internationale communiste du 15 novembre 1929 et enfin la reproduction de la déclaration parue dans *Le Bulletin communiste* (janvier 1929) au sujet de la déportation de Léon Trotsky.

## Intervention de Maurice Thorez à l'Exécutif de l'IC

Camarades, je veux insister sur ce que le camarade Boukharine a justement appelé le « tournant » dans la tactique de l'IC et de ses plus importantes sections ainsi que sur les conditions d'éclaircissement idéologique et politique qui permettent aux partis d'effectuer ce tournant.

Le problème se pose de la façon suivante : comment, dans la situation actuelle, alors que se développent sur la base de la rationalisation un processus tout à fait complexe de radicalisation d'une part, de renouveau d'illusions réformistes d'autre part au sein de la classe ouvrière, alors que s'opère une certaine différenciation au sein même du prolétariat, comment poser le problème de la conquête des masses ? [...]

Mais ceci pose deux conditions

- 1° une position juste vis-à-vis de la social-démocratie et dans la tactique de front unique
- 2° un travail syndical et un travail d'organisation tout à fait sérieux.

On a déjà constaté comment dans la période actuelle, le parti communiste et le parti socialiste développent leur influence parallèlement. Il faut examiner quelles sont les bases de la social-démocratie. Nous pensons qu'elles sont dans ces couches prolétariennes qui sont, dans la période de rationalisation, relativement favorisées ; ensuite, dans les catégories de fonctionnaires et d'employés, et enfin – et c'est très important à constater – dans les couches radicalisées de la petite bourgeoisie qui évoluent vers la gauche.

C'est évidemment une des raisons essentielles qui permettent d'affirmer qu'on ne peut plus considérer la social-démocratie, sous le même angle que le font beaucoup de camarades, c'est-à-dire comme une organisation prolétarienne, ouvrière, s'appuyant presque exclusivement sur des couches prolétariennes. Il s'est produit une modification qualitative, une transformation dans le contenu social de la social-démocratie, dans la composition sociale de ses éléments constituants : effectifs, cadres, électeurs. Ces modifications sont à la fois, la cause et la conséquence de la politique de la social-démocratie. J'appuie sur la conclusion qui s'impose ; c'est qu'il ne peut être question à aucun moment de parler de buts communs entre le parti communiste et le parti socialiste. Il y a deux choses bien distinctes : la politique communiste qui va vers le socialisme et la politique « socialiste » qui lui tourne le dos et consolide la bourgeoisie.

En novembre dernier, après l'envoi de la « Lettre ouverte », qui fixait dans ses grandes lignes la tactique électorale du parti et notre politique générale, des camarades pouvaient encore écrire que nous avions des buts communs avec la social-démocratie.

Quand d'honnêtes ouvriers social-démocrates pensent que nous avons des buts communs avec la social-démocratie, que nous nous différencions seulement sur les questions de méthodes, que nous sommes un peu plus violents que les socialistes, mais que ces derniers arrivent au même but, c'est les tromper ; c'est renforcer leurs illusions que de dire qu'il existe des buts communs entre nous et les social-démocrates.

On peut également se laisser prendre aux phrases de gauche et croire qu'il peut y avoir au sein de la social-démocratie un courant gauche qui prenne une plate-forme, qui développe une autre politique que ceux qu'on a qualifiés couramment de droite du parti socialiste.

Par des méthodes et des phrases d'apparences différentes, la droite et la gauche concourent à la même politique. Ici aussi, nous insistons sur cette idée, parce qu'au dernier plénum, alors que nous disions que la ligne de rupture doit passer entre le parti communiste et

l'ensemble du parti socialiste lié à la bourgeoisie, des camarades de la délégation française prétendaient que la ligne de rupture doit passer au milieu du parti socialiste, que notre tâche est de gagner la gauche et de creuser le fossé entre la gauche et la droite.

Est-ce la négation de la tactique du front unique. Pas du tout, camarades. L'accentuation de notre lutte contre la social-démocratie ne signifie en aucune façon le renoncement à la tactique du front unique. Cela signifie qu'il faut s'orienter davantage vers le front unique à la base, pour la lutte directe à l'usine.

Encore jusqu'à ces derniers temps, la social-démocratie a conservé dans le Nord une position dominante au sein du prolétariat. Malgré la campagne acharnée des chefs socialistes contre nous, sur le mot d'ordre : « Vous faites le jeu de la réaction », oui depuis cette campagne, à plusieurs reprises, les ouvriers socialistes, communistes et réformistes ont réalisé le front unique dans les actions, ce qui jamais auparavant ne s'était réalisé. [...]

Je voudrais, camarades, donner ici très rapidement comme manifestation de la volonté de notre Parti de redresser sa ligne, un court aperçu sur notre tactique aux dernières élections législatives. Il s'agissait là de beaucoup plus que notre attitude envers la social-démocratie, il s'agissait d'une rupture tout à fait brutale et violente avec les traditions parlementaires qui, jusqu'à ces derniers temps, gangrenaient le parti, d'une rupture avec toute la vieille idéologie de « discipline républicaine » qui assimilait sous une forme plus ou moins ouverte, notre parti aux formations de la petite bourgeoisie et à la social-démocratie. Le but de notre tactique électorale était de dresser notre Parti seul contre tous. Avons-nous réussi ? Je pense que oui. Non seulement ce but a été atteint, mais les ouvriers qui sont sous l'influence de notre parti ont compris cette tactique. Voici les faits : au premier tour, le Parti communiste avait obtenu 1 070 000 voix. Au second tour, alors que le nombre des circonscriptions était moindre (439 au lieu de 612), là où nous avons obtenu au premier tour 880 000, nous en obtenions au second 820 000. C'est-à-dire que la pression inouïe de la bourgeoisie, que toute la bataille acharnée de la social-démocratie contre nous n'a pas réussi à influencer la masse essentielle des ouvriers qui suivent le PC. Pour la première fois nous avons réussi à engager la lutte politique sur un tout autre terrain et les ouvriers nous ont suivis.

Le parti est sorti de l'ornière « démocratique et parlementaire ». Est-ce que tout le Parti a appliqué cette tactique avec une unanimité parfaite ? Non, il y eu des défaillances, mais contre ces défaillances une réaction s'est produite à la base du Parti. Ceux qui avaient saboté consciemment ou inconsciemment la tactique du Parti, se sont vu accuser violemment par le Parti. Et cette réaction a été telle que moins de quinze jours ou trois semaines après, partout où des sabotages de la tactique électorale préconisée par le Parti et l'Internationale avaient été commis, des exclusions étaient prononcées ; des sanctions vigoureuses prises contre tous les fautifs. [...]

Je voudrais aborder la situation intérieure du Parti. Notre tactique électorale a été une manifestation de notre volonté de redresser le Parti. C'est dans tous les domaines, dans toutes les branches que doit se réaliser le « tournant ». Mais une des conditions nécessaires pour appliquer une telle politique, c'est que nous réussissions à convaincre l'ensemble des membres et des militants de notre Parti.

Je veux développer les raisons qui nous font proposer un amendement au passage des thèses du camarade Boukharine ayant trait à la situation intérieure du Parti communiste français.

Nous considérons qu'il n'est pas exact de mettre sur le même plan la lutte contre les déviations de droite et la correction des déviations de gauche. Nous proposons de renforcer le passage sur la lutte contre les déviations de droite.

Dans le PCF, il faut d'abord lutter contre l'opportunisme que nous considérons comme le danger le plus sérieux. Quelles sont les bases de l'opportunisme ? c'est d'abord une incompréhension manifeste de la situation actuelle, la quasi négation des dangers de guerre, l'incompréhension du mouvement d'émancipation qui grandit en ce moment aux colonies, la sous-estimation du mouvement de radicalisation de la classe ouvrière, une appréciation erronée de la social-démocratie ; c'est aussi la persistance des illusions qui naissent et se développent au sein de la classe ouvrière sur les possibilités d'obtenir des réformes, des améliorations par la politique « sociale » du gouvernement, du patronat, par la politique de la social-démocratie.

Pratiquement ces divergences se sont manifestées :

1° Dans une sous-estimation du rôle de l'impérialisme français. Il y a eu chez nous la tendance à combattre l'impérialisme mais surtout l'impérialisme voisin : l'impérialisme anglais, par exemple, à propos de l'expédition en Chine et à considérer dans ce cas précis que l'impérialisme français avait des intérêts totalement divergents de ceux de l'impérialisme anglais (on oubliait l'Indochine). On disait que l'impérialisme français ne suivrait pas l'impérialisme anglais dans sa politique brutale d'intervention en Chine. Cet état d'esprit s'est manifesté encore au sujet du rappel de Rakowsky, où l'on émettait des doutes sur la possibilité pour le gouvernement français de s'engager dans le front impérialiste contre l'URSS.

2° les divergences se sont manifestées dans l'appréciation du caractère de la répression. Alors que dès le début, nous disions que la nouvelle vague de répression est liée à la volonté du gouvernement et du patronat de procéder à la rationalisation, à la transformation de l'appareil militaire, à la préparation générale de la guerre impérialiste, certains camarades sous-estimant la valeur de cette répression, n'y voyant qu'une petite manœuvre parlementaire. Cela a conduit au légalisme. Des camarades de la direction se sont tranquillement laissés emprisonner. Nous devons insister sur ce point parce que le légalisme n'est pas encore complètement disparu et se manifeste encore par l'incompréhension du travail clandestin.

3° Ces divergences se sont manifestées aussi dans le freinage de la classe ouvrière.

4° Elles se sont manifestées aussi dans la position erronée au sujet de la tactique électorale qui conduisit au sabotage conscient de la tactique, du vote ouvert contre le parti communiste en faveur des candidats socialistes bourgeois, jusqu'à la résistance passive.

5° ces divergences se manifestent dans des déviations de la ligne syndicale, par des concessions aux conceptions anarcho-réformistes.

6° Elles se sont enfin manifestées dans une position révisionniste en matière d'organisation ; dans la position du « recul stratégique » dans l'organisation des cellules d'entreprises.

Toutes ces divergences se sont manifestées depuis un an. Des camarades les ont exprimées clairement et les ont défendues, soit dans les cercles dirigeants, soit même dans les grandes assemblées du Parti. D'autres camarades – c'est là un très grand danger- ont une position centriste, équivoque. En principe ils se déclarent d'accord avec l'analyse générale, les perspectives générales tracées en accord avec l'IC, mais en pratique, dans l'appréciation quotidienne des événements, ils se séparent de la ligne juste et – fait plus grave - ils ne

l'appliquent pas. Ils empêchent, en fait, la lutte. Contre les déviations opportunistes, contre la droite dont ils partagent parfois les conceptions.

C'est pourquoi, encore une fois, nous considérons que la lutte contre les dangers de droite dans le Parti communiste de France est la tâche la plus sérieuse.

Les déviations gauchistes ont été fréquemment la réaction saine des ouvriers du rang contre l'opportunisme de la direction. Le moyen sûr d'arracher ces bons ouvriers à l'influence de quelques éléments inconséquents et phraseurs qui les avaient orientés dans une voie fautive, c'est évidemment de pratiquer une politique ferme, une politique juste.

Le camarade Boukharine a dit, en parlant de la situation intérieure : ce n'est pas *seulement* une question de personnes, c'est surtout une lutte contre les traditions. Nous sommes d'accord avec une lutte contre les traditions. Nous sommes d'accord avec une telle formule. Nous ne pensons pas qu'on puisse réduire l'importance des problèmes politiques qui se posent actuellement devant les partis de l'Internationale, à des questions de personnes. Nous pensons toutefois qu'on ne peut séparer la discussion utile et profitable des positions prises par les militants.

Nous voulons seulement ajouter que les militants du parti français qui ont mené la lutte pour le « redressement » ont la ferme volonté de gagner tout le Parti et tous ses cadres à la politique du Parti et de l'IC. Toutefois, ils estiment qu'une des conditions pour poursuivre le redressement, c'est la prise de garanties politiques d'organisation qui permettent l'application de la ligne juste dans le Parti et dans l'IC.

*Correspondance Internationale n°78 du 8 août 1928*

**FONDATEUR**  
**JEAN JAURÈS**

102, rue MONTMARTRE, PARIS 11<sup>e</sup>

PARIS (11<sup>e</sup>) - 102, rue MONTMARTRE - 11<sup>e</sup>

**30 CENTIMES**

SERVICE GRATUIT

# L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

DIMANCHE 12 MAI 1926

**ABONNEMENTS**

FRANCE ET COLONIES  
12 mois : 30 fr. - 6 mois : 18 fr. - 3 mois : 10 fr.

ÉTRANGER  
12 mois : 40 fr. - 6 mois : 25 fr. - 3 mois : 15 fr.

QUINTE CÉLÉBRE PROTEGE : 200-17 PARIS

**SERVICE DE PUBLICITÉ**  
TELEPHONE LOUVRE 48-86

# VOTEZ CLASSE CONTRE CLASSE !

## UN CONTRE TOUS !

Depuis la fin de la guerre, le monde est en proie à une crise sans précédent. Les classes dirigeantes ont tenté de maintenir le statu quo, mais elles ont échoué. Les peuples se révoltent. Les gouvernements bourgeois sont incapables de résoudre les problèmes sociaux et économiques. C'est pourquoi nous devons voter pour le parti qui défend les intérêts de la classe ouvrière et paysanne.

Après la victoire de la révolution russe, les classes dirigeantes ont tenté d'étouffer le mouvement révolutionnaire. Elles ont organisé des interventions militaires et des répressions. Mais le peuple a résisté. La révolution s'est propagée dans de nombreux pays. C'est pourquoi nous devons voter pour le parti qui défend les intérêts de la classe ouvrière et paysanne.

## Bloc prolétarien contre Bloc socialo-bourgeois !

MANIFESTEZ EN MASSE

**CONTRE** la préparation à la guerre impérialiste  
la répression  
l'Union Nationale  
la S. F. I. O., parti ouvrier-bourgeois

**POUR** la défense de l'U. R. S. S.  
l'augmentation générale des salaires  
le gouvernement ouvrier-paysan

## VOTEZ POUR LES CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE !

## DES MUNITIONS POUR LE PARTI COMMUNISTE POUR "L'HUMANITÉ"

L'exemple d'un syndicat

Notre camarade GAZARD, directeur de l'Humanité, a reçu, lui, un très beau journal de l'Union nationale des personnes des colonies, publié par le parti et l'administration de la Seine, le "Nouvel Océan".

C'est un journal qui défend les intérêts des travailleurs des colonies. Il est très intéressant et très instructif. C'est pourquoi nous devons voter pour le parti qui défend les intérêts de la classe ouvrière et paysanne.

## COMMENT L'UNION NATIONALE PRÉPARE LA GUERRE

Les simulacres de bombardement de Vincennes sont la réalité de la guerre qui vient

Les travailleurs dénonceront la parade chauvine. Ils répondront à la mobilisation des avions de mort par la mobilisation ouvrière.

Les organes de la presse réactionnaire, tels que "Le Journal", "Le Petit Parisien", etc., ont tenté de déformer la vérité. C'est pourquoi nous devons voter pour le parti qui défend les intérêts de la classe ouvrière et paysanne.



**FONDATEUR**  
**JEAN JAURÈS**  
NÉ LE 20 MARS 1859, À MONTAUDAN (TARN)  
MORT LE 27 JANVIER 1913, À BORDEAUX  
30 CENTIMES

# L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

**ABONNEMENTS**  
1 an 120 francs  
6 mois 65 francs  
3 mois 35 francs  
15 jours 10 francs

## PARTOUT LES SOCIALISTES COLLABORENT À LA RÉPRESSION CAPITALISTE

En France, les socialistes ont toujours été les premiers à se lever contre l'oppression capitaliste. Ils ont été les premiers à réclamer la journée de huit heures, le droit de grève, la sécurité sociale, etc. Mais aujourd'hui, ils collaborent à la répression capitaliste. Ils ont voté la loi sur le chômage, la loi sur le licenciement, la loi sur le travail de nuit, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de grève, la loi sur le droit de manifestation, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de syndiquer, la loi sur le droit de faire grève, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de manifester, la loi sur le droit de faire grève, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de manifester, la loi sur le droit de faire grève, etc.

## SOUS LE SIGNE D'UNE LUTTE DE CLASSES RENFORCÉE Hier, à Saint-Denis, s'est ouvert le sixième congrès national du Parti Communiste Français

Tardieu et Chiappe avaient fait cerner la Maison Commune par une armée de policiers : la ville semblait en état de siège.

AU COURS DE LA PREMIÈRE SÉANCE DU CONGRÈS  
FRACHON, AU NOM DU BUREAU POLITIQUE  
PRÉSENTE LE RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Le congrès s'est ouvert hier à Saint-Denis, sous le signe d'une lutte de classes renforcée. Tardieu et Chiappe avaient fait cerner la Maison Commune par une armée de policiers : la ville semblait en état de siège. Au cours de la première séance du congrès, Frachon, au nom du Bureau Politique, présente le rapport sur la situation internationale.

Le congrès du Parti s'ouvre dans Saint-Denis en état de siège. Les socialistes ont voté la loi sur le chômage, la loi sur le licenciement, la loi sur le travail de nuit, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de grève, la loi sur le droit de manifestation, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de syndiquer, la loi sur le droit de faire grève, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de manifester, la loi sur le droit de faire grève, etc.

## Le Congrès du Parti s'ouvre dans Saint-Denis en état de siège

Le Congrès du Parti s'ouvre dans Saint-Denis en état de siège. Les socialistes ont voté la loi sur le chômage, la loi sur le licenciement, la loi sur le travail de nuit, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de grève, la loi sur le droit de manifestation, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de syndiquer, la loi sur le droit de faire grève, etc. Ils ont voté la loi sur le droit de manifester, la loi sur le droit de faire grève, etc.

Ne oubliez pas  
la souscription du Parti!

Ne oubliez pas la souscription du Parti!

## Dans un charbonnage belge 27 MINEURS MEURENT À LA SUITE D'UN INCENDIE D'UN GRISOU

Des sauveteurs sont surpris par un éboulement.

Le grisou!

Deuxième catastrophe

## JOURNÉE SPORTIVE

Ne oubliez pas la souscription du Parti!

## LES CRIMES DU FASCISME BULGARE



Vous lirez :



## On construit au Havre trois sous-marins destinés à la Pologne

On construit au Havre trois sous-marins destinés à la Pologne. Les grévistes d'Halban répondront aux chefs chrétiens et socialistes traîtres.

## LE «CEYLAN» A ÉTÉ ABORDÉ PAR UN VAPEUR À 80 MILLES EN MER

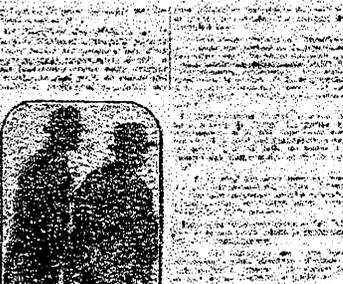
Les passagers et l'équipage ont pu être sauvés.

## On construit au Havre trois sous-marins destinés à la Pologne

On construit au Havre trois sous-marins destinés à la Pologne. Les grévistes d'Halban répondront aux chefs chrétiens et socialistes traîtres.

## Demain matin devant les usines...

Demain matin devant les usines... Les grévistes d'Halban répondront aux chefs chrétiens et socialistes traîtres.



# LA SITUATION DU PARTI APRÈS SON SIXIÈME CONGRÈS

Le 6<sup>ème</sup> Congrès de notre Parti a été une excellente conclusion à la discussion profitable qui s'est poursuivie dans nos rangs, pendant cinq mois, sur les problèmes fondamentaux de la politique communiste. Une majorité compacte et ferme, comprenant la quasi-unanimité des délégués travaillant à l'usine, a approuvé sans réserve les rapports de la direction provisoire, désignée après le 6<sup>ème</sup> Congrès de l'I.C., et toutes les propositions – résolutions et composition des organismes de direction – faites par la commission politique du congrès. Cette majorité du congrès, exprimant la volonté de nos cellules de base, est le gage d'une application rigoureuse et méthodique de toutes les décisions du congrès.

Nous entrons désormais dans une phase décisive de « redressement » du Parti et de sa lutte conséquente contre l'opportunisme. De la discussion sur la ligne du Parti, nous passons à son application pratique par tout le Parti, par chacun de ses membres et par l'ensemble de ses cellules et comités. Il est bien évident que l'accomplissement de toutes nos tâches ne manquera pas de se heurter à de nombreuses difficultés dont la plus essentielle reste l'incompréhension de notre politique et la résistance plus ou moins avouée aux directives du congrès.

Les débats du congrès ont, en effet, confirmé l'appréciation que nous avons formulée au cours de la discussion, à savoir que le danger de droite n'était pas seulement dans l'affirmation d'une politique opposée à celle du C.C., mais aussi dans les réserves, les réticences, les manifestations d'apparence purement formelle, qui masquent mal les désaccords sur le fond. Et l'un des avantages du congrès, c'est d'avoir impitoyablement mis à nu la racine opportuniste commune aux différentes déviations qu'il a condamnées.

S'il est maintenant clair pour tout le Parti que la position de Crozet est identique – le travail fractionnel en moins – à celle de Brandler, il est également clair que toute la politique défendue par Doriot pendant un an et demi avait pour point de départ une appréciation absolument erronée de la situation générale, appréciation apparentée aux conceptions de la social-démocratie et contraire à toutes les résolutions adoptées par le Parti et l'I.C. depuis la Lettre Ouverte de novembre 1927. Il est aussi bien évident que la base des divergences manifestées par les camarades du Nord réside dans leur conception attardée du rôle de la social-démocratie. Erreur qui comporte des conséquences d'autant plus graves que restent plus importantes les positions de la social-démocratie dans le Nord, région de forte densité prolétarienne. Enfin, comment ne pas expliquer par la similitude de leurs erreurs, l'appui donné à nos camarades du Nord par des militants de la minorité de la région parisienne, même si ces derniers usent de la phrase « gauche » ? Au fond, pour les uns et pour les autres, il y a méconnaissance de l'étape actuelle du mouvement ouvrier. Ils se trompent, à des titres divers, sur le caractère des luttes actuelles du prolétariat, sur le contenu et les formes de notre lutte contre la social-démocratie, et par conséquent, sur les questions de notre politique intérieure.

Le développement de la bataille des classes, l'imminence de la guerre impérialiste, l'élargissement de la répression, exigent de notre Parti une cohésion absolue, par conséquent un renforcement de ses cadres dirigeants à tous les échelons, sur la base de la sélection la plus rigoureuse et en tenant compte de la nécessité de placer aux postes les plus responsables des militants en qui le Parti puisse avoir entièrement confiance. Celui qui n'a pas compris ce principe de formation bolchevique des cadres et qui se lamente sur le caractère rude mais

indispensable de quelques mesures d'organisation, celui-là laisse percer le bout de l'oreille opportuniste.

Une autre condition de l'efficacité et du succès de notre lutte contre l'ennemi de classe, c'est le renforcement de la discipline du Parti, discipline individuelle et discipline collective, surtout à l'extérieur, vis-à-vis des masses prolétariennes et dans les organisations où militent des communistes.

Des camarades ont été et restent, parfois, en désaccord avec la ligne politique déterminée par le 6<sup>e</sup> congrès. Avec nous tous ils doivent maintenant, dans la fonction qui leur a été confiée, et sous la direction du Comité Central, travailler pleinement à l'exécution de nos tâches.

Le Comité Central entend d'ailleurs donner l'exemple du travail méthodique et discipliné. Dès sa première session, il a désigné son Bureau politique en assurant son homogénéité politique et aussi sa bonne liaison avec les masses.

Le C.C. a élu un secrétariat politique responsable collectivement, chacun des secrétaires du Parti ayant, en outre, la direction d'une branche déterminée de l'activité du Parti. C'est ainsi que notre camarade Sémard s'est vu confier la direction de notre Région parisienne, dont les délégués au congrès avaient sollicité instamment le renforcement de leur cadre dirigeant.

Tout le monde au travail avec initiative et discipline ; application intégrale de toutes les décisions de notre congrès selon une « pratique » inséparable de la lutte sans merci contre l'opportunisme, dans l'immédiate préparation du Premier Mai de combat ; telles doivent être les préoccupations urgentes de chaque membre du Parti.

Maurice THOREZ

*L'Humanité du 21 avril 1929*

# Le Parti Communiste

## unique parti

## du prolétariat

\*\*\*\*\*

L'influence croissante de notre parti n'est pas le résultat d'une activité bornée qui se limiterait à la défense des revendications immédiates des masses laborieuses contre les exploiters capitalistes. Ce qui fait la force invincible du mouvement communiste, ce qui donne à ses militants une conviction inébranlable dans l'avenir du communisme, c'est qu'ils expriment et peuvent seuls exprimer les aspirations et les buts du prolétariat, classe révolutionnaire destinée à transformer le monde.

Le Parti communiste explique aux prolétaires qu'il ne peut pas être question de déterminer seulement l'importance plus ou moins grande du vol légal dont ils sont victimes par les accords sur les salaires imposés au patronat. *Il faut supprimer le vol en supprimant le voleur : la classe capitaliste.*

Le Parti communiste indique aux ouvriers et aux paysans qu'il ne s'agit pas seulement de se dresser contre les manifestations plus particulièrement révoltantes de la domination bourgeoise, telles la guerre qui revient et la répression qui s'étend. Il faut empêcher toute possibilité de guerre et faire cesser la répression, en faisant disparaître le régime qui les produit, en chassant la bourgeoisie du pouvoir.

Le Parti communiste n'incite pas seulement le prolétariat et les masses laborieuses à la résistance et à l'attaque contre toutes les formes – économiques, politiques et sociales – de l'exploitation capitaliste. Il les organise et les entraîne en vue d'une lutte générale qui mettra fin à l'oppression en enlevant aux oppresseurs les moyens de leur toute-puissance, en les expropriant purement et simplement au profit de la collectivité.

Mais, dira-t-on, c'est également là le programme affiché par les socialistes. Ils se déclarent, eux aussi, pour la « transformation sociale ». Ils ne se différencient des communistes, ajoute-t-on, que sur des problèmes de méthode, de tactique. Nous serions les adeptes d'une même école, partagés momentanément en « intransigeants » et en « modérés ». Les « excès » chez les uns et chez les autres, la tactique rigide des communistes et l'embourgeoisement progressif des socialistes seraient le résultat de la scission. La fusion rétablirait l'équilibre !

*Une telle opinion est foncièrement erronée.* Et on doit condamner résolument dans les rangs du Parti toute pensée confuse sur ce point, telle la phrase équivoque sur « les buts communs » du Parti communiste et du Parti socialiste, écrite voici un an par un militant responsable de l'ancienne direction.

Nous ne devons pas juger les socialistes d'après leurs phrases, parce qu'alors les radicaux – qui déterraient ces jours derniers un article de leur vieux programme préconisant, sans rire, la suppression du salariat – les radicaux seraient aussi les partisans, sinon les artisans de la transformation sociale.

Nous devons juger le parti socialiste *d'après le contenu réel de sa politique*. Or cette politique, comme nous l'avons déjà vu, est déterminée par une base de classe non prolétarienne. Le parti socialiste est le parti commun de la petite-bourgeoisie et des couches ouvrières, en général gagnées dans une certaine mesure matériellement et idéologiquement à la cause impérialiste.

Le Parti communiste est le parti du prolétariat. *La différence des bases sociales provoque la différence sur les buts*.

Le Parti communiste, à la tête du prolétariat, cherche par tous les moyens à affaiblir et à renverser la domination impérialiste. C'est le parti de la « *Dictature du Prolétariat* » et du « *renversement violent de tout l'ordre social traditionnel* » (Manifeste communiste de Marx et Engels).

Le Parti socialiste, expression politique de, la petite-bourgeoisie, se traîne à la queue de la bourgeoisie régnante et cherche, par tous les moyens, à renforcer et à conserver le pouvoir capitaliste. Il est le parti de la « *démocratie bourgeoise* » et de « *l'évolution pacifique* ».

Le Parti communiste condamne la guerre entre les frères de classe et organise la guerre légitime du prolétariat contre la bourgeoisie.

Le Parti socialiste, en bon propagandiste du pacifisme petit-bourgeois, *déplore la guerre des classes* (mais la mène pour le compte du capital contre le prolétariat) et organise la « *défense nationale* », participe à la préparation de la guerre contre la révolution russe.

Le Parti communiste lutte pour le socialisme. Le Parti socialiste combat pour la République, la République de la *Gazette du Franc* et des 60.000 !

Cependant, des ouvriers suivent encore le Parti socialiste. C'est que le Parti socialiste présente sa fausse marchandise républicaine sous des phrases socialistes. Toutefois, ces « phrases » couvrent mal le changement de la politique socialiste comparée à la lutte énergique et révolutionnaire des fondateurs du socialisme. Au contraire, la politique communiste apparaît comme la prolongation et le développement de l'action prolétarienne des premiers groupes socialistes.

C'est pourquoi les chefs de la social-démocratie internationale prétextent d'un changement de conditions pour justifier aux yeux des masses leur abandon indéniable de la politique révolutionnaire.

Pour faciliter notre travail auprès des ouvriers socialistes et notre lutte contre leur parti, nous montrerons comment, selon les thèses du VI<sup>e</sup> Congrès, vérifiées sur ce point par le récent discours de Mac-Donald, « *la social-démocratie...est passée du révisionnisme faussement marxiste au libéralisme du Labour Party britannique* ».

Maurice THOREZ

*L'Humanité* du 19 décembre 1928

# Résolution du VI<sup>e</sup> Congrès de l'IC

## Résolution sur la campagne internationale contre la guerre

Considérant la préparation active des puissances impérialistes pour une intervention contre l'U.R.S.S., pour la guerre contre la révolution chinoise et pour la guerre entre les puissances impérialistes elles-mêmes; considérant le rôle de trahison de toutes les tendances de la social-démocratie internationale qui activement et cyniquement aident leur impérialisme respectif dans ses préparatifs d'une nouvelle boucherie mondiale, le congrès estime qu'il est du devoir de tous les communistes, dans la situation tendue actuelle, de renforcer la lutte contre les dangers de guerre et d'entreprendre sans délai une campagne internationale énergique contre la guerre impérialiste imminente.

Le congrès invite les comités centraux de tous les partis à entreprendre immédiatement un travail politique, d'organisation, de propagande et d'agitation pour préparer une Journée internationale de lutte contre la guerre impérialiste et de défense de l'Union soviétique; journée de combat de tous les travailleurs sous les mots d'ordre : « Guerre à la guerre impérialiste », « Défense de l'Union soviétique », « Soutien des peuples révolutionnaires des colonies », « A bas la désillusion des masses par les social-patriotes », « Formez des organisations de défense prolétarienne ».

Les comités centraux de chaque parti communiste devront, en partant de la situation concrète de leur pays respectif, prendre les mesures pratiques pour réaliser la Journée internationale (meetings de masses, démonstrations dans les rues, grèves de protestation et autres formes de lutte).

Le congrès invite les comités exécutifs à prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser de telles démonstrations à l'échelle internationale, pour les coordonner et pour assurer une action simultanée, conformément à la décision du congrès, dans le but de renforcer l'unité d'action contre la guerre et de rassembler les plus larges masses possibles de travailleurs, y compris les soldats.

*Correspondance Internationale*, n° 149 du 11 décembre 1928

## « En rangs serrés ! »

Le 1<sup>er</sup> août sera une journée de protestation et de lutte de masse contre la guerre. La bourgeoisie, sa police, son parti socialiste et ses cadres syndicaux de la C.G.T. jaune n'y peuvent rien. Les organisations du parti et les autres organisations ouvrières ont résisté victorieusement à la première vague d'illégalité qui — s'elon Tardieu, Chiappe — devait les désorganiser. En dépit des arrestations préventives et des efforts inouïs mais vains de la police, les militants sont à leur poste. Tous les travailleurs, même ceux qui, jusqu'aujourd'hui n'avaient pas une claire conscience de classe, comprennent que le jour du 1<sup>er</sup> août verra dressées l'une contre l'autre deux forces inconciliables. D'un côté, ceux qui, de toutes leurs forces, se dressent contre la guerre, pour la défense des républiques soviétiques, leur vraie et seule patrie, de l'autre côté, ceux qui recourent fébrilement au régime du bâillon, des agressions policières et de la calomnie des social-flics, pour pouvoir mieux réaliser leurs plans d'une guerre inévitable et proche. Tous les mensonges et tous les faux policiers publiés par une presse qui bénéficie de 30 millions de fonds secrets se brisent comme verre devant cette vérité éclatante.

Demain, jeudi, le devoir de tous les travailleurs est d'entraîner leurs camarades de travail à la grève de protestation contre la guerre. Grève et manifestations pour imposer leurs cahiers de revendications et pour sauver les militants emprisonnés qui, par centaines, font la grève de la faim.

Pas un travailleur conscient de la gravité des événements actuels ne restera courbé sur sa tâche parce qu'un aventurier taré du nom de Tardieu lui en intime l'ordre insolent au nom du patronat et sous la menace de la matraque. Mais la protestation ouvrière doit soulever des masses nombreuses. Les ouvriers révolutionnaires n'ont pas le droit de sortir seuls de l'usine.

Par des appels vibrants lancés jeudi matin, du haut des établis et des machines, ils peuvent et doivent entraîner à l'arrêt de la production la foule de leurs camarades. C'est un devoir pour tout membre du Parti, mais aussi pour tout travailleur conscient et honnête : dans toutes les usines, dans tous les chantiers, faire retentir les mots d'ordre du congrès ouvrier de la région parisienne et ceux du syndicat unitaire de leur corporation.

L'usine est le lieu naturel de rassemblement des ouvriers qui veulent manifester contre la guerre.

Et la meilleure manifestation contre la guerre, c'est d'abord l'arrêt démonstratif de la production capitaliste. La grève, c'est l'avertissement clair et sans équivoque signifié à la bourgeoisie au pouvoir, que la classe ouvrière se refuse à travailler pour la guerre, se refuse collectivement à la mobilisation industrielle qui est une des formes les plus importantes de la guerre de demain : ceux qui, demain jeudi, seront contre la grève manifesteront ainsi qu'ils sont pour la guerre.

Les bourgeois et leur gouvernement le savent bien qui, dans maints endroits, font occuper leurs usines par les forces policières. Ils donnent ainsi un avant-goût du régime qui sera imposé pendant la guerre aux travailleurs : le travail forcé sous le revolver ou la baïonnette, le pays tout entier transformé en bagne militaire.

H

Dès aujourd'hui, refusez de travailler sous la menace des flics et des gardes mobiles. Se plier à cette menace serait accepter le plus odieux des esclavages et se ravalier au niveau du forçat.

Demain matin, tous dans les usines pour débrayer !

Pas un gréviste à la maison, tel est le mot d'ordre lancé par le Congrès ouvrier du 21 juillet.

Une heure avant le coup de sirène ou de cloche de midi, la sortie en masse de tous les ouvriers. Demain, jeudi, ce mot d'ordre, que l'énorme majorité d'entre eux comprend et approuve sera appliqué.

La sortie en rangs serrés doit être l'exemple et l'appel adressé aux usines avoisinantes. En masse, les ouvriers grévistes iront trouver leurs frères de travail des autres usines pour les entraîner à la lutte commune. Ne pas comprendre la nécessité de cette action serait nier l'esprit de solidarité de la classe ouvrière et approuver hautement l'inconscience et l'apathie.

Le prolétariat industriel est à l'avant-garde de l'énorme masse de tous les autres exploités, son rôle et son devoir est d'entraîner les autres couches de la population laborieuse : artisans, paysans pauvres, ménagères, petits commerçants, à la lutte contre la guerre. C'est pourquoi le Parti communiste, approuvé par les délégués des usines réunis en de nombreux congrès, dans tout le pays, appelle ses ouvriers grévistes à manifester dans la rue.

Contre le prolétariat révolutionnaire, la presse capitaliste répand chaque jour les calomnies les plus stupides. Pour briser ce cercle de mensonges, pour faire éclater la vérité ouvrière, pour immobiliser les forces de répression et de guerre de chaque Etat capitaliste, pour que les ouvriers des autres pays se sentent des compagnons de combat par milliers et comprennent leur devoir international.

Dans les rues populeuses des villes industrielles, des quartiers ouvriers de Paris, dans toutes les localités de sa banlieue, partout, seront lancés en d'imposantes manifestations, les mots d'ordre de lutte contre la guerre du Parti Communiste.

Cela, les impérialistes fauteurs de guerre ne le veulent pas. Ils veulent tenir leurs classes ouvrières respectives dans l'ignorance de leur solidarité et de leur force. Ils veulent à tout prix imposer le règne du bâillon. Ce droit qu'on leur refuse et qu'on accorde aux curés et aux militaristes bourgeois, les ouvriers sauront l'imposer demain.

Ils ne manifesteront pas isolément. Pour empêcher les odieuses arrestations préventives, pour sauver leurs camarades en butte aux brutalités policières, ils marcheront en rangs serrés, par groupes de camarades de la même usine ou du même quartier.

Demain après-midi, organisez le débauchage; manifestez dans les rues. Le soir, groupez-vous dans vos quartiers pour manifester.

Le Parti a déclaré sans équivoque qu'il ne désire pas de « putsch » ni « d'émeute ». Mais avec tous les ouvriers, il veut que les protestations contre la guerre retentissent en une clameur puissante et il appelle tous les ouvriers à se défendre énergiquement contre tous ceux, quels qu'ils soient, qui essaieraient d'étouffer ces protestations.

*L'Humanité* du 31 juillet 1929